

Révision déchirante en Grande-Bretagne

Le Parti travailliste renonce au désarmement nucléaire unilatéral

Aggiornamento

Il aura fallu beaucoup de temps aux travaillistes britanniques pour admettre que la doctrine dite « unilatérale » à laquelle ils étaient si attachés était à la fois intellectuellement difficile à défendre et électoralement suicidaire. Voilà trente ans, en effet, que le Labour propose l'abandon unilatéral, sans contrepartie d'aucune sorte, de la force de dissuasion nucléaire du Royaume-Uni. Cette singulière attitude, qui consistait à vouloir à toute force jeter par-dessus les moules un bouclier forgé à grand-peine et à grand prix avec l'aide américaine, a certainement coûté des voix aux travaillistes, et peut-être même assuré en 1983 et en 1987 la victoire des conservateurs.

M. Neil Kinnock, lui-même militant de longue date du mouvement antinucléaire, savait depuis longtemps que ses chances d'entrer un jour au 10 Downing Street étaient couronnées d'échec si son parti persistait dans cette impasse. Il avait tenté à de multiples reprises de faire entendre raison aux pacifistes ancrés qui bloquaient, au sein du Labour, toute remise en question du dogme unilatéraliste. Il a enfin obtenu raison mardi 9 mai après avoir quasiment mis sa démission dans la balance. Les travaillistes ont voté à l'unanimité la fin de la doctrine unilatérale, et ont demandé la tenue d'un référendum sur la question.

Le dirigeant travailliste a rappelé comment il avait honnêtement cherché à propager la bonne parole unilatéraliste à Washington, Paris et Moscou, sans parvenir à aucun résultat. Ses interlocuteurs, même soviétiques, ne comprenant pas plus que l'électeur britannique de base l'économie logique selon laquelle le Royaume-Uni devait se débarrasser sur-le-champ et toutes affaires cessantes de ses armes nucléaires sans même chercher à négocier une réduction d'ensemble avec les autres pays concernés. Le seul résultat probant de ces contacts était une certaine consternation.

Les comités exécutifs nationaux ont approuvé, à une forte majorité, la révision de la doctrine nucléaire. Le revirement a été annoncé par M. Kinnock avec une fougue et une éloquence bien gauloises. Mais la gauche pacifiste, menée par M. Tony Benn et Ken Livingstone, ne se juge pas vaincue, ni même d'ailleurs vraiment liée par ce vote. « Nous combattrons tout ce qui est nécessaire pour sauver le parti », a ainsi déclaré M. Livingstone. Il y aura donc beaucoup de grincements de dents jusqu'au congrès du Labour, à l'automne, lequel devrait, sans accident de parcours toujours possible, entériner cet aggiornamento.

La grande révision de printemps à laquelle se livrent les travaillistes ne se limite d'ailleurs pas aux questions de défense. Ils viennent également d'en finir avec l'obsession du retour intégral au secteur public des entreprises privatisées depuis 1979 par Mme Thatcher. Les renationalisations ne devraient toucher que la téléphonie et la distribution de l'eau. Le réalisme est désormais le maître mot des travaillistes dans tous les domaines. Les partisans européens de la Grande-Bretagne ne peuvent que se réjouir de cette évolution.

M 0147 - 0511 0 - 4,50 F



Le Parti travailliste britannique vient de réviser en profondeur son programme sur des points fondamentaux. Le Labour renonce à sa doctrine de désarmement nucléaire unilatéral et limite au strict minimum le nombre des entreprises privatisées par M. Thatcher qui seraient renationalisées s'il revenait au pouvoir. Le leader du Labour a usé de toute son influence pour obtenir cette décision.

Le chef du Parti travailliste britannique, M. Neil Kinnock, a obtenu, mardi 9 mai, un vote crucial sur la révision de la politique de défense travailliste. La commission exécutive nationale du parti, réunie pendant deux jours à Londres, a approuvé par 17 voix contre 8 l'abandon de la vieille doctrine de désarmement nucléaire unilatéral. Cette large majorité a surpris les plus optimistes mais elle n'empêchera pas la gauche pure et dure de poursuivre le combat en prévision du congrès du parti qui doit se tenir à l'automne.

Le Labour a également renoncé, mardi, à son programme de renationalisation tous azimuts. S'il revenait au pouvoir, seuls, parmi les entreprises que M. Thatcher a privatisées, les services de téléphone et de la distribution de l'eau seraient replacés sous le contrôle de l'Etat.

Le Parti travailliste s'est livré à cette révision déchirante de son programme une semaine après qu'un candidat du Labour ait remporté une importante élection partielle dans un fief du Parti conservateur.

Bombardements aveugles et pénuries croissantes

Le Liban au bord de l'asphyxie

Depuis la rupture, à la fin du mois d'avril, de la trêve demandée par la Ligue arabe, d'intenses duels d'artillerie se livrent chaque jour d'un secteur à l'autre de Beyrouth. Les émissaires arabes tentent d'imposer un nouveau cessez-le-feu.

BEYROUTH
de notre correspondant

Guerre et paix. Phénix : paix et guerre. La « République des deux Libans » a connu l'une puis l'autre : six mois de paix, de septembre 1983 à mars 1989, et deux mois de guerre depuis la mi-mars. Elle s'est même offerte, dans l'intervalle, une embellie fugitive.

La République libanaise, qui ne tenait déjà qu'un fil, s'est cassée au premier jour de l'automne dernier, en ce 22 septembre fatidique qui coïncida avec la vacance de la présidence de la République, bientôt suivie de celle de l'Assemblée nationale et d'une dualité conflictuelle à la tête de la troisième présidence, celle du gouvernement.

Après une période d'adaptation, courte et non sanglante,

s'installa une sorte de république-jamais où les institutions étaient plus divisées que les populations et où il ne faisait pas tout à fait mauvais vivre... On s'y battait moins qu'au Liban, on y « passait » plus facilement - pour utiliser la terminologie locale - à travers des lignes de démarcation souples, on voyageait mieux aussi, grâce à un aéroport un peu plus sûr. On y travaillait mieux. Les salaires s'élevaient même un peu redressés. Mais cette république bi-céphale était un petit monstre.

Le statu quo ne pouvait s'éterniser. La première rupture de l'invisible équilibre dont il était le fruit précipita la « République des deux Libans » dans la guerre. Et ce qui était sinon le paradis, du moins un plaisant purgatoire, redevenait l'enfer.

La guerre nouvelle est, aux yeux de deux millions et demi de Libanais (soit les trois quarts de la population) qui la subissent, plus terrible que les mille et une guerres qui l'ont précédée - chrétiano-palestinienne, chrétiano-musulmane, syro-palestinienne, syro-musulmane, syro-chrétienne, israélo-palestinienne, israélo-musulmane,

Listes séparées et motion de censure

L'Europe met à vif les divisions de l'opposition

L'Europe mobilise à plein temps l'opposition et met à vif ses divisions. Sur le terrain, la campagne démarre. M. Simone Veil a lancé celle de la liste du centre, mardi 9 mai, à Toulouse et à Barcelone. M. Valéry Giscard d'Estaing avait donné le même jour, par une conférence de presse, le coup d'envoi de la campagne de la liste d'union RPR-UDF.

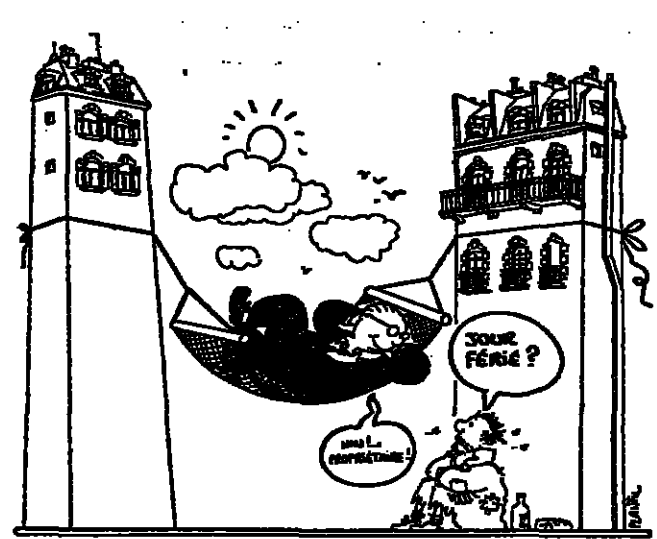
Malgré la volonté affichée des deux côtés - de ne pas se tromper d'adversaire -, les deux listes de l'opposition semblent de moins en moins bien supporter leur voisinage. De l'Europe, il est également question à l'Assemblée nationale avec le projet de motion de censure de la politique européenne du gouvernement imaginé par les rénovateurs. Accueilli d'abord avec beaucoup de réticences par les trois groupes parlementaires de l'opposition, RPR, UDF et même UDC, puis approuvé par ces mêmes groupes sous la pression conjointe de MM. Jacques

Chirac et François Léotard, ce projet semble à nouveau, depuis le début de cette semaine, engendrer l'hostilité de bon nombre de députés en désaccord avec les rénovateurs sur la procédure d'interpellation que ceux-ci envisagent. Ce mouvement d'humeur s'est traduit, mardi 9 mai, par les réactions conjointes des présidents de groupe RPR et UDF, MM. Bernard Pons et Jean-Claude Gaudin.

(Lire page 9)
Les articles de DANIEL CARTON, VALÉRIE DEVILLE-CHARROLLE et PIERRE SERVET.

Un doublement en cinq ans

Logement : flambée des prix à Paris



Le prix de vente des appartements parisiens a flambé en 1988 plus fort que jamais. Dans aucun arrondissement les logements anciens ne se vendent au-dessous de 10 000 francs le mètre carré, ce qui, en francs constants, représente un doublement depuis cinq ans.

(Lire l'article de JOSÉE DOYÈRE page 23 ainsi qu'une enquête sur la révolution immobilière dans le quartier du Marais en page 17 « Paris-Île-de-France ».)

Un débat sur le travail des femmes aux Etats-Unis

« Filière maman » ou « filière carrière »

« Filière maman » ou « filière carrière » ? Les femmes qui travaillent devront-elles choisir entre les avantages... et les inconvénients de l'une et de l'autre ? Le débat est ouvert aux Etats-Unis.

WASHINGTON
correspondance

Les femmes occupant des postes de responsabilité dans les sociétés commerciales et industrielles ont-elles à faire un choix entre carrière et famille ? Devront-elles poursuivre leur activité professionnelle selon deux rythmes différents ? Ces questions posées par M. Schwartz, dans *Harvard Business Review*, ont provoqué de vifs remous.

M. Schwartz, qui dirige Catalyst, une organisation vouée à la défense et à la promotion des femmes dans l'entreprise, ne peut être considéré comme un « sexiste » championne de la femme au foyer. Néanmoins elle suggère que les entreprises devraient traiter différemment les femmes qu'elles emploient en faisant une distinction entre celles qui se préoccupent exclusivement de leur carrière et celles qui veulent mener de front activités professionnelles et vie familiale.

Cette seconde catégorie, celle des mères de famille, doit être ménagée, bénéficier d'un horaire assoupli et avoir la possibilité de travailler partiellement ou en coopération avec d'autres, bref, suivre ce que certains appellent déjà la *mommy track*. En quelque

sorte, la « filière maman », avec des possibilités d'avancement et de salaire réduites par rapport aux femmes célibataires ou sans enfant faisant passer leur carrière en priorité. Celles-ci formeront une sorte d'« équipe première » en mesure d'accéder aux plus hautes postes. M. Schwartz affirme que les femmes exerçant des fonctions de responsabilité coûtent plus cher aux entreprises que les hommes.

HENRI PIERRE.
(Lire la suite page 23.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 19 à 21

PANTHÈRE CALINE DE FRED

Broche Panthère or et émail : ses yeux en émeraude et diamants vous la feront aimer pour la vie.

Prix : 26 000 F
"Baby" Panthère : 17 900 F

FRED
JOAILLER

6, rue Royale, Paris 8° 42.60.30.45

La Clarté, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz.
Hôtel Marignan - Espace "Galeries Lafayette", Paris.
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Coles, Deauville.
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - New York.

Débats

L'avenir de l'audiovisuel public

Tombeau pour une ambition ?

par MAX GALLO (*)

COMBIEN de temps le secteur public de l'audiovisuel mettra-t-il à mourir ? Il faut, hélas, poser la question. Apparemment, pourtant, un traitement salvateur vient d'être formulé. Et les médecins sont pleins de bonnes intentions. S'il suffisait en effet pour guérir un malade de dire comment il devrait être en bonne santé, nul doute que le secteur public de l'audiovisuel gambaderait déjà. Ne nous dit-on pas dans le rapport du gouvernement au Parlement que « le secteur public reste seul capable de remplir un rôle exemplaire et irremplaçable grâce à l'effacement des contingences purement commerciales qui pèsent sur les entreprises privées » ? Qui peut aller plus loin ? Ne nous précise-t-on pas que « nos concitoyens attendent du secteur public autre chose qu'une programmation uniforme par un souci trop direct de l'audience » ? N'assure-t-on pas que la spécificité de ce service public est d'autant plus nécessaire que le gouvernement place au centre de ses préoccupations « l'éducation et la culture, dont l'une des voies les plus fréquemment empruntées passe par les médias radiophoniques et télévisuels » ? En effet.

Belles et bonnes paroles. Admirables intentions.

Le traitement, puisque « l'audiovisuel public est en état de choc », doit être, on l'imagine, à la hauteur de tels enjeux.

Que nous propose-t-on ? Réformes de structures. Economies. Soit. Augmentation de la redevance. Plus discutable déjà. Mais soit. Prise en charge par le budget de l'Etat de certaines missions ou des exonérations de redevance. Tant mieux. Mais croisons vraiment — sans même noter le flux des engagements de l'Etat ou

les contraintes budgétaires impérieuses — que cela suffira ?

En fait, la ressource publicitaire est le trésor que l'on fait miroiter au secteur public. Cartes avec des poudres. On sait bien qu'il y a eu des propositions renouant une large audience pour exorciser la publicité dans le secteur public, comme cela se fait en de nombreux pays. On sait bien que les spécialistes définissent les chaînes soumises à la publicité comme des entreprises qui vendent des « télé-spectateurs » à des annonceurs. On prend donc des précautions : « Publicité contenue », précise-t-on avec des roulements d'épaules. Et on donne de fort justes arguments à cette limitation. Mais alors, comment expliquer qu'il ne soit nulle part fait mention du plafonnement financier des ressources publicitaires (prévu par la loi de 1986 pour une durée de trois ans) ?

Logique commerciale

On craint la marée, prétend-on, et on fait sauter la digue ! On voit combien un PDG de A2-FR3, moderne et dynamique, soucieux de l'audience de son « entreprise » et donc de son financement, pourrait — avec les meilleures intentions du monde — vendre au plus cher chaque case de programme. Plus de « plafonnement », quel pactole ! On pourrait enfin concurrencer TF1 sur... son terrain. Et d'ailleurs, l'expérience n'a-t-elle pas montré qu'on peut fort bien « privatiser » en esprit et en programme TF1 avant même de l'avoir privatisée ?

Pour la première fois, le secteur public sera totalement placé dans

(*) Ecrivain, secrétaire national du PS à la culture.

la logique commerciale. Et ce dès 1990.

Et comme la publicité « gouverne » de fait les programmes — et d'abord dans le prime time, — où sera la spécificité du secteur public si superbement proclamée page 3 du rapport et si subrepticement sabordée page 14 du même rapport ?

Cet alignement de fait condamne donc à terme le service public. Et, s'il était maintenu, il marquerait la fin d'une ambition et une grave défaite culturelle.

On pouvait penser que l'« économie mixte » en matière d'audiovisuel, puisque un vigoureux secteur privé existe, consistait à créer un secteur public fondamentalement différent, acceptant même le risque de départ d'une faible audience, pour conquérir peu à peu un public lassé — à 57 % selon les sondages — par l'invasion de la publicité. Un secteur public faisant la part de la qualité et soumis à autre chose qu'à la logique commerciale.

Mais, au-delà des mots sonores, dans les faits, on contraind le secteur public à se battre avec les mêmes armes que le secteur privé. Bref, à quelques dures près, on fait comme si la télévision publique c'était Renault face à Peugeot. Mais ici il ne s'agit pas de voitures, mais bien de « culture ».

République

On pouvait donc croire que des hommes et des femmes de progrès comprennent qu'en cette fin du vingtième siècle il faut avoir dans ce secteur un courage politique et culturel équivalent à celui des républicains qui construisirent l'école publique, puisque, comme on le dit si bien, la conscience du citoyen, ses connaissances, sa sensibilité, son rapport au monde et à la collectivité, sont désormais, pour une grande part, conditionnés par la télévision.

On pouvait espérer que des hommes et des femmes de progrès aient comme obsession d'offrir la possibilité — dans le cadre d'une liberté de choix, puisqu'il n'y a plus de monopole, et c'est bien — aux plus défavorisés d'accéder à des programmes de qualité. Bref, qu'une grande chaîne généraliste échapperait aux « amoncellements » et offrirait à des créateurs un espace de liberté pour qu'ils tentent de rencontrer le plus grand nombre possible dans le pari — le postulat — que le « peuple » aussi a droit à l'intelligence et à la beauté. Et qu'il sait aussi le reconnaître.

C'est cela la République. C'est cela respecter les principes et les citoyens. L'enjeu culturel est tel pour le pays, sa culture, et pour l'idée que l'on se fait de son avenir, que la responsabilité politique, c'est d'abord d'élever la voix.

Pour remplacer FR 3

par JEAN-CHARLES PARACUELLOS (*)

L'élément-clé de la proposition a trait à la programmation et à l'image donnée au public. L'ambition du projet serait de faire exister sur la troisième chaîne, dans chacune des sept régions, une télévision locale de statut public, dont la mission pourrait se définir ainsi : satisfaire les attentes du public pour une télévision proche et vivante ; participer à l'émancipation culturelle et économique des régions dans le cadre de la construction européenne.

Rapports inversés

Cette définition entraîne certaines conséquences sur l'organisation d'une telle fédération :

- 1) La personnalité morale serait conférée à chacune des sept télévisions régionales par un statut de société. Antenne 2 pourrait en être l'actionnaire principal ;
- 2) Ces sept sociétés recevraient individuellement une part des recettes de la redevance, réparties selon des règles prédéterminées, et auraient accès à la publicité ;
- 3) Elles disposeraient de la liberté de programmation sur les fréquences couvrant leur territoire. Elles manifesteraient leur individualité par un nom et des marques propres et s'attacheraient à s'imposer sur le marché de l'audience en exploitant leur spécificité régionale, en particulier par des émissions d'informations et par l'animation de l'antenne. Les tranches

(*) Ancien directeur financier de FR3.

de programmes communes aux sept sociétés seraient signées par chacune d'elles sur ses propres émetteurs, même si, pour des raisons commerciales évidentes, elles seraient diffusées simultanément, dans les sept régions ;

4) Elles s'appuieraient sur des organes centraux chargés de les assister, intégrés à Antenne 2 ou rassemblés dans une structure collective fonctionnant selon le principe d'une coopération, notamment pour la fourniture de sujets d'information nationale et internationale (rôle d'agence d'images) et comme centrale d'achat, de distribution et de conditionnement des programmes.

Cette coopération assurerait aussi la prise en charge de la programmation dans les tranches horaires où les sociétés régionales auraient décidé de se « raccrocher », la règle publicitaire nationale et l'assistance technique ;

5) Les sociétés seraient déchargées de la responsabilité de gestion des centres de production lourds, regroupés dans une structure indépendante.

Les rapports entre les centres régionaux et les services parisiens seraient ainsi inversés, le pouvoir étant donné aux premiers. Cette évolution, qui implique une transformation profonde de l'organisation et des mentalités au sein du groupe, serait possible à la condition de s'appuyer sur une volonté politique clairement exprimée, à laquelle le personnel concerné peut adhérer. Le service public de la télévision, qui a su faire face dans le passé à d'autres défis, est capable de relever celui de sa propre logique organisationnelle.

France-Info, une radio qu'il nous faut

par CHRISTIAN BILLMANN (*)

COMME le muguet du 1^{er} mai, l'annuaire fleurissait bien ces derniers temps, à propos de Radio-France. Et le cartilage, ici ou là on a vu, ça rayonnait passionnément, ce simple dessin : des jaloux, des haineux, fonctionnaires de l'information en manches de lustrine, sans imagination par surcroît, bousillent l'homme qui pour la radio du XIX^e siècle, Descaux, en a écrit.

D'abord des faits : le 14 février, Jean Mithou succède, à la tête de Radio-France, à Roland Feura, nommé au tout nouveau Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Il fait en arrivant un état des lieux et constate qu'il y a, en matière d'information, une radio qui marche bien : France-Info, qui a conquis en deux ans d'existence 1 400 000 auditeurs, et une autre qui marche moins : France-Inter, qui en a perdu 1 700 000 (1), se faisant au passage, doubler par Europe 1.

Bien qu'il ne soit pas issu du milieu audiovisuel, il est que la concurrence se joue d'abord dans la cour des grandes, les généralistes : Europe, RTL, Inter. Parce qu'elles se partagent à trois la moitié de l'audience, il pense qu'on peut tenir un meilleur cap et, comme tout chef d'entreprise le fait lorsqu'il change de politique, il remplace le pilote. L'ancien directeur de l'information Michel Meyer s'en va donc le 28 mars avec panache, s'offrant même le luxe de « comprendre » le raisonnement du nouveau PDG. Lequel nomme, pour lui succéder, Jean Leval.

Le nouvel arrivant va très vite se heurter à l'adjoint du président, Jérôme Bellay, inventeur de France-Info, il dirige aussi la rédaction de France-Inter qu'il a ramassée de fond en comble depuis 1986. Il est l'inspirateur, le véritable auteur du succès de l'une comme du recul de l'autre. Pourtant, il n'entend rien changer et prétend au contraire obtenir du PDG l'instrument — un nouveau contrat plus long — qui lui permettrait de tenir tête. Jean Mithou ne lui propose qu'une simple reconduction du sien, mais limité à France-Info et, devant son refus de le signer, considère qu'il est démissionnaire.

Viennent donc les questions. Jérôme Bellay, racontant l'histoire de France-Info, se voit devant sa page blanche, ayant tout à créer. Etait-il donc impossible de s'entourer des avis, des conseils, des idées de ceux qui étaient là ? Etais-il indispensable de jeter l'anathème sur les hommes qui, tout en étant convaincus de la nécessité et du succès d'une radio « all news », en discutant la forme et, éventuellement, le fond ?

(1) Source Médiamétrie.

(*) Rédacteur en chef de France-Culture et de France-Musique.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bourde-Milly (1944-1969)
Jacques Tournier (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bourde-Milly, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wauts,

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-51 et 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 286 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 42-47-98-41.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 038 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de

votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

«...L'humilité,
l'audace, l'orgueil,
d'être à notre tour,
à chaque instant
et pour
toujours
à l'aube du
théâtre. »

VIENDE PARAITRE
LE THÉÂTRE EN FRANCE

Tome 2. De la Révolution à nos jours.

Pour la première fois, une histoire du théâtre

en France...

Ouvrage collectif en 2 tomes, dirigé

par J. de Jomaron. Plus de 400

documents et illustrations.

Chaque tome cartonné : 295 F

Rappel :

Tome 1. Du Moyen Âge à 1789.

ARMAND COLIN

103, boulevard Saint-Michel - Paris V^e

Une journée presque entière
à Beyrouth...



de Beyrouth, le 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

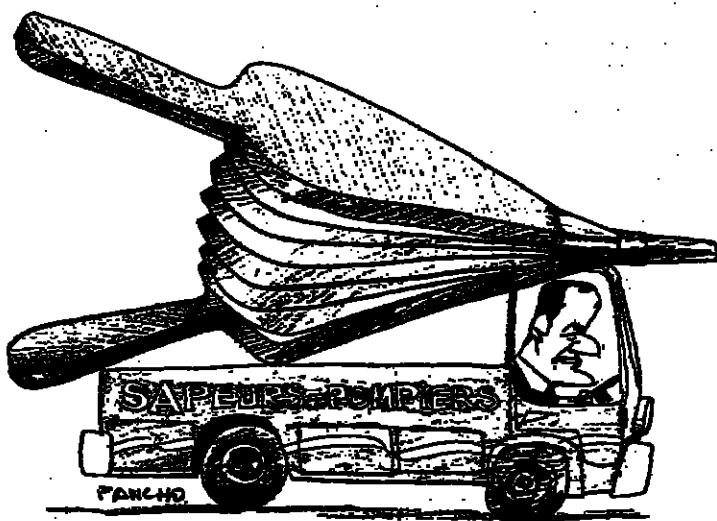
Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Le Monde, 11 mai 1989.

Bombardements aveugles et pénurie croissante

Une journée presque ordinaire à Beyrouth...



BEYROUTH
de notre correspondant

Ce sont les mêmes obses que la veille, mais moins nombreuses. Les mêmes victimes, mais plus nombreuses - 16 morts contre 12, 102 blessés contre 60. Allez savoir pourquoi : le hasard des civils ayant eu la malchance de se trouver sur les trajectoires de tir. Le propre des bombardements au Liban est d'être « aveugle ».

Ce mardi 9 mai fut une « journée ordinaire », ou presque, à Beyrouth. On écrit presque : « Rien à signaler », si ce n'est l'indécence à l'égard des morts. En soirée, le pilonnage a diminué à l'heure où, d'habitude, il augmente et, à minuit, il s'est arrêté, pour ne plus se signaler que par quelques obus matinaux mercredi sur le littoral de Jbel.

Un dilemme

Telle est la situation que retrouve la mission de la Ligue arabe, de nouveau à pied d'œuvre à Damas après le retour précipité de M. Lakhdar Ibrahim, secrétaire général adjoint de la Ligue. Celui-ci est accompagné, cette fois, du chef du corps des observateurs arabes, le général koweïtien Ali Mo'alla, et des trois autres officiers. Il y a retrouvé M. Jazem, représentant le ministre koweïtien des affaires étrangères. Les émissaires de la Ligue sont confrontés à un dilemme : comment installer des observateurs déjà contestés par une partie au moins du camp pro-syrien, avant l'instauration

du cessez-le-feu, et comment obtenir un arrêt préalable des bombardements qui ont, précisément, pour objectif de détruire ce qui ne se passe pas les yeux fermés ?

M. Ibrahim a bien souligné que la Ligue n'a « pas été piégée ». Au Liban, qu'elle savait ce qu'il attendait et que s'il y avait « une chance sur un million » d'être utile, il se devait d'essayer à la paix dans ce pays. Mais le patron de toute l'opération de la Ligue arabe dans la crise libanaise, le ministre koweïtien Cheikh Sabah, vient de répéter que les observateurs ne pouvaient être envoyés au Liban dans ces conditions « alors qu'ils peuvent à tout moment être tués par des obus ou enlevés ». Il a aussi protesté avec vigueur - en s'étonnant que les autres responsables arabes ne l'aient pas fait - contre une déclaration de M. Walid Jumblatt, leader druze pro-syrien, qui aurait promis selon lui - car ces propos n'ont été rapportés nulle part - que « les observateurs seraient tués dans des bus ».

Le risque d'enlèvement est brusquement évoqué avec insistance à propos de ces observateurs, et c'est un fait qu'un des chefs des Forces armées libanaises, M. Nassef, vient de déclarer, car Nassef n'a pas encore donné son accord - les officiers arabes des divers autres pays censés se déployer au Liban appartiennent à des nationalités à risque dans le secteur musulman sous contrôle syrien : les Koweïtiens, bien sûr, mais aussi les Jordaniens et même les Soudanais, les Tunisiens et les Nord-Yéménites.

L. G.

Le Liban au bord de l'asphyxie

(Suite de la première page.)

Où est l'« heureux » temps, en 1975-1976, 1978 et 1981, où l'on se prélassait sur les plages de Jounieh alors que Beyrouth-Est était écorchée par les bombes ? En sens inverse, le pilonnage fut pendant quelques jours tout aussi sauvage.

Terrible, la guerre actuelle l'est aussi par la quasi-disparition des flots-refuges dont bénéficiait une partie de la population aujourd'hui prise au piège. Même aux pires jours de l'invasion israélienne, même durant les deux précédentes phases de pilonnage du réduit chrétien par l'artillerie syrienne, en 1978 et 1981, il était possible, voire facile, de fuir. Pour la population de Beyrouth-Ouest, c'est encore possible, vers le sud, la Bekaa et Damas.

Pour celle du réduit chrétien, ce n'est plus pour mille part. Les tribulations, depuis la mi-avril, puis la suspension de la navette maritime Jounieh-Larnaca n'ont fait qu'accroître l'impression d'asphyxie qui étreignait déjà la population. Même si 2 % seulement des Beyrouthins ont fait jusqu'à présent le voyage et si 10 %, au maximum - 100 000 habitants sur le million vivant dans le réduit - peuvent l'envisager. Quand les obus tombent dru comme une pluie d'orage, il est bon de savoir qu'on peut, fût-ce théoriquement, partir.

Les blocus mutuels sont suffoquant. Les pénuries - de carburants, de farine - ont plus touché au départ le secteur pro-syrien, mais à présent c'est le réduit chrétien qui les subit très durement : le mazout, l'essence et les billets de banque commencent à manquer. Pour l'électricité, n'est-ce pas la vie urbaine, tout le monde est à la même enseigne : celle de l'obscurité intégrale et permanente, depuis que les dernières gouttes de fuel ont été consommées par la centrale de Zouk le 16 avril, alors que le pétrolier français *Penhoar*, qui croisait au large, mettait deux semaines pour pouvoir décharger une cargaison rachitique suffisant tout juste pour fournir du courant deux heures par jour durant quinze jours à partir du 26 avril. Jamais blocus - et Dieu sait s'il y en eut ! - ne fut si longtemps aussi hermétique.

Jamais, en conséquence, il n'y eut une telle paralysie des activités économiques, qui avaient trouvé un nouveau souffle, et même parfois un rythme d'expansion, au cours des deux dernières années. Jusqu'à présent, les des-

tructions (220 millions de dollars) et le manque à gagner (150 millions) représentent le cinquième du PIB annuel. Les destructions touchent aussi bien l'infrastructure (centre de stockage pétrolier de Dora, centrales et stations électriques, ports, hôpitaux) que d'autres cibles : 3 000 bâtiments résidentiels, professionnels ou publics, 150 usines et 4 000 voitures.

Le lâchage américain

Les entreprises dont les équipements sont saufs ne tournent que très difficilement et au grand ralenti - à 20 % de leur potentiel en moyenne - par manque d'électricité, de carburant et de personnel, employés et ouvriers étant bloqués chez eux par les bombes ou par la pénurie d'essence. En conséquence, les exportations industrielles ont chuté de 80 %. Le bâtiment a enregistré la même chute en pays chrétiens et 40 % dans le reste du pays. Les importations, quant à elles, sont tombées de 90 %, mais c'est moins grave car elles représenteront à la fin de l'année, quand il faudra un à deux ans selon les estimations, au stade actuel des dégâts et de la fuite des cerveaux et des cadres, pour que l'activité productive retrouve son volume d'avant mars 1989.

Jamais les trêves n'ont été aussi inconsistantes : même lorsque, durant les précédentes phases de la guerre du Liban, elles étaient rompues plusieurs fois par jour, du moins étaient-elles conclues par des parties belligères. Aujourd'hui, personne ne les négocie : elles s'installent de facto, et s'arrêtent de la même façon. Jamais, surtout, il n'est apparu à ce point au Libanais, chrétiens et non chrétiens, que rien ni personne n'allait les sortir de l'impasse. Il peut paraître bizarre de faire ce constat, alors que le monde extérieur - et la France en particulier - a témoigné quelque sollicitude pour le Liban et alors que la Ligue arabe paraît plus sérieuse que jamais, auparavant dans sa volonté non seulement de mettre un terme aux hostilités en cours mais aussi de régler, au fond, la crise libanaise.

Le camp chrétien a pu, en effet, taper du coude à l'« lâchage » américain et les lignes de ce que peut la France. Il n'a même pas eu la possibilité

de revenir à ses vieux démons en rêvant d'une intervention israélienne, celle-ci ayant été maximale en 1982 avec les suites que l'on sait. Le branle-bas en sa faveur n'a-t-il pas, donc, « contrario », consolidé la Syrie dans ses prétentions sur le Liban, y compris le Liban chrétien ? L'action française, justement, parce que exemplaire, illustre parfaitement cet effet pervers.

Entreprise sous un label humanitaire, sa signification politique évidente. Mais au lieu d'être une démonstration de volonté et de puissance face à l'hégémonie syrienne, elle a fourni la preuve que, sauf à être décidé à faire la guerre, rien ne peut être entrepris au Liban sans passer par le vouloir de la Syrie, fût-ce l'évacuation de quelques blessés ou la livraison de quelques litres de fuel. Exactement l'inverse de l'effet recherché.

Pour les Arabes, à quelques nuances près, la situation est la même. S'ils sont légion à vouloir, plus ou moins, contrecarrer Damas, personne n'est prêt à briser sa volonté. Forcée est de constater que, pour faire accepter l'envoi à Beyrouth d'un corps d'observateurs arabes, la Ligue a souscrit, à Tunis, aux thèses syriennes contre les thèses « souennistes » : réouverture des ports litigieux, nature interlibanaise du conflit, omission de toute référence à la Syrie.

Les musulmans piégés

Ce corps des observateurs est cependant très important : c'est un coin enfoncé dans le dogme damascène qui veut que personne - sauf Israël au sud - ne soit admis à se mêler du Liban. Ils n'ont rien de comparable avec les observateurs français de 1984, qui étaient un résidu de la force multinationale, ni même avec les forces arabes des années 1976-1979.

A l'époque, Damas héritait de ces présences parasitaires et n'eut de cesse que de les éliminer. Aujourd'hui, on introduit des observateurs intrus dans la capitale libanaise. Aussi est-il inévitable qu'elle cherche à s'en débarrasser. Deux votes s'offraient aux Syriens : soit laisser faire le camp chrétien tant que le général Aoun campait sur une position de refus et se chargeait de bloquer la solution arabe ; soit la saboter eux-mêmes. C'est ce à quoi ils ont dû finalement se résoudre dès lors que le général fit volte-face.

Mais la Syrie n'a sûrement pas dit son dernier mot et même si le président Assad est amené à faire une concession à ses partenaires, notamment en vue du sommet arabe, il ne fait pas de doute ici qu'elle reviendra à la charge tôt plutôt que tard, pour faire cesser cette mise sous surveillance, par les pays arabes, de la crise libanaise.

Sans doute la démesure même des objectifs syriens, qui ne se

limitent pas au Liban, mais englobent les Palestiniens et la Jordanie, porte-elle en germe un échec final. En attendant cet hypothétique dénouement, la Syrie dispose d'un quasi-blanc-seing international. Les événements l'ont démontré et elle l'arrache à quiconque ne le lui consent, comme la France en a donné l'impression. La Syrie met quiconque s'aventure sur le théâtre libanais au défi d'aller au bout de son action.

Et les musulmans ? Alliés de la Syrie, comme d'ailleurs certains chrétiens, ils auraient au moins gagné au change, étant pourvus d'un si puissant parrain. Mais n'est-ce pas, aussi, une illusion d'optique ? L'islam libanais n'est-il pas contraint de prêter les ambitions syriennes plutôt que le contraire ? Les musulmans et tous les Libanais pro-syriens ne sont-ils pas tout autant piégés que leurs rivaux chrétiens ? Si une victoire des chrétiens - du général Aoun nommé - leur serait néfaste, en faisant de nouveau basculer le pouvoir du côté de ces derniers, leur propre victoire - en fait, celle de Damas - ne ferait que décapiter l'emprise syrienne sur eux.

Au fil de ces années de guerre, fertiles en épisodes dramatiques, il y eut, certes, dans tel ou tel domaine, des moments bien plus « ouverts » : réouverture des ports litigieux, nature interlibanaise du conflit, omission de toute référence à la Syrie.

Quelle que soit la façon dont on regarde la situation, on retombe dans un cercle vicieux. Pour tout le monde, d'ailleurs, et même en fin de compte pour la Syrie, si l'on considère qu'elle ne pourra pas - et qu'on ne la laissera pas - « digérer » le Liban.

Est-il possible que tout ce cortège de malheurs survienne depuis deux mois d'évacuation dans les puits et replis de la crise libanaise ? Le général Aoun a voulu « soulever les montagnes ». Même ses ennemis admettent qu'il a « créé l'événement », en démontrant que la Syrie était plus un problème qu'une solution au Liban : bien que tout le monde ait évité de le dire et que beaucoup n'aient pas nommé la Syrie, ce constat est implicite de la part de tous, y compris de la Ligue arabe et de l'URSS.

La partie n'est pas terminée et l'avenir dira si cet événement était exploitable. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il ne l'était pas, mais qu'il le deviendra peut-être plus tard lorsque le conflit israélo-arabe trouvera un début de solution. Le coup de poing sur la table assés par le tumultueux général Aoun laisse néanmoins des traces de la détermination des Libanais, singulièrement des chrétiens, de ne pas se laisser dominer. Il faudra alors, le moment venu, en tenir compte.

Après le cataclysme du printemps de 1989, les choses ne seront plus, au Liban, tout à fait ce qu'elles étaient.

LUCIEN GEORGE.

Après la visite de M. Arafat

M. Klein chahuté à Paris

Les rumeurs provoquées dans la communauté juive par la visite à Paris de M. Yasser Arafat sont loin d'être apaisées. Mardi 9 mai au Palais des congrès à Paris, quelque 2 000 personnes étaient réunies pour fêter le 41^e anniversaire de la création d'Israël. M. Arafat, accompagné de son épouse, a été vivement applaudi lorsqu'il a lancé : « Ouf ! la paix, mais non à l'OLP ! ». M. Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a dû faire face à l'hostilité d'une grande partie de l'assistance.

M. Klein, à qui il est reproché de ne pas avoir combattu avec assez de vigueur la réception de M. Arafat à Paris, a souligné que « la meilleure manière » pour les juifs de soutenir les Israéliens, c'est de les rejoindre. Le CRIF a exprimé les sentiments de la communauté et en n'oubliant pas, a dit son président, qui nous sommes : des juifs, certes, mais aussi des citoyens français à qui ne doivent pas attendre de leur gouvernement qu'il adopte la politique du gouvernement israélien.

Ces propos, et d'autres du même genre, ont provoqué des huées et des sifflets tandis qu'une minorité du public applaudissait M. Klein. Aucune personnalité de gauche n'assistait à la manifestation au cours de laquelle M. Alain Poirer, président du Sénat, a réaffirmé sa « solidarité avec l'Etat d'Israël ».

P. J.

ÉGYPTE

Amnesty International dénonce la détention arbitraire et la torture des prisonniers politiques

Dans un rapport rendu public à Londres au terme d'une enquête effectuée en Egypte, Amnesty International demande aux dirigeants égyptiens de mettre un terme à la détention arbitraire et à la torture des prisonniers politiques.

Amnesty International s'inquiète, en particulier, du sort des mille dix cents islamistes et des opposants politiques présumés arrêtés dans tout le pays depuis les émeutes du 7 avril à Fayoum. Elle estime que le nombre des personnes arrêtées pour-

rait atteindre trois mille. Parmi elles, le cheikh Omar Abdel Rahman, personnalité de premier plan du mouvement islamique d'opposition.

L'organisation humanitaire affirme qu'elle a reçu des témoignages selon lesquels les prisonniers politiques sont violemment battus, brûlés avec des cigarettes, torturés à l'électricité et menacés de sévices sexuels. C'est ainsi qu'un étudiant de vingt-deux ans, arrêté en février 1987, a été maintenu au secret pendant trente-sept jours. Nu et les yeux bandés, il a été fouetté et menacé de sévices sexuels, sur sa personne et sur celle de proches parents.

Amnesty International demande aux autorités égyptiennes de faire comparaître les détenus devant un tribunal peu après leur arrestation, et de les autoriser à rencontrer leurs familles et leurs avocats.

● L'Egypte participera au sommet arabe de Casablanca. - L'Egypte participera au prochain sommet arabe extraordinaire, a affirmé, mardi 9 mai, le chef du cabinet politique du président Hosni Moubarak, M. Oussama El Baz, qui n'a cependant apporté aucune précision sur les modalités de la participation de son pays à ce sommet, dont la durée est prévue à la fin du mois à Casablanca, au Maroc. Exclue de la Ligue arabe après la signature du traité de paix israélo-égyptien, en 1979, l'Egypte n'y a toujours pas été réintégrée bien que la quasi-totalité des pays arabes aient renoué leurs relations avec le Caire, les seules exceptions étant la Syrie, la Libye et le Liban. - (AFP.)

Des pays arabes souhaitent que l'OLP ajourne sa demande d'adhésion à l'OMS en tant qu'Etat

GENÈVE
de notre correspondante

La quarante-deuxième assemblée annuelle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est ouverte mardi 9 mai dans un climat d'inquiétude.

Le problème devient essentiel, à savoir l'exigence de l'OLP d'être considérée non plus comme un simple mouvement de libération, mais comme Etat de plein droit membre de l'OMS, a été occulté autant que possible. Tout le monde semblait d'accord pour attendre un éventuel compromis qu'on ne voit guère pour l'instant se profiler, l'OLP et les Etats-Unis campant sur leurs positions. M. Arafat et M. Louis Sullivan, secrétaire américain à la santé, ont tenu à souligner qu'ils ne céderaient sur rien, ce qui n'empêche pas les tractations de se poursuivre intensément en coulisses. Deux certitudes s'imposent. D'abord presque tous les participants à l'assemblée - les délégués africains peut-être encore plus que les autres - sont

conscients que l'arrêt de la contribution américaine mettrait fin non seulement aux programmes vitaux de santé dans le tiers-monde, mais pourrait signifier la fin de l'OMS. Nombreux sont ceux - y compris certains représentants arabes, et pas seulement les plus modérés - qui s'efforcent d'influer sur l'OLP pour qu'elle ajourne sa demande.

Ensuite l'assemblée tout entière non seulement rend hommage à la ténacité à l'égard et au courage du docteur Nakajima, le directeur général de l'OMS, mais souhaite que l'initiative d'un compromis s'inspire d'une solution venue de lui. Un texte - remis déjà à plusieurs reprises du manière à être rendu acceptable par tous - du directeur général circule. Il n'y est plus question d'ajournement, mais de la nécessité d'étudier en profondeur la « demande de la Palestine » et de soumettre les conclusions à la prochaine assemblée qui doit se tenir en mai 1990. Il est également prévu d'intensifier, dans une grande mesure, l'assistance sanitaire dans les territoires occupés.

ISABELLE VICHNIAC.

Parha de Cartier

LA MONTRE ABSOLUE

7, PLACE VENDÔME, PARIS 42.61.55.55

Proche-Orient

IRAN
Démarches françaises après les menaces de M. Rafsandsjani

Le chargé d'affaires français à Téhéran, M. Jean-Pierre Guinbut, a été chargé d'une démarche auprès des autorités iraniennes afin de leur signifier que les déclarations du président du Parlement iranien constituaient une « présomption de responsabilité » de l'Iran dans d'éventuels actes de violence, a annoncé, le mardi 9 mai, le ministre des affaires étrangères.

M. Guinbut a notamment été chargé de remettre aux autorités iraniennes le communiqué publié samedi par le Quai d'Orsay, à la suite des déclarations du président, M. Hachemi Rafsandsjani, appelant

les Palestiniens à « tuer des Américains, des Britanniques ou des Français et à attaquer leurs intérêts dans le monde ».

Paris avait exprimé son « indignation » contre cet « inadmissible appel au meurtre » et avait souligné que ces déclarations sont « de nature à créer une présomption de responsabilité de l'Iran dans toute action de violence qui surviendrait maintenant ».

Le chargé d'affaires français à Paris, M. Djamaï, avait été convoqué samedi au ministère des affaires étrangères, où on lui avait remis ce texte.

« Les Versets sataniques »

Salman Rushdie confirme que M. Bourgois est son seul éditeur français

Malgré l'interdiction qui lui a été faite par la justice, M. Jean-Edern Hallier a publié mercredi 10 mai une version piratée des Versets sataniques de Salman Rushdie dans un numéro spécial de son hebdomadaire l'Idiot International.

L'éditeur de Salman Rushdie, M. Christian Bourgois, tout en rappelant que le livre allait être publié par ses soins « dans quelques semaines », a rendu publique une lettre de Salman Rushdie en date du 21 avril, où celui-ci confirme que M. Bourgois est son seul éditeur en langue française. Voici le texte intégral de cette lettre :

« Je reconnais par la présente l'existence et la validité légale du contrat daté du 12 avril 1988 entre moi-même et votre société concernant la vente des droits exclusifs en langue française de mon roman intitulé les Versets sataniques. »

Enfin, M. Bourgois nous a précisé qu'il n'avait été « à aucun moment question de publier en français, avec moi-même et votre société, une version tronquée des Versets sataniques. »

Imposture

« Allô ! Je m'appelle Massoud Madani... Je suis iranien et j'ai effectué une mission à Paris pour le compte de la République islamique. Est-il possible de vous rencontrer ? » Pendant dix jours, un journaliste du mensuel Globe, se faisant passer pour un émissaire de l'imam Khomeiny, a contacté ainsi une douzaine de personnalités françaises de tous horizons. La plupart d'entre elles ont accepté de le rencontrer dans la chambre du palais parisien où il séjournait. Au terme d'un entretien, les faux émissaires les a convaincées de collaborer à une opération de propagande destinée à redorer le blason de l'Iran.

Parmi les victimes de ce que Globe appelle une « imposture satanique » et qu'il n'identifie que par des initiales pour éviter des poursuites judiciaires, figurent notamment Jean-E. H., écrivain et polémiste, Roger G., écrivain et journaliste, et Christian B., journaliste et écrivain. Gérard B., cinéaste et acteur. Plusieurs « contacts » du faux émissaire sont restés méfiants. C'est le cas notamment de Bernard P., député de l'opposition, et Alain M., éditeur.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Le gouvernement affirme que ses troupes ont brisé l'encerclement de Jalalabad

Le gouvernement afghan a affirmé, mardi 9 mai, que ses troupes avaient brisé l'encerclement de Jalalabad. Selon M. Nabil Amiri, porte-parole de Kaboul, l'armée afghane aurait effectué mardi, une percée, de 35 à 40 kilomètres en direction de la ville de Torkham, sur la frontière pakistanaise.

L'agence de presse ANA, proche de la résistance, a toutefois démenti les informations données par Kaboul. Selon ANA, l'offensive de l'armée afghane, lancée sur quatre fronts et appuyée par l'aviation, a été repoussée, cent cinquante soldats gouvernementaux ont été tués et six avions posés ont été pris par la résistance.

États-Unis

Un rapport en date de 1981 sur la bombe H immergée au large du Japon

Un rapport rédigé en 1981 par le Pentagone, récapitulant les incidents liés au nucléaire depuis 1945, faisait état de l'existence d'un avion Skyhawk A-4 de la marine américaine immergé à 5 000 mètres de fond au large du Japon, affirmait, mardi 9 mai, un porte-parole du département de la défense. Dans une première version, ce rapport précisait que l'appareil reposait à « 700 kilomètres de toute terre », puis dans une version corrigée par le département

ment d'Etat, il était spécifié que la localisation exacte était à 130 kilomètres de la plus proche des îles Ryukyu, archipel situé au sud-ouest du Japon. Ce porte-parole ajoutait que l'événement « ne présentait pas à l'époque et ne présente toujours pas aujourd'hui de menace pour l'environnement, la bombe étant conçue pour rester inerte pendant le stockage, le transport et la manutention ». Pourtant, selon M. William Artin, un expert naval de l'Institut pour Policy Studies, un groupe de recherche indépendant de Washington, bien que les risques d'explosion de cette bombe d'une puissance cinquantaine fois supérieure à celle d'Hiroshima soient minimes, sa détérioration progressive constitue un danger pour l'environnement. — (AFP/AP).

Guyana

Une centaine de personnes inculpées pour conspiration

Plus de cent personnes, parmi lesquelles trois prêtres, vont être jugées pour conspiration, annonce l'Agence AFP de Georgetown. Pour la plupart aujourd'hui détenues, elles auraient envisagé d'agir illégalement contre le gouvernement de M. Desmond Hoyte (social-démocrate, représentant de la minorité noire du pays) après que celui-ci eut conclu un accord avec le Fonds monétaire international, entré en vigueur le 1^{er} avril et comportant des hausses de prix de certains produits de plus de 200 %. Une grève générale a été déclenchée le 4 avril ; des manifestations ont été organisées. Parmi les personnes inculpées figurent plus de soixante militants du PPP, la formation d'opposition (marxiste, représentant la majorité d'origine indienne), et de son syndicat des travailleurs agricoles du sucre, le GAWU. Le dimanche 7 mai, un incendie volontairement provoqué a endommagé le palais de justice de la capitale. — (AFP).

Europe

URSS

Regain de tension dans le Haut-Karabakh entre Arméniens et Azerbaïdjanais

MOSCOU
de notre correspondant

La situation s'est à nouveau tendue dans le Haut-Karabakh où la durée du couvre-feu a été allongée, tandis que les principaux axes routiers ont été placés sous contrôle militaire. Quatre mois après le passage sous administration directe de Moscou de cette région d'Azerbaïdjan, dont la population, à majorité arménienne, réclame depuis un an et demi le rattachement à l'Arménie voisine, grèves et affrontements nationalistes y ont en effet repris il y a une semaine.

« Une part considérable de la population arménienne laisse voir sa défiance à l'égard du comité d'administration officiel (mis en place en janvier) et demande la restauration des organes administratifs régionaux ainsi que la levée effective de l'autorité de l'Azerbaïdjan sur la région autonome », écrit ainsi, le mardi 9 mai, l'agence Tass dans une dépêche intégralement diffusée sur les ondes de la radio et publiée mercredi matin par la Pravda.

Trois inhabituellement explicite et précise, cette dépêche va au constat d'échec du compromis imaginé par l'équipe de M. Gorbatchev pour tenter de donner satisfaction aux Arméniens, sans pour autant faire descendre dans la rue les Azeris qui considèrent que le Haut-Karabakh leur appartient.

Car l'agence ne se contente pas de rapporter dans le détail l'ampleur

des troubles et des grèves. Elle indique aussi que l'ensemble des premiers secrétaires de ville et d'arrondissement, pratiquement tous les responsables administratifs et « une partie » des députés de la région ont signé et publié dans la presse locale une lettre ouverte à M. Gorbatchev pour exprimer leur appui aux revendications populaires.

Devant l'aggravation de la situation, ces mêmes personnalités ont ensuite signé une deuxième déclaration soulignant que « seuls la patience et les moyens pacifiques » pourraient permettre d'obtenir satisfaction, mais les appels au lancement d'une « campagne de désobéissance civile » se multiplient, indique l'agence Tass.

Tirs de sommation

Pour l'heure, la grève serait totale à Stepanakert, la capitale régionale, où les ouvriers azeris seraient empêchés d'aller travailler, partiellement dans les autres villes et les Arméniens n'oseraient plus se rendre dans les localités à majorité azerie. Le 5 mai, il a fallu, toujours selon l'agence Tass — seule source d'information sur cette région toujours interdite aux correspondants étrangers — que la troupe en vienne aux tirs de sommation pour faire cesser dans la banlieue de Stepanakert, de violents affrontements intercommunautaires. Bus et voitures arméniens seraient attaqués à coups de pierre lorsqu'ils traversent des agglomérations azeres, et vice versa.

A Strasbourg

M. Walesa est l'hôte du Conseil de l'Europe

Arrivé mardi soir 9 mai, à Strasbourg, pour une visite d'une journée au Conseil de l'Europe, M. Lech Walesa a rencontré mercredi matin le nouveau président de l'Assemblée parlementaire du Conseil — qui réunit

l'Europe des Vingt-trois. — M. Anders Bjoerck. Le fondateur de Solidarité devait ensuite se voir remettre le prix européen des droits de l'homme qu'il partage, pour 1989, avec l'Association internationale d'Helsinki.

Le soutien des syndicats français

Tous, à l'exception de la CGT, ils s'étaient mobilisés contre la proclamation de l'état de guerre en Pologne, le 13 décembre 1981. Tous, à l'exception de la CGT, avaient apporté leur aide à Solidarité et s'étaient engagés à recevoir M. Lech Walesa en décembre 1988, lors de sa deuxième venue à Paris. Tous, à l'exception de la CGT, ont manifesté leur satisfaction après la rélegalisation de Solidarité.

Dans un communiqué commun CFTD, CFTC, CGO, FO et FEN, le 18 avril, Solidarité est qualifiée de « seul syndicat libre, démocratique et indépendant ayant existé au-delà du rideau de fer ». Sa rélegalisation est présentée comme « le résultat de la lutte ininterrompue des travailleurs polonais pour la conquête du droit au pluralisme syndical ».

De retour [de] Pologne, où il a séjourné du 21 au 23 avril, M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFTD, confiait le 24 avril à la presse : « La réussite de Solidarité, c'est aussi un peu notre réussite. Son échec serait en partie notre échec. »

La CFTD a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle accorde son aide à la Pologne, notamment en allégeant le poids de sa dette. Une rencontre à Paris entre une délégation de Solidarité et la CFTD, en mai, devrait permettre de développer les relations bilatérales, notamment dans le domaine de la formation des respon-

sables syndicaux. Si M. Kasper a été le premier reçu après la rélegalisation, M. Jean Bismard, président de la CFTC, a été le premier reçu après la conclusion positive de la table ronde avec le pouvoir polonais. Séjournant du 6 au 12 avril, tant à Varsovie qu'à Cracovie, il a lui aussi participé, le 8 avril, à une réunion du comité civique de Solidarité après avoir rencontré M. Walesa.

Sensibilisé par la référence chrétienne de Solidarité, M. Bismard ne dissimule pas son admiration : « Au-delà du pluralisme syndical, ils ont élargi l'espace de liberté sur les plans civil et politique. C'est considérable. Le monopole du parti vole véritablement en éclats. C'est important. » Le président de la CFTC reconnaît qu'il y a encore des difficultés, des discussions et de la « méfiance », mais, contrairement à M. Kasper, il estime qu'« une mobilisation vraiment forte est en train de se produire » dans la société polonaise.

En apparence, l'enthousiasme de FO est plus discret. Son secrétaire général, M. Marc Blondel, qui avait beaucoup œuvré pour Solidarité au sein de l'Union internationale du travail (UIT), a manifesté son soutien. Et, dans un éditorial de FO-Hédo du 19 avril, M. Bernard Mouragues, secrétaire confédéral responsable du secteur international, se réjouit de voir que « l'opiniâtreté » de Solidarité a en raison de l'obscurantisme du pouvoir.

Pour autant FO, qui s'est constituée sur un anticommunisme

absolu, n'a jamais cru qu'un régime communiste puisse être amendable, d'où un refus de céder aux sirènes de la perestroïka. Une réserve qui se retrouve en filigrane dans le communiqué de M. Mouragues : Les conditions et les moyens d'action de Solidarité demeurent des plus difficiles dans un pays gouverné et dominé par le régime communiste et soumis à la tutelle de l'URSS. Aux côtés de Solidarité, FO se veut donc solidaire et... vigilante.

A l'opposé, la CGT se refuse à tout commentaire officiel. La centrale s'est abstenue depuis 1981 de soutenir Solidarité et maintient des relations avec le seul syndicat officiel OPZZ. Un syndicat dont le président, selon la délégation CFTD de retour de Pologne, méconnaît des résultats de la table ronde, demande à ses adhérents de quitter le Parti ouvrier polonais (même s'il siège toujours à son bureau politique).

« Le pluralisme syndical, manifesté en la CGT, n'est pas vraiment notre tasse de thé », La CGT s'est donc contentée de publier deux brefs échos dans la Vie ouvrière, son hebdomadaire. « Le passé a prouvé avec clarté, lit-on dans le second, que pour réussir toute nouvelle politique économique doit répondre en priorité aux besoins des salariés. Le gouvernement est-il en mesure d'emprunter cette direction ? » Ce n'est plus du scepticisme. C'est presque une mise en garde.

BERNARD GUETTA.

ROUMANIE

La dissidente Doina Cornea a disparu de son domicile

La dissidente roumaine Doina Cornea a disparu depuis le 10 avril de son domicile de Cluj, en Transylvanie, ont indiqué, le mardi 9 mai, des diplomates occidentaux en poste à Bucarest.

M^{me} Cornea, qui avait entrepris des démarches afin de se rendre en France en juin, à l'invitation de M^{me} Danielle Mitterrand, avait été accueillie par les autorités roumaines depuis qu'elle a accordé, en novembre 1987, une interview à la télévision française. Le 26 avril dernier, un diplomate occidental s'est vu refuser l'accès à son domicile. Selon lui, on est sans nouvelles d'elle depuis cette date.

Selon les mêmes sources, M. Cornelius Murescu, un des six anciens dirigeants roumains qui ont écrit en mars une lettre ouverte dénonçant la politique de M. Nicolae Ceausescu, a été assigné de force à un nouveau domicile, à Bucarest, le 1^{er} mai. — (AFP).

AUTRICHE

M. Georg Haider, tribun de la droite nationale, va devenir gouverneur de la Carinthie

Le chef de la droite nationale autrichienne, M. Georg Haider, président du Parti libéral (FPÖ), a obtenu mardi 8 mai le soutien des dirigeants du Parti populaire autrichien (ÖVP) pour prendre la tête du gouvernement régional provincial. A trente-neuf ans, le jeune leader populaire, qui sime depuis deux ans la panique dans les états-majors des deux grands partis autrichiens par ses campagnes de style populiste, engrange le fruit de ses succès électoraux.

Le 12 avril dernier, sa formation avait obtenu près de 30 % en Carinthie, devant le Parti populaire — le parti de la droite traditionnelle — et brisant la majorité absolue du Parti socialiste, qui régnait en maître absolu dans cette importante province du sud de l'Autriche depuis... quarante-trois ans.

Légitime sur Parti populaire au sein de la grande coalition qui gouverne l'Autriche au niveau fédéral, les socialistes ont exercé toutes les pressions possibles sur leur partenaire, laissant entendre qu'ils pourraient avoir recours à des élections anticipées en cas de renversement d'alliance en Carinthie. Le chancelier Vranitzky, président du Parti socialiste, a toutefois exprimé mécontentement à l'annonce de la décision prise à Klagenfurt. Il s'est pourtant bien gardé de mettre ses menaces à exécution.

La crise de l'establishment

La crise qui secoue actuellement l'establishment des deux grands partis n'est pas sans rapport avec le succès de M. Haider. L'ambition de mettre un terme à la série d'échecs qu'il a connus lors des dernières scrutins locaux et provinciaux, le Parti populaire traverse une période de flottement. M. Alois Mock, qui avait conduit le parti lors des dernières élections législatives et qui avait joué un rôle de premier plan dans l'affaire Waldheim, vient d'être remercié et remplacé par un homme moins marqué, M. Josef Riegler. Le Parti socialiste, dont une bonne partie des dirigeants sont mêlés à une série de scandales politico-financiers, paraît lui-même incapable de faire vraiment le ménage dans ses rangs.

Cette situation a permis aux conservateurs de Carinthie, trop contents de mettre fin au règne sans partage des socialistes à Klagenfurt, de s'affranchir de l'avis de la direction fédérale du parti pour s'entendre et décider de s'aligner à M. Haider. Pour la première fois dans l'histoire de l'Autriche de l'après-guerre, la direction d'une des provinces échappe ainsi au monopole des deux grands partis.

M. Haider s'était fait connaître en 1986, lorsqu'il avait pris d'assaut le FPÖ en éliminant l'aile libérale qui le dirigeait alors. Depuis la guerre, le FPÖ avait toujours été un conglomérat de deux grands courants, l'un de droite nationaliste et l'autre plutôt libéral de gauche, dont le seul point commun était de ne pas supporter la mainmise des grands partis. Les socialistes avaient fait alliance avec lui, de 1983 à 1986, jusqu'à ce que l'élection de M. Haider, sur un discours un peu trop musclé, les oblige à rompre. Loin de perdre au change, le Parti libéral n'a cessé depuis de profiter de la grande coalition au pouvoir à Vienne, qui le met dans la position commode d'être la seule force d'opposition. Gammant quelque peu son discours, il a surtout ces derniers temps joué sur l'exaspération croissante d'une grande partie de la population devant le système politique.

H. de B.

TCHAD : les élections

Le président de vives accusations

Le président du Tchad, François Tombalbaye, a été accusé de « trahison » par des militaires et des civils. Les accusations portent sur son rôle dans la dégradation de la situation économique et politique du pays. Des milliers de personnes ont manifesté à N'Djaména pour dénoncer son régime.

EN BREF

Le président du Tchad, François Tombalbaye, a été accusé de « trahison » par des militaires et des civils. Les accusations portent sur son rôle dans la dégradation de la situation économique et politique du pays. Des milliers de personnes ont manifesté à N'Djaména pour dénoncer son régime.

un m

حکومت اسلامی

Diplomatie

A Strasbourg

M. Mitterrand souhaite des « liens plus forts » entre les deux parties de l'Europe

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

« L'identité de l'Europe repose sur les valeurs à partir desquelles le Conseil de l'Europe a développé son action : la liberté — toutes les libertés, — les droits de l'homme — tous les droits de l'homme ! » A l'occasion de la cérémonie marquant l'anniversaire du Conseil de l'Europe, M. François Mitterrand a su flatter les délégués des vingt-trois pays membres. Dans le discours très occasionnel qu'il a prononcé, vendredi 5 mai à Strasbourg, il a passé en revue tous les sujets qui lui sont chers : droits de l'homme, coopération européenne, sauvegarde de la culture du Vieux Continent, politique de communication audiovisuelle et, ce qui est maintenant très à la mode, l'environnement, en particulier le « réchauffement de l'atmosphère » et le droit pour les futures générations « à une Terre non contaminée ». Il a évoqué un certain nombre de domaines « nouveaux » où le Conseil peut jouer à l'avenir un rôle important : les questions des relations Nord-Sud, l'établissement d'une charte sociale européenne et

d'une convention protégeant les travailleurs migrants.

Selon le chef de l'Etat, « le destin de tous les Européens est lié, qu'ils appartiennent à cette assemblée ou à l'Europe de l'Est (...). Le moment est venu d'établir entre ces deux Europes, hors de toute définition préalable, des liens plus forts et nouveaux, dès lors que c'est devenu possible par une évolution qui va dans le sens de la liberté, voulue par les créateurs de votre institution. » On notait la présence dans l'enceinte de deux invités de l'« autre Europe » : MM. Sztróba, président du Parlement hongrois, et Malinowski, maréchal de la Diète de Pologne, qui furent longuement applaudis. Pour M. Mitterrand, le Conseil doit continuer de prendre des « initiatives de coopération audacieuses avec les autres, s'ils le veulent. (...) Il faut regarder, comme disait Braudel, dans tous les sens de la rose des vents. »

Le président de la République a, par ailleurs vigoureusement défendu l'« identité culturelle européenne et les langues de nos pays, de même que celles des minorités ». Il a appelé les Européens à développer

dans les années 90 leurs propres techniques de création, de production audiovisuelle et à améliorer leur qualité « pour préserver chacune de nos cultures », dont certaines « sont menacées dans l'immédiat » et d'autres « à moyen terme ». Faisant allusion à l'Europe de l'Est, il a ajouté que « nul ne devait se sentir exclu de cet effort ».

Cependant, la France ne figurait pas parmi les dix pays qui ont signé, vendredi, la convention sur la télévision transfrontière qui est en fait, le premier texte créant un cadre juridique pour la libre circulation des programmes en Europe.

Les vingt-trois membres du Conseil ont adopté une déclaration politique qui insiste, elle aussi, sur la nécessité d'engager un « dialogue ouvert et concret avec l'Europe de l'Est ». Symbole de cette cérémonie anniversaire, au cours de laquelle M. Mitterrand a placé également quelques phrases pour défendre le statut de Strasbourg, les intermèdes musicaux étaient interprétés par un orchestre de chambre baptisé Concorde Est-Ouest.

ALAIN DEBOVE.

Malgré de nouveaux contacts et des propositions de compromis

Bonn et Washington restent en désaccord sur les missiles à courte portée

Le chancelier Helmut Kohl a téléphoné, vendredi 5 mai, au président américain George Bush pour discuter de leur différend sur les armes nucléaires à courte portée (SNF). Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, a qualifié cet entretien de vingt minutes — le deuxième en moins de quinze jours — de « cordial mais aussi direct ». « Il ne semble pas qu'il y ait pour l'instant les bases d'un accord, mais nous allons continuer de discuter », a-t-il dit, ajoutant « s'il n'y a pas d'accord, ce ne sera pas la fin du monde. »

Le président Bush en Hongrie et en Pologne. — Le président George Bush se rendra en juillet prochain en visite en Hongrie et en Pologne. Ces visites auront lieu avant le séjour que M. Bush doit effectuer à Paris, où il doit participer, le 14 juillet, aux cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française et, les 15 et 16, au sommet des sept pays les plus industrialisés. Ce dernier, qui s'était rendu en Pologne en septembre 1987 comme vice-président, avait annoncé le 17 avril, le jour de la réouverture de Solidarité, un plan américain d'aide économique à la Pologne. — (AFP.)

Selon le porte-parole, « il n'y a pas de changement dans la position américaine. (...) Nous continuons de penser que des négociations précoces sur les SNF seraient une erreur ».

A Bonn, M. Genscher, ministre des affaires étrangères, avait réaffirmé le même jour que la RFA voulait à la fois un report de la modernisation des SNF et l'engagement de négociations sur ce thème avec l'URSS. Il écartait par là une proposition présentée jeudi par le Canada, et jugée « constructive » par M. Bush, visant à moderniser les SNF tout en engageant des négociations avec le pacte de Varsovie pour leur réduction.

A Rome, le gouvernement a pris position vendredi sur le même sujet. Rappelant qu'il n'y a pas de dissuasion sans forces nucléaires et que la cohésion de l'OTAN est la condition de son efficacité, le gouvernement de M. Ciriaco De Mita affirme qu'il n'y a « pas urgence » à moderniser ces armements, mais n'exclut pas cette modernisation à terme. Il affirme que des négociations sur les SNF sont souhaitables mais restent conditionnées par des « progrès significatifs » aux pourparlers de Vienne sur les armements conventionnels.

Un haut responsable américain a indiqué, d'autre part, vendredi à Washington, que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, proposera à Moscou la semaine prochaine que les négociations START sur la réduction des armes nucléaires stratégiques, d'une portée supérieure à 5 000 kilomètres, reprennent au mois de juin. Ces négociations avaient été suspendues en novembre 1988 et auraient dû reprendre en février. Le président Bush avait cependant repoussé leur ouverture en attendant que le réexamen des objectifs de politique étrangère des Etats-Unis soit terminé. M. Baker, qui sera à Moscou les 10 et 11 mai, ne présencera la position américaine sur les START qu'en termes généraux, a précisé ce responsable. — (AFP.)

(Publié)

MAGAZINE

"Du côté de chez Fred"

Farah DIBAH, 10 ans de silence brisé... en exclusivité sur Antenne 2 mardi et jeudi à 15 h 10 (et le soir vers 24 h 00) dans "DU COTE DE CHEZ FRED".

Conversations avec des personnages remarquables, confidences, découvertes, telle est l'aventure qui nous attend "DU COTE DE CHEZ FRED". Attirer l'attention sur eux, pour mieux les percevoir et autrement lorsqu'ils sont connus, pour les découvrir quand ils ne le sont pas encore, et pour les retrouver alors qu'ils ne le sont plus, n'est-ce pas une manière moderne de faire surgir "le temps retrouvé" ? Chaque émission est un voyage marqué du sceau de la découverte et de la confiance. Et désormais nombreux sont les invités qui acceptent de servir de guide. Ainsi Farah DIBAH a-t-elle pris le risque de sortir de sa réserve et d'évoquer son passé, les années du Régime, le Shah, l'avenir de l'Iran déchiré, sa vie personnelle, avec une telle sincérité qu'un nouvel éclairage apparaît sur une des pages les plus terribles de l'histoire d'aujourd'hui.

LE MONDE ENTIER PASSE DU COTE DE CHEZ FRED

Les témoins de notre temps qui passent "DU COTE DE CHEZ FRED" représentent toutes les composantes de l'histoire récente ou en train de se faire. Historien de formation, cinéophile d'inclinaison, mémorialiste de l'aventure des êtres, Frédéric MITTERRAND cherche à retrouver les émotions qui ont bouleversé nos destins, les personnalités qui les ont fait naître. Brocardé parfois, imité souvent pour ses intonations et ses enchaînements, il a noué un réseau d'amitié fervent avec le public et avec des invités sensibles à son aptitude à les mettre en valeur et à les écouter dans un "talk-show" où la parole est vraiment un spectacle: Alberto MORAVIA, Bette DAVIS, Amalia RODRIGUES, et bientôt Audrey HEPBURN et tant d'autres encore, célèbres ou anonymes.

L'INSPIRATION D'UN POETE

Son style très personnel a fait école, mais cet explorateur des sentiments fait toujours preuve de vraies références culturelles et d'une grande qualité d'écoute. Sa chaleur humaine délie les âmes — romanciers, artistes, créateurs, philosophes ou théologiens — qui s'épanchent et prennent plaisir à l'évocation: avec la promenade intellectuelle que nous offre ainsi ce marginal fier de l'être, Antenne 2 approche au plus près du véritable art de la télévision: ce mélange incomparable d'images, de témoignages, d'idées, d'émotions artistiques...

"DU COTE DE CHEZ FRED", les lundis, mardis, jeudis et vendredis à 15 h 10 et vers 24 h 00. "ETOILES", mensuel le dimanche vers 22 h 15 sur ANTENNE 2.

DU COTE DE CHEZ FRED, MARDI ET JEUDI SUR ANTENNE 2.

Farah DIBAH: DIX ANS DE SILENCE BRISÉ

Après dix ans de silence, Farah Dibah, dernière impératrice d'Iran est l'invitée exceptionnelle de "Du Côté de chez Fred", mardi et jeudi 15 h 10 et vers 24 h 00. Ça c'est de la télé!

2

PASSIONNEMENT

هكذا من الأصل

Asie

JAPON : président du conseil exécutif du PLD

M. Ito a été pressenti pour succéder à M. Takeshita

TOKYO
de notre correspondant

Les dirigeants du Parti libéral-démocrate (PLD) ont décidé à l'unanimité de demander officiellement, le mercredi 10 mai, à M. Masayoshi Ito, président du conseil exécutif du PLD, de succéder au premier ministre démissionnaire, M. Takeshita. La désignation formelle de M. Ito pourrait intervenir dès la semaine prochaine. Le 17 mai, le chef du secrétariat du cabinet doit, en effet, annoncer un grand programme de réforme du parti majoritaire, largement compromis dans le scandale Recruit, que le nouveau premier ministre s'emploie à mettre en œuvre. Etant l'un des rares dirigeants du parti gouvernemental qui ne soit pas impliqué dans des scandales, M. Ito est apparu comme la seule personnalité susceptible de relever l'image de son parti dans l'opinion. Invoquant des raisons de santé (il est diabétique), M. Ito a jusqu'à présent refusé d'assumer les fonctions qui lui sont offertes. On interprète en général ces refusades comme une manœuvre de la part du futur premier ministre pour renforcer sa main : n'étant pas à la tête d'un clan, M. Ito entend, avant de s'engager, obtenir des garanties de la part des « barons » du PLD. Son infirmité a déjà contraint « au dernier » des concessions. Tout d'abord, il ne sera pas considéré comme un premier ministre intérimaire et son mandat n'aura pas de limitation de durée. Ensuite, il aura l'entière liberté de choisir les dirigeants du parti et les membres de son cabinet.

M. Ito est, par ailleurs, en train d'obtenir la convocation de l'ancien premier ministre Nakasone devant le Parlement afin qu'il s'explique sur ses relations avec le groupe Recruit. L'ancien premier ministre a accepté, mardi, de comparaître, même à titre de témoin et sous serment, devant le Parlement.

Jusqu'ici, M. Nakasone avait refusé une telle comparution, exigée par l'opposition. Une attitude honteuse qui avait conduit au blocage de la vie parlementaire et contraint M. Takeshita à passer la loi de finances en force. La seule condition mise par M. Nakasone à son audition est qu'elle ait lieu lorsque le parquet aura fini son enquête.

L'opposition exige, en outre, la démission (qui paraît acquiesce) du président de la Chambre basse, M. Hara (libéral-démocrate), responsable à ses yeux d'avoir fait passer le budget en force le 25 avril. Un nouveau scandale vient cependant affaiblir le front des opposants. Cette fois, c'est le parti bouddhiste, Komeito, qui est pris dans la tourmente. Non seulement un de ses députés, M. Katsuya Ikeda (qui n'a aucun lien avec M. Daisaku Ikeda, président de l'importante secte religieuse Sokaïgaku dont est issu le Komeito) est impliqué par le parquet dans le scandale Recruit, mais encore son président, M. Yano, paraît, lui aussi, compromis dans un autre scandale boursier.

Un ancien conseiller de l'entreprise d'équipement électrique Meidenco, M. Isao Nakasone, condamné mardi à trois ans de prison pour fraude fiscale, a déclaré au quotidien *Asahi* et à d'autres médias japonais que M. Yano aurait acquis, en mai 1987, 200 millions de yens d'actions d'une filiale de Meidenco avant une augmentation de capital, qui devait faire monter leur cours. Une autre opération boursière douteuse avec la même entreprise, portant cette fois sur 1 milliard de yens, aurait aussi été menée la même année par deux anciens secrétaires de M. Yano. Ce dernier a démenti ces accusations. Elles n'en jettent pas moins une ombre sur les activités du président d'une formation qui s'affirme être le « parti du gouvernement propre » (Komeito).

PHILIPPE PONS.

SC.PO
CEPES
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94 ou 47.45.03.18.

50 % de reçus
en classe prépa annuelle.
Préparation d'été
et par correspondance.

Asie

CORÉE DU NORD

La fin de la dynastie des Yi

Des funérailles somptueuses ont été organisées, lundi 8 mai, à Séoul, pour la princesse d'origine japonaise Yi Pang-ja, décédée le 30 avril à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

TOKYO
de notre correspondant

Inopinément réunies dans la mort à quelques jours d'intervalle, deux femmes ayant en commun un destin qui en avait fait des jouets de l'histoire se sont éteintes à Séoul la semaine dernière. La vie de la princesse Tongkye, dernière descendante directe de la dynastie des Yi qui régna sur la Corée de 1392 à 1910, reflète la tragique mainmise du Japon sur la péninsule coréenne au début de ce siècle. L'autre princesse qui vient de disparaître, Yi Pang-ja, d'origine japonaise, cousine de l'impératrice Tongkye, fut aussi une victime de l'histoire. La première supporta difficilement ce qu'elle vécit comme une déchéance et sombra rapidement dans la folie. La seconde assumait son destin jusqu'à sa fin.

Fille du roi Kojong, la princesse Tongkye, née en 1912, avait pour mère une dame de la cour. Sa vie fut marquée par la mort. L'épouse du roi Kojong, la reine Min, autour de laquelle s'étaient regroupés les partisans d'une alliance avec la Russie pour contrer les Japonais, avait été assassinée en 1895 sur ordre de Tokyo. Tongkye fut envoyée faire ses études au Japon. En réalité, otage des Japonais, elle fut mariée à un prince nippon dont le fief était l'île de Tsushima, dans le détroit de Corée. Ayant partiellement perdu la mémoire et la parole, elle vécut seule sur cette île, coupée du monde. Elle donna naissance à une fille qui devait se suicider. Autorisée à revenir en Corée en 1963 par le président Park

Chung-hee, la princesse vivait en recluse dans un pavillon du Jardin secret à Séoul. Une des rares personnes à lui rendre régulièrement visite était la princesse Pang-ja.

Née Nashimoto, l'une des familles princières liées à la maison impériale japonaise, la princesse Pang-ja faisait partie de cette brochette de filles de l'aristocratie qui auraient pu épouser le jeune empereur Hirohito. En lisant le journal, elle apprit qu'elle avait été fiancée au troisième fils du roi Kojong (contraint à abdiquer en 1907) Yi Eun, demi-frère de Tongkye. Un mariage qui devait symboliser la fusion pacifique du Japon et de la Corée fut célébré en 1920. La mort du premier fils de Pang-ja, âgé de deux ans, comme celle, soudaine, du roi Kojong en 1919, donnaient à penser qu'ils furent empoisonnés.

Vivent en apathie au Japon au lendemain de la guerre et ayant perdu ses titres de noblesse en 1947, comme le reste de l'aristocratie japonaise, la princesse Pang-ja prit la nationalité coréenne en 1962. Elle fut autorisée l'année suivante à retourner à Séoul avec son mari (qui mourut en 1970) et sa belle-sœur. « J'ai deux patries, dis-elle, le Japon m'a donné un corps et la Corée m'a donné un esprit. C'est là que je veux repasser après ma mort. » Menant des activités charitables et ayant adopté les coutumes et la langue coréennes, celle qui aurait pu devenir l'impératrice du Japon assumait pleinement un destin qui avait bifurqué. Elle laisse un fils, théoriquement héritier du trône de Corée, mais il vit à Tokyo et sa première langue est le japonais. Il a été marié à une Américaine, dont il divorce car elle ne lui donnait pas d'héritier. Six fois séductrice, la lignée des Yi s'est éteinte.

Ph.P.

Diplomatie

La visite du secrétaire d'Etat américain à Moscou

M. Baker va proposer aux Soviétiques d'ouvrir de nouveaux champs à la coopération

M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, est arrivé mercredi 10 mai à Moscou, où il devrait avoir, au premier tête-à-tête dans l'appartement de son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, et s'entretenir jeudi matin avec M. Gorbatchev.

On est bel et bien sorti, avec la nouvelle administration américaine, de la diplomatie spectacle qui était l'une des composantes des relations américano-soviétiques pendant l'ère Reagan. De rencontres Shultz-Chevardnadze en sommets Reagan-Gorbatchev, les rapports entre les deux grands avaient connu ces dernières années une sorte de montée en puissance, d'effervescence largement médiatique mais qui ne manquait pas d'influer sur leur contenu même.

La fièvre est brusquement retombée avec le passage du relais à M. George Bush fin janvier, et la façon dont se présente le voyage qu'a entrepris mercredi 10 mai à Moscou le secrétaire d'Etat James Baker est, après une pause de plusieurs mois, une nouvelle confirmation de la volonté de la nouvelle équipe de garder la tête froide et de développer dans le calme des relations que l'on souhaite constructives avec l'URSS.

M. Baker arrive à Moscou en éclaircir, avec dans sa besace une décision au moins qui va permettre de débloquer un important dossier des relations américano-soviétiques en sommeil depuis le départ du président Reagan : la date, courant juin, de la reprise des négociations sur les armements stratégiques, interrompues pour cause de réexamens américains.

Encore le secrétaire d'Etat a-t-il fait savoir qu'il n'entendait pas faire de cette question le plat de résistance de ses entretiens de Moscou. Autrement dit, et n'en déplaise aux Soviétiques, les relations entre les

deux grands ne doivent pas se réduire aux questions de désarmement. M. Baker ne souhaite pas non plus évoquer le problème des armes nucléaires à courte portée, objet actuellement d'un débat animé dans l'OTAN et sur lequel l'alliance n'arrêtera sa position que les 29 et 30 mai à Bruxelles.

Le chef de la diplomatie américaine entend en revanche tester les intentions soviétiques et les effets de la « nouvelle pensée » dans des domaines nouveaux. Il s'agit en premier lieu du Proche-Orient. On se félicite plutôt à Washington du désir manifesté par les Soviétiques de jouer un rôle sur cette scène très agitée, mais on attend des gestes significatifs.

« Nous avons besoin de plus que de simple rhétorique », a dit M. Baker. Les Soviétiques pourraient commencer par normaliser leurs relations avec Israël, par suspendre le soutien qu'ils accordent à des régimes extrémistes comme celui de la Libye, ils pourraient commencer par « jouer de leur influence sur la Syrie ». M. Baker proposera aussi à ses interlocuteurs d'ouvrir de nouveaux champs à la coopération entre les deux pays, notamment en matière d'environnement, de lutte contre le terrorisme et contre la drogue.

L'administration américaine n'entend donc pas se payer de mots. Il est malgré tout peu probable que les interlocuteurs de M. Baker, notamment M. Chevardnadze et Gorbatchev, restent pudiquement muets sur ce qui les intéresse avant tout, à savoir le désarmement, qu'ils ne rappellent pas, au minimum, à leur hôte américain que la question des armes nucléaires à courte portée constitue, pour eux cette fois, un « test » des dispositions d'esprit des Occidentaux et qu'elle n'est pas sans relations avec les autres aspects des rapports Est-Ouest.

CLAIRE TRÉAN.

On finit toujours
par remarquer celui
qui a la meilleure
technique.



Certains ont le courage
de choisir, les premiers, les meilleures
solutions techniques.

Ils ouvrent ainsi la route que
suivront, plus tard, ceux qui
se tiennent prudemment sur le bord.
Parce qu'ils ont eu l'audace du

talent, l'assurance de la compétence,
ils ont une longueur d'avance.

Chez NCR, nous sommes de ceux-là.

Nous avons été l'un
des premiers grands constructeurs
à adopter les standards industriels
du marché (environnement UNIX,
grands protocoles de communication)
auxquels les plus réfractaires
se rallient aujourd'hui.

Nous jouons résolument la carte
de la communication, en donnant

à nos produits des possibilités
de transmission utilisables à grande
échelle et s'intégrant dans tous les
environnements réseaux hétérogènes.

Nous sommes aujourd'hui
le seul grand constructeur à avoir
développé le concept de tolérance

de panne, avec des systèmes dont
l'architecture parallèle-multi-
processeurs répond à toutes les
exigences de sécurité du traitement
transactionnel.

Nous avons choisi, pour notre
nouvelle gamme de postes
de travail personnels, l'architecture
incrémentale en « split board » :
une approche modulaire qui donne
le choix à l'utilisateur.

Tous nos systèmes comportent
des « outils de productivité » faisant
appel aux langages de la 4^e génération.

Peut-on encore passer à côté
de nos choix techniques ?

NCR France
Tour Neptune, Cedex 20
92086 Paris La Défense
Tél. : (1) 49.03.27.75

NCR

Pour créer la valeur

هكذا من الأصل

L'opposition compte sur les pressions internationales pour faire homologuer sa victoire


ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

Politique

La préparation des élections européennes et les dissensions au sein de l'opposition

MM. Pons et Gaudin joignent leurs efforts contre les « rénovateurs »

« La motion de censure des « rénovateurs » se présente comme un canard blessé dans les couloirs de l'Assemblée nationale », ironisait, mardi 9 mai, M. Bernard Pons, président du groupe RPR. Le fait est que, cette motion de censure contre la politique européenne du gouvernement a du plomb dans l'aile. Après avoir accepté — contraints et forcés — la semaine dernière, le principe de cette motion, les présidents des groupes RPR et UDF, et nombre de députés de leurs groupes semblent avoir du mal à avaler la pilule. MM. Jean-Claude Gaudin (UDF) et Bernard Pons (RPR) refusent en effet de se voir dessaisir d'une de leurs prérogatives : celle de déposer au nom de leur groupe une motion de censure.

Ils sont prêts à accepter, du bout des lèvres, celle des « rénovateurs », mais à condition que la voie habituelle soit respectée : c'est-à-dire qu'eux-mêmes, de qualité, la déposent.

Les « rénovateurs » ne l'entendent pas ainsi. Ils souhaitent conserver le patronat de leur première initiative politique. Pour faire, ils veulent user de la procédure d'« interpellation » (article 156 du règlement de l'Assemblée nationale), qui permet à un député d'interpeller le gouvernement dans l'hémicycle en provoquant le président de séance du dépôt d'une motion de censure. Les « rénovateurs » ont décidé que ce député serait le centriste (« rénovateur ») Bernard Bosson. L'« interpellation » présente pour les « rénovateurs » un double avantage : non seulement ils conservent la maîtrise de l'affaire, mais le député « interpellant » est

automatiquement le premier orateur dans le débat de censure.

Hostile à cette procédure, M. Pons a, au cours d'une réunion de groupe tendue et houleuse, mis aux voix, mardi, les deux tactiques possibles (dépôt de la motion par les présidents de groupe ou « interpellation »). La solution des « rénovateurs » a été largement battue (elle n'a recueilli que quatre voix).

« Dès lors que les « rénovateurs » se sont tournés vers nous pour nous demander d'approuver leur démarche, il est normal qu'ils acceptent d'en passer par nous », explique M. Pons, qui juge sévèrement l'attitude de MM. Jacques Chirac et François Léotard, dont le ralliement précipité, la semaine dernière, à la motion de censure des « rénovateurs » avait contraint les groupes à s'aligner sur leur position : « Ils ne connaissent pas le fonctionnement des groupes et y viennent rarement », relève M. Pons.

« Je n'ai jamais vu cela ! »

Le président du groupe RPR estime que si, vendredi, les « rénovateurs » interpellent le gouvernement, il se désolidarise de l'entreprise : « A titre personnel, je ne la signerai pas, je ne la voterai pas, et dans la mesure où je pourrais joindre mes collègues, je les inviterai à faire de même », nous a-t-il déclaré mardi 9 mai. M. Pons reconnaît sans tarder qu'il y a aujourd'hui un problème de « fonctionnement » des groupes de l'opposition : il n'y a pas d'intergroupe UDF-RPR-UDC.

« La clarification se fera obligatoirement. Cela ne peut continuer », estime-t-il.

M. Gaudin campe sur les mêmes positions. « En neuf années de présidence du groupe je n'ai jamais vu cela », rénovateur ». « Ces procédures ne sont pas correctes et c'est dangereux pour l'avenir : qui nous dit que d'autres députés ne prendront pas, ultérieurement, de semblables initiatives ? », explique le député de Marseille, qui cache mal sa rage de voir son groupe partir en quenouille.

Le fond même de la démarche ne recueille qu'un enthousiasme mitigé, même du côté de députés proches des « rénovateurs ». L'opportunité de censurer le gouvernement sur sa politique européenne, au moment même où l'opposition part divisée à la bataille, est fortement contestée.

« A tout prendre, pour rénover, autant suivre des chemins plus originaux », explique M. Jacques Barrot (UDC). « Cette motion de censure s'apparente plus à un rituel oppositionnel qu'à un acte politique significatif », ajoute le député centriste, qui lance un avertissement à ses amis « rénovateurs » : « Attention à ne pas se servir des armes constitutionnelles à contretemps... »

Le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, estime en revanche que le moment est venu de mettre en lumière les contradictions entre le discours européen du gouvernement et la pratique. M. Bosson a soumis à M. Méhaignerie son intervention de censure : elle a été jugée « équilibrée », sans agressivité, mais manquant en valeur « les archaïsmes »

dont les socialistes feraient encore preuve, notamment dans le « culte » du secteur public.

M. Bosson a également communiqué à ses amis « rénovateurs » le teneur de sa future intervention : dix des douze « rénovateurs » se sont retrouvés mardi en fin d'après-midi. Le groupe élargi devait se réunir de nouveau mercredi. « Il n'est pas question de renoncer à l'interpellation », commente un « rénovateur » RPR. Si Pons prend ses distances, il aura l'air complètement ridicule. Ce sera l'explosion des structures. Au cours de cette réunion M. Etienne Pinte a rendu compte des modifications apportées au texte de la motion de censure par un petit groupe de travail RPR réuni autour de M. Alain Juppé et de lui-même. Il a raconté la discussion qui a eu lieu en réunion de groupe RPR sur le point de savoir s'il fallait utiliser l'expression « citoyen de l'Europe » ou « citoyen européen ».

Au-delà de la sémantique, estimant les « rénovateurs » RPR, chaque discussion au sein du groupe cherchait à proposer de l'Europe montre à quel point les divergences de fond sont fortes quant à l'Europe à construire. Les « rénovateurs » ont d'autre part commencé à préparer leur grand rassemblement du 24 juin. Ils vont prochainement lancer une « lettre » dont le logo est en cours de préparation et n'ont donc pas l'intention d'une seconde de passer sous les fourches caudines des présidents de groupe.

A terme, cette prise d'indépendance, si elle n'est pas officiellement validée par les chefs de partis comme l'expression légitime de « courants » contribuant — selon la formule consacrée — à la richesse de l'opposition, pourrait déboucher sur des scissions de fait ou de droit...
PIERRE SERVANT.

Le jeu du chat et de la souris entre la liste du centre et celle de M. Giscard d'Estaing

M^{me} Veil est catégorique : « Nous nous engageons à ne pas nous tromper d'adversaires », a-t-elle juré, au nom de ses collègues centristes. M. Giscard d'Estaing ne l'est pas moins : « Au cours de cette campagne européenne, nous parlerons de la France et de l'Europe et exclusivement de cela. » Entre la liste d'union RPR-UDF et la liste du centre, les hommes intenses sont donc affichés mais paraissent ne se reconnaître, pour le moment, qu'à de subtils effets d'annonce.

En fait les uns et les autres semblent s'être engagés dans le drôle de jeu du chat et de la souris, amusant mais lassant. M^{me} Veil et M. Méhaignerie se décident-ils, en fin de semaine dernière, à lancer leur campagne par un déplacement, mardi 9 mai, de part et d'autre des Pyrénées ? Les giscardiens convoquent

précipitamment, pour le même jour, une conférence de presse devant officiellement servir à donner le coup d'envoi de la campagne RPR-UDF.

M. Giscard d'Estaing, n'osant plus dire « je », insiste, à cette occasion, sur la « campagne d'équipe » qui allait être menée et déclina les enjeux prioritaires de l'Europe pour les cinq prochaines années. M. Alain Juppé se fit un devoir de causer aussi longtemps que « Monsieur le président », M. François Léotard, pour inspirer, parla de l'« Europe de l'esprit », et M^{me} Michèle Barzach, désignée pour traiter de l'environnement, assura que ce dossier exige [...] « des mesures propres ».

« Comment intéresser les Français à l'Europe ? » Telle était la frame de toutes ces prestations. Un début de réponse se trouve sans doute dans la conviction que les can-

didats à l'Europe mettront eux-mêmes à parler d'elle... M^{me} Veil a fait de cette conviction et de l'engagement exclusivement européen de tous ses candidats son premier argument de campagne. Sans qu'on lui pose la question, M. Giscard d'Estaing, pour anticiper les griefs, a affirmé, à son tour, que les élus de sa liste seraient bien présents à Strasbourg, mais qu'effectivement M. Juppé et Léotard en tant que « futurs hommes d'Etat français » représenteraient « des cas particuliers ».

Les quatre-vingt candidats de cette liste d'union auraient dû être connus mardi. Des tiraillements entre le RPR et le PR pour le dosage de cette liste sont apparus ; mais, là encore, ce retard semble plutôt lié au fait que les centristes ne présenteront la leur que le jeudi 18 mai.

Les cinquante premiers noms de cette liste d'union pourraient être connus jeudi à l'occasion du premier déplacement régional du couple Giscard-Juppé en Poitou-Charentes qui comprendra, comme par hasard aussi, deux élus chez deux notables centristes, MM. René Monory, président du conseil général de la Vienne, et Georges Chavanes, le nouveau maire d'Angoulême. Car, dans l'ombre, la liste aux centristes et aux « rénovateurs » est depuis des semaines ouverte. Le débauchage n'a plus de prix et le double jeu des élus est la valeur la plus sûre. A ce train, sauver les apparences devient, pour tous, une gageure. Irrité à déborder à la télévision avec la tête de liste socialiste, M. Laurent Fabius, M. Giscard d'Estaing a accepté la proposition. A la seule condition que M^{me} Veil ne soit pas sur le même plateau. « Nous ne voulons pas, a-t-il laissé tomber, un débat entre l'union et la division. — Quand on revient à l'essentiel — la télévision, — le discours au moins devient plus clair... »
DANIEL CARTON.

Philippe Séguin : sans attendre M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, animateur du mouvement des « rénovateurs », invité de l'émission « L'événement-Nostalgie », mardi 9 mai, a indiqué « n'avoir pas été choqué » par le propos de M. Pasqua apportant son soutien « sans arrière-pensée » à la liste d'union UDF-RPR, mais précisant que le jour du vote il suivra « les instructions de son parti ».

M. Séguin a souligné que « l'opposition s'organise pour que l'ensemble des courants qui la constitue, puisse s'exprimer ». L'existence de « deux grandes forces politiques permettant l'alternance » lui semble préférable à une « bipolarisation de l'opposition qui déboucherait sur une situation de type troisième force ».

M^{me} Veil lance sa campagne à Barcelone

BARCELONE de notre envoyée spéciale

Les journalistes espagnols n'en sont pas revenus. La venue, mardi 9 mai à Barcelone, de M^{me} Simone Veil pour le lancement de la campagne européenne de la liste du centre leur est, en effet, apparue bien surprenante. D'autant que l'ancienne présidente de l'Assemblée de Strasbourg était arrivée en délégation accompagnée de MM. Pierre Méhaignerie, président du CDS, et Dominique Bandis, maire de Toulouse, ramassé au passage, ainsi que de M. Adrien Zeller et M^{me} Nicole Fontaine, figurant respectivement en troisième et quatrième position sur la liste du centre. Le nouveau maire de Valenciennes, M. Jean-Louis Borloo, en seconde place derrière M^{me} Veil, aurait dû être égale-

ment du voyage s'il n'avait manqué le décollage de l'aéroport.

Il s'agissait pour M^{me} Veil de démontrer l'engagement européen de sa liste, dont la composition devrait être rendue publique le 18 mai. M. Jordi Pujol, président (démocrate-chrétien) de la Catalogne, s'est donc fait un plaisir de l'y aider, d'autant que la liste que lui-même soutient dans sa province est formée comme celle du centre de libéraux et de démocrates-chrétiens.

Ce voyage fut toutefois l'occasion de lancer quelques pierres dans le jardin de M. Giscard d'Estaing. Même si, auparavant, lors d'une escale à Toulouse, M. Baudis avait pris l'engagement « de maintenir une liaison constante entre les comités de soutien des deux listes de l'opposition, afin de veiller à ce que la compétition ne dégénère pas en conflit, à ce que la concurrence ne se termine pas en affrontement ».

M^{me} Veil a, par exemple, rappelé que le mandat européen s'exerce « à temps plein » : « Il n'y a qu'en France, a-t-elle regretté, que des

candidats se présentent alors qu'on sait qu'ils n'exerceront pas leur mandat ».

M. Méhaignerie s'est, pour sa part, inquiété de voir que dans la liste de M. Giscard d'Estaing sont défendues des conceptions européennes divergentes entre, d'une part, les tenants d'une Europe fédérée et, d'autre part, les partisans d'une Europe des Etats.

Enfin, ce déplacement a également permis de vérifier que M. Bandis « apporterait naturellement son suffrage à la liste du centre ».

V. DEVILLECHABROLLE.

(Publicité)

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Consultez le journal parlé de la liste pour

L'UNITÉ de la FRANCE

Tél. : 84-83-72-12

SAES
88340 LE VAL-D'AJOI

L'homme le plus long s'habille chez CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
- 25, boulevard Malesherbes Paris 8^e
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
- 13, rue de la République, 69001 Lyon
- 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

CAPEL met l'homme fort à son aise

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
- 25, boulevard Malesherbes Paris 8^e
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
- 13, rue de la République, 69001 Lyon
- 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

ROBERT BADINTER

LIBRES ET ÉGAUX...



L'émancipation des Juifs
1789-1791

Fayard

240 p.
85 F

Refuser aux Juifs le droit d'être des citoyens comme les autres, aux mêmes conditions que les autres, c'était leur dénier la qualité d'hommes comme les autres, et renier la Révolution elle-même. Ainsi l'émancipation des Juifs apparaît en définitive comme une victoire de l'idéologie sur le pragmatisme, de la force des principes sur la force des choses.

R.B.

FAYARD

MÉDECINE

Le succès d'un appel public

Trois greffes du foie en quarante-huit heures à l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif

Le centre de transfusion hépatique du service de chirurgie de l'hôpital Paul-Brousse, de Villejuif (Val-de-Marne), que dirige le professeur Henri Bismuth, vient de réaliser trois greffes de foie en moins de quarante-huit heures. Une quarantaine est envisagée à très court terme. Ces greffes ont pu être effectuées après un appel

public aux dons d'organes. Au-delà de leur aspect spectaculaire, ces tentatives illustrent l'essor pris ces dernières années par les transplantations hépatiques.

Un essai qui ne va pas sans soulever certaines difficultés et qui imposera très rapidement une réglementation de cette activité chirurgicale.

C'est parce qu'il fallait faire face à une situation d'urgence inhabituelle (trois malades hospitalisés en hépatite et quatre gravement atteints de tumeurs) que le service de chirurgie de l'hôpital Paul-Brousse a décidé, le mardi 8 mai, d'avoir recours aux greffes. « J'ai donné mon accord, explique le professeur Bismuth, et j'ai pu constater que cela a marché. Nous avons pu réaliser trois greffes en moins de deux jours, et une quatrième est d'ores et déjà envisagée. » L'aide des médias avait été demandée après le procureur habituel (appel à Franco-Transplant et à Euro-Transplant).

90 % de succès

Les deux premières greffes hépatiques ont été trouvées au CHU Pitié-Salpêtrière (Paris) et à l'hôpital de la Pitié (Paris). Le troisième provient d'un établissement hospitalier parisien. L'appel aux médias met l'accent sur le manque chronique de donneurs dont souffrent les centres chirurgicaux spécialisés dans les greffes d'organes en général, et de foie en particulier. « La situation n'est pas nouvelle, commente le professeur Bismuth. Nous avons perdu des malades ces derniers jours par manque de donneurs et de greffes disponibles. »

En matière de transplantations hépatiques, l'hôpital Paul-Brousse est l'un des centres les plus connus au monde. Après une période plus ou moins expérimentale (vingt et une transplantations entre 1974 et 1984), l'équipe du professeur Bismuth a réalisé deux cent cinquante transplantations il y a un an. Aujourd'hui, ce centre compte trois cent cinquante greffes de foie sur les quatre cent dix réalisées en France et les mille deux cent greffes européennes.

Pourquoi une évolution aussi rapide ? Si les indications de la greffe de foie n'ont que peu évolué (cirrhose d'origine virale, tumeur du

foie, tumeur et anomalies des voies biliaires ainsi qu'en urgence, les hépatites fulminantes) les progrès techniques — en dépit des difficultés opératoires très grandes rencontrées par les chirurgiens — et l'efficacité de la ciclosporine (médicament immunosuppresseur utilisé contre les phénomènes de rejet) expliquent l'essor actuel de ces transplantations. « Nous estimons pour notre part, aujourd'hui, à 90 % les succès à un an de nos transplantations hépatiques, et 80 % dans le cas des hépatites fulminantes. Ces chiffres ne varient guère par la suite », explique le professeur Bismuth.

Il semble, aujourd'hui, que le principal problème soit par cette activité — comme pour les greffes d'autres organes — soit la réglementation à laquelle elle devra rapidement donner lieu. En effet, vingt-cinq centres pratiquant les transplantations hépatiques en France et il apparaît que beaucoup d'entre eux ne disposent pas de

l'activité nécessaire qui leur permettrait de faire état d'une efficacité suffisante. M. François Delmas, ancien directeur des hôpitaux, évoque cette situation problématique lors de la réunion organisée à Reims pour les présidents des commissions médicales d'établissement des CHU français (le Monde du 19 avril). Il soulignait alors les problèmes éthiques et économiques qu'elle soulève ainsi que l'urgence d'une réglementation du type de celle qui a été récemment mise en œuvre pour les activités de procréation médicalement assistée. Pour sa part, d'un point de vue technique, le professeur Bismuth estime qu'un volume minimal de cinquante transplantations hépatiques annuelles par centre est nécessaire. Ce spécialiste situe par ailleurs entre cinq cents et six cents le nombre de greffes de foie qui, en 1990, devraient être réalisées en France.

JEAN-YVES NAU.

En Allemagne de l'Ouest

Une information judiciaire a été ouverte contre neuf députés favorables à l'avortement

Neuf députés ouest-allemands (dont la dirigeante du parti des Verts, M^{me} Verena Krieger) demandant l'abolition de la loi réglementant l'avortement ont actuellement l'objet d'une information judiciaire, a indiqué, mardi 9 mai, le parquet de Bonn. Les députés, cinq femmes et quatre hommes, ont signé avec plus de six cents autres personnes un texte paru en janvier dernier dans l'hebdomadaire Stern où ils s'accusaient d'avoir aidé à l'avortement ou d'avoir aidé un proche à y recourir (le Monde du 9 mai). Cette « déclaration » rappelle la démarche des femmes françaises lors de la lutte sur la libéralisation de l'avortement pendant les années 70.

En Allemagne de l'Ouest, la loi prévoit que pour avorter une femme doit obtenir l'autorisation, soit d'un centre agréé, soit de deux médecins.

La condamnation d'un médecin, le docteur Horst Theissen, au début du mois, à deux ans d'emprisonnement et six mois d'interdiction d'exercer a relancé en Allemagne de l'Ouest le débat sur l'avortement. Le docteur Theissen était accusé d'avoir dans cent cinquante cas estimés, seul, que ses patientes « se trouvaient dans une situation de détresse sociale » et d'avoir pratiqué des interruptions volontaires de grossesse par une méthode d'aspiration non autorisée par la loi en Bavière.



Les droits de l'homme à Aix

Une idée chère au bâtonnier de l'ordre des avocats d'Aix-en-Provence, M^{me} Yves Kleriec, vient de se concrétiser avec la création d'un Institut des droits de l'homme qui s'installe dans l'hôtel de M^{me} Kleriec. Il s'agit pour les juristes groupés autour de M^{me} Kleriec de « promouvoir le respect des droits de l'homme tels qu'ils ont été définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ». Ce but sera poursuivi notamment par l'organisation de colloques ou séminaires, tant en France qu'à l'étranger, et de manifestations, concours ou prix, destinés à sensibiliser l'opinion, ainsi que l'allocation de bourses d'études, l'édition de brochures, bulletins, publications.

L'institut des droits de l'homme facilitera les échanges entre les organisations professionnelles de praticiens du droit, les missions d'intérêt général pour le compte d'organisations non gouvernementales, la création de commissions d'études sur des sujets pratiques relatifs aux droits de l'homme et la coopération avec les institutions nationales et internationales dans le but de renforcer la protection des individus chaque fois que les droits de l'homme seront en question.

J. C.

* Institut des droits de l'homme, hôtel de M^{me} Kleriec, 33, rue Emile-Devid, 13100 Aix-en-Provence.

• Etudiants musiciens

Les Chœurs et Orchestre des grandes écoles, une formation musicale classique composée de trois cent cinquante choristes et musiciens amateurs, se produira salle Pleyel les 12 et 17 mai, à 20 h 30. Au programme, la Symphonie inachevée de Schubert, le Credo de Vivaldi et la Messe en ut de Beethoven.

* Pour tous renseignements : Nathalie Aftmann. Tél. : 43-44-83-98.

En outre, le troisième Festival de musique universitaire de Belfort réunira quarante-deux orchestres issus des universités ou des conservatoires de divers pays, du 13 au 15 mai. Cinquante-huit concerts de musique classique, de rock ou de jazz, ouverts gratuitement aux amateurs.

* Secrétariat du festival : direction des études culturelles de la mairie de Belfort, place d'Armes, 90000 Belfort. Tél. : 84-64-24-24.

• Sciences et photographie

Les élèves de l'École nationale supérieure d'ingénieurs de Caen organisent, les 11, 12 et 13 mai, une exposition sur le thème « Photographie et sciences, un mariage de raison ». L'apport des techniques photographiques dans le domaine scientifique, mais aussi l'aspect esthétique des photographies scientifiques.

Association des élèves, ENSI de Caen, 5, avenue d'Edenbourg, 14032 Caen Cedex, tél. : 31-46-66-00 (poste 3423).

• Sport et médias

Le forum Sport 89, consacré cette année au sport et aux médias, se tiendra à l'université de Dauphine, le jeudi 11 mai, sous la présidence de M. Roger Bernabé.

Université de Paris-Dauphine, M^{me} Economie et gestion du sport, UER, économie appliquée, Place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 75776 Paris Cedex 16. Tél. : 46-05-14-10 (poste 2855 ou 2323).

Mort du docteur Charles Brisset

Le docteur Charles Brisset est mort, mardi 9 mai, à Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine), à l'âge de soixante-quatorze ans. Président de l'Association française de psychiatrie et ancien secrétaire général du Syndicat des psychiatres français, il s'était montré soucieux de maintenir la psychiatrie au sein de la médecine sans exclure pour autant les apports des sciences humaines, et s'était battu pour rendre cette discipline autonome de la neurologie.

Un maître de la psychiatrie

Charles Brisset était né le 27 octobre 1914 à Montreuil-sous-Bois, dans une famille d'origine angevine. Il fit des études de médecine et devint interne des hôpitaux de Paris en 1938. Mobilité pendant la seconde guerre mondiale, il est fait prisonnier pendant plus de deux ans en Pologne (Silésie).

Dans les camps, il avait observé le souci d'entraide des prisonniers, malgré les difficultés et la misère. Et il avait été frappé à son retour de ce que, dans les hôpitaux, les malades ne bénéficiaient pas de cette entraide entre combattants et que certains tristes se faisaient sur leur dos, à bien qu'ils se trouvaient privés de nourriture.

La conduite de Charles Brisset est héroïque, il risque sa vie pour sauver un blessé. Il sera décoré de la croix de guerre 1939-1945.

Après la guerre, il devient médecin-assistant des hôpitaux de Paris en 1946 et entreprend de l'enseignement avec Maurice Bourvet. Prématurément, Charles Brisset se destinait à la pédiatrie. Mais c'est sa rencontre avec Henri Ey qui modifie complètement son orientation et le pousse vers la psychiatrie. Ce qui l'intéresse, c'est moins la beauté et la précision des diagnostics tels qu'ils peuvent se réaliser en neurologie que la possibilité d'aider et de soigner.

Après la guerre, Charles Brisset, qui est un homme profondément catholique, succède à Eugène Minikowski à la consultation de porte de l'hôpital Rothschild, à l'époque hospital privé recouvert essentiellement des malades juifs. Il en fait une consultation de neurologie et de psychiatrie et y favorise le développement de certaines activités originales : formation de médecins par la méthode Balint avec Michel Sapir et Léon Chertok, développement de la relaxation par la méthode Sapir. Il gardera la direction de ce service jusqu'en 1981.

Indépendance d'esprit

Parallèlement, en 1949, il prend avec Gendry la direction de la clinique de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine). En 1967, avec Théophile Kaussner, qui est le seul universitaire à défendre la séparation de la neurologie et de la psychiatrie, il se bat en faveur de l'autonomie de la psychiatrie et crée le Syndicat des psychiatres français. Cet effort conduisit à la publication d'un Livre blanc (1968) qui est encore un document de référence.

Charles Brisset a largement contribué au développement de ce qu'on a appelé la « médecine psychologique ». En 1960, avec Henri Ey et Paul Bernard, il participe à la rédaction du *Manuel de psychiatrie* (Masson), qui reste un manuel de base. En 1972, il écrit l'*Avenir de la psychiatrie en France* (Payot).

Membre de nombreuses sociétés savantes, Charles Brisset a été secrétaire général du Syndicat des psychiatres français. Rédacteur en chef de *Psychiatrie française* et fondateur de l'Annuaire des psychiatres français, il a été également trésorier de la Société de médecine psychosomatique, président de l'Association française de psychiatrie et président de la Fondation pour la recherche en psychiatrie. De 1984 à 1986, il a pris progressivement sa retraite, mais il continuait à avoir de nombreuses activités d'édition et de formation et à présider l'Association française de psychiatrie.

Le souci de clarté et d'indépendance d'esprit de Charles Brisset l'a conduit à promouvoir l'autonomie de la psychiatrie par rapport aux neurologues, qui, à l'époque, lui imposaient leur manière de voir classificatoire et peu thérapeutique. Ses combats, dans les dix dernières années, ont été pour essayer de réunifier la psychiatrie française, si individualiste qu'elle était entre différentes tendances, différentes sociétés, différentes associations ; et pour promouvoir, une fois la pratique clinique assise, une véritable recherche clinique en psychiatrie.

D^r SIMON-DANIEL KIPMAN.

ÉDUCATION

Une refonte de l'administration

Trois nouveaux directeurs de l'enseignement supérieur

Lancé au début de l'année (le Monde du 26 janvier), le projet de réorganisation de l'administration centrale du ministère de l'Éducation chargé de l'enseignement supérieur voit enfin le jour avec la parution au Journal officiel du mercredi 10 mai de l'arrêté qui trace le nouveau paysage administratif, et avec la nomination au conseil des ministres du même jour de trois nouveaux directeurs.

L'objectif est double. Il s'agit tout d'abord de traduire, dans l'organisation administrative, la volonté de M. Lionel Jospin de conduire une politique globale, de la maternelle à l'université. Or, avec ou sans ministre ou secrétaire d'État chargé des universités, la direction générale faisait depuis longtemps figure de ministère *bis* et entraînait la coupure entre les cycles école-collège-lycée, d'une part, et les cycles universitaires, d'autre part. Le second objectif consiste à mettre en place un système de pilotage des enseignements supérieurs « plus rigoureux quant à l'évaluation et moins interventionniste quant à la gestion ». Bref, un système de gestion par objectifs, plus ramassé, plus musclé et capable de mettre en œuvre les contrats pluri-annuels État-universités que M. Jospin entend négocier dans les prochains mois.

La traduction de ces deux objectifs bouclera sérieusement l'organisation et les habitudes de la racine tout ce qui arborait les services de la direction générale des enseignements supérieurs. La première décision vise précisément à supprimer cette direction générale, qui faisait figure, aux yeux du cabinet du ministre, de centre de pouvoir « trop isolé ».

Une autre direction est supprimée et ramenée au rang de sous-direction : il s'agit de la DIRMIST (Direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique). Toutefois, la grosse susception depuis des semaines dans les personnels des bibliothèques universitaires par la disparition de leur administration de tutelle devrait être apaisée par la nomination, à la tête de cette sous-direction, de M. Daniel Renoult, jeune conservateur très actif, directeur de la bibliothèque universitaire de Nanterre et membre, voici quelques mois, de la commission présidée par M. André Miquel sur la situation des bibliothèques universitaires. Disparaît enfin le service administratif et financier des enseignements supérieurs dont les tâches redérouleront désormais directement de la direction générale des finances du ministère de l'Éducation.

À côté de ces suppressions, plusieurs innovations visent à redonner plus de vigueur à l'administration centrale. Une nouvelle et importante direction de la programmation et du développement universitaire prise en charge par M. Armand Frémont, est créée. Elle sera le principal outil de la politique contractuelle mise en place par M. Jospin. Cette vaste direction de moyens sera notamment responsable des constructions universitaires, de la rénovation des campus, de la gestion des établissements et de celle des bibliothèques.

La direction de la recherche et des études doctorales, prise en charge par M. Vincent Courtillot, sort également renforcée de cette réorganisation.

Elle s'occupera désormais des thèses cycles et de leur développement, et sera épaulée par six directeurs scientifiques et par un conseil scientifique présidé par M. Jean-Marie Lohu, prix Nobel de chimie. Quant à l'actuelle direction des enseignements supérieurs, déchargée des tristes cycles et de la gestion des établissements, elle est invitée à se consacrer essentiellement à la pédagogie et à la vie des étudiants, pour laquelle une sous-direction est créée et prise en charge par M^{me} Claude Edelbloute : M. Jean-François Carvel, conseiller technique du cabinet de M. Chapsal, secrétaire d'État à l'enseignement technique, aura en charge, pour sa part, la sous-direction des enseignements technologiques supérieurs. Seul M. Gaud, directeur des personnels de l'enseignement supérieur, résiste à ce grand chambardement.

G. C.

• M. VINCENT COURTILLOT : recherche et études doctorales

[Né le 6 mars 1948 à Nemilly-sur-Saône, M. Vincent Courtillot est ingénieur civil de l'École des mines de Paris (1971) et titulaire d'un Master of Science de Stanford, en Californie (1972). Assistant (1973) puis maître de conférences (1978) à l'université de Paris-VII, il est depuis 1983 physicien à l'Institut de physique du globe, dont le directeur était alors M. Claude Allègre, aujourd'hui conseiller du ministre de l'Éducation. M. Courtillot a été le premier français du National Environmental Research Council, l'équivalent britannique du CNRS.]

• M. ARMAND FRÉMONT : programmation et développement

[Né le 31 janvier 1933 à Havre, M. Armand Frémont entre, en 1953, à l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Agrégé de philosophie, puis docteur d'État, il enseigne au lycée Carnot de Dijon de 1956 à 1958, puis commence en 1960 une carrière universitaire à Caen. De 1975 à 1978, il est vice-président de l'université de cette ville. Spécialiste de géographie sociale et d'aménagement du territoire, plus particulièrement pour le monde rural et la Normandie, M. Frémont fonde, en 1968, l'Institut de géographie du Mass et s'occupe de la formation d'adultes ruraux. Il a aussi accompli plusieurs missions de recherche et d'enseignement en Algérie. Directeur scientifique adjoint, puis directeur scientifique du CNRS (département des sciences de l'homme et de la société) en 1982, M. Armand Frémont était recteur de l'académie de Grenoble depuis décembre 1984.]

• M. FRANCK MÉTRAS : enseignements supérieurs

[Né le 1^{er} juillet 1936 à Candéran (Gironde), M. Franck Métras est ingénieur diplômé de l'École nationale supérieure de chimie de Bordeaux. Assistant puis maître-assistant à la faculté des sciences de Bordeaux, il obtient un doctorat d'État en chimie organique en 1967. À cette date, il est nommé à l'université de Pau en qualité de maître de conférences. Il est titularisé en tant que professeur en 1977. Vice-président de l'université de Pau de 1978 à 1982, M. Franck Métras a été président de cette université de 1982 à 1987.]

Le Conseil économique et social critique le projet de loi d'orientation de M. Jospin

Le Conseil économique et social (CES) juge « hésitant, frileux, timoré » le projet de loi d'orientation sur l'éducation. Le CES, qui avait plaidé dès octobre 1987 pour une « loi de programmation ou de plan » dans ce domaine, a estimé mardi 9 mai que le texte de M. Jospin reste « pour l'essentiel au milieu du gué », tout en saluant « plusieurs éléments novateurs ».

Le projet d'avis du CES, présenté mardi par M. Jean Andrien, vice-président de la section des affaires sociales et ancien président des parents d'élèves FCFE, a été discuté en présence de M. Jospin et devait faire l'objet d'un vote mercredi. Si le rapporteur a souligné « le besoin réel de renouveau » du système éducatif et de « réponses nouvelles à apporter à la nation », il a estimé que « le projet de loi d'orientation se tient presque à l'ombre de ces vastes exigences ». « Texte de régulation, il ne vise, au travers d'ambitions généreuses, qu'à s'inscrire en surimpression sur l'ensemble du dispositif », a-t-il ajouté.

Huit jours avant l'adoption du texte par le conseil des ministres, le Conseil économique et social a donc souhaité en élargir l'ambition dans trois domaines principaux : l'orientation des élèves, l'ouverture de l'école sur les réalités économiques, sociales et culturelles, et la programmation de l'effort financier. Le projet de loi

proclame le principe de la responsabilité de l'élève ou de sa famille en matière d'orientation mais, au nom de l'exigence d'un certain « niveau », laisse la décision finale aux professeurs en les obligeant seulement à la motiver. Le CES lui reproche de circonscrire la liberté des familles entre les limites du « niveau requis » et de l'offre de formation, sans tenir compte des « aptitudes attendues » de l'élève. Il propose donc que, pendant une période probatoire de cinq ans, le choix final appartienne aux jeunes ou à leur famille, une fois entendus avis et conseils.

Le Conseil a aussi proposé plusieurs amendements destinés à mieux associer à l'école l'environnement extérieur (économique, social, culturel) qui devrait, selon lui, participer à la définition et à la mise en œuvre des « projets d'établissements » destinés à favoriser l'adaptation du système au contexte local. Le CES souhaite que figure dans le texte le principe d'un effort budgétaire pluriannuel. Son projet d'avis propose aussi que l'accueil généralisé des enfants de deux ans soit prévu « à terme » et que soit inscrites dans l'obligation de service des professeurs l'aide au travail personnel des élèves, l'information des parents d'élèves et la formation continue des adultes.

Ph. Be.

هذا من الأصل

Enquête

La difficile insertion d'une communauté multiforme

Crise de croissance dans l'islam de France

de l'administration
des directeurs
supérieur

La direction de la région de Paris...
M. Vincent...
M. Armand...
M. Francis...

M. Vincent...
M. Armand...
M. Francis...

M. Vincent...
M. Armand...
M. Francis...

La mort du recteur de la Mosquée de Paris, le 3 mai, a presque coïncidé avec la fin du Ramadan. Cheikh Abbas était la personnalité la plus en vue de la communauté musulmane de France. Une communauté multiforme et diverse qui ne s'est toujours pas donné un conseil représentatif de l'ensemble de ses membres. Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, poussait ses constatations pour favoriser la création d'une telle structure. En attendant, les musulmans de France s'interrogent sur la riposte à donner à la proximité publique de la tradition des « Ventes islamiques » de Salomon Roubini. Plusieurs organisations — comme la Fédération nationale des musulmans de France, le Tabligh ou les musulmans — ont déjà assigné en justice l'éditeur Christian Bourgois.

UN vendredi de Ramadan à Paris. Les boucheries, les pâtisseries orientales de la rue Jean-Pierre-Timbaud (11) regorgent de victuailles et de clients. Le soleil se couche, et les filets se garnissent. A la sortie de la mosquée d'Omar, des jeunes gens en djellabah et coiffe blanches, savates aux pieds, fendent la foule des fidèles.

Abdallah, un Tunisien de vingt-deux ans, s'étonne de se voir en si bonne compagnie. « Il y a à peine un an, dit-il, je passais mon temps à écouter de la musique ou à sortir en boîte. Depuis ma conversion, je vis comme le veut le Prophète. Je dors et je mange par terre. Je lis le Coran matin et soir. Je ne bois plus, je ne fume plus, je ne touche plus aux filles. Je jeûne chaque lundi et chaque jeudi. »

Trois générations
Il appartient au Tabligh, l'une des formes les plus spectaculaires du réveil islamique en France (1). Comme les Témoins de Jéhovah, auxquels on les compare souvent, ses militants font du porte-à-porte dans les immeubles, racontent les miracles, investissent les cafés, prêchent la bonne parole, ramènent sur le droit chemin leurs « frères corrompus » par l'alcool, la drogue, la musique, la prostitution ou les jeux.

Il veulent vivre en bonne harmonie avec les Français, fuient la politique comme la peste et ne parlent que des fins dernières de l'homme. « Nous ne sommes que des passagers sur terre, martèle le cheikh Hamani. Il faut sauver les jeunes musulmans qui vivent en France, leur rappeler que Dieu existe, qu'il faut le prier et qu'après la mort il y a le paradis. Qu'il en soit ! »

Cet islam missionnaire, faut-il le qualifier de radical, voire d'intégriste ? On est en droit de le dire, car il est une manière de vivre en France, à égalité de droits avec les autres confessions, une foi plus authentique ? Le mur

d'incompréhension que les musulmans voient se dresser entre eux et la France est attribué, plus qu'à une volonté d'exclusion, à l'ignorance des médias, de la classe politique et intellectuelle.

Après l'islam des pionniers, arrivés dans les bagages de l'armée française ou les convois de main-d'œuvre disciplinée, peu revendicative et bon marché, après l'islam des banlieues, dépeint par Gilles Kepel (2), des foyers de travailleurs sous-prolétaires, déracinés socialement et culturellement, une troisième génération de musulmans perçoit aujourd'hui en France : celle de l'affirmation ou, plutôt, comme dit Halim Herbert, anthropologue converti, du « réenracinement » dans des valeurs d'origine commune. Elle hésite encore entre la tradition et la modernité, entre la France et l'étranger. Elle redoute autant l'« assimilation » que l'« exil intérieur » dans la société française.

Certes, la plupart des musulmans en France ne pratiquent pas, ou plus, ou irrégulièrement, l'Aïd comme les chrétiens font leurs Pâques, c'est-à-dire se limitant à un rite annuel. C'est l'« islam sociologique ». D'autres vont prier le vendredi à la mosquée ou au poste de travail, observent le jeûne du Ramadan et les principales règles alimentaires, apprennent le B.A.B.A. de l'éducation islamique à leurs enfants. C'est l'« islam traditionnel ».

Mais une nouvelle catégorie se distingue de plus en plus : celle des missionnaires, comme les tablighis, ou des dévots, qui veulent appliquer l'islam à la lettre. Ils ne conçoivent pas l'introduction de la charia (loi coranique) en France, mais ils réclament leurs prières cinq fois par jour, ajoutent même à l'occupation des prières et des jeûnes surrogatoires (3), ne vont jamais acheter de viande au supermarché, portent le foulard (pour les femmes) ou la barbe, refusent le versement d'intérêts sur leurs comptes en banque, conviennent chaque samedi ou dimanche leurs enfants à l'école coranique proche de la mosquée, etc. C'est l'« islam intégraliste », à distinguer de l'islam intégriste.

La foi des mourides
Venus pour la plupart du Sénégal, les fils spirituels du cheikh Ahmadou Bamba, célèbre en Afrique musulmane, les mourides appartiennent aussi à cette dernière frange. Ils sont quelques milliers en France. On les voit extirper leur apostolat, par exemple, dans le quartier des Halles ou gare de Lyon. Tous les samedis soir, en « soutane » blanche ou grise, chapelé à la main, prières aux lèvres, ils se réunissent dans un vaste pavillon de banlieue à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), dont le

sous-sol et le garage ont été transformés en mosquée. Jusqu'à l'aube, ils étudient, méditent, méditent, chantent, invoquent le nom de Dieu.

« Travailler sur terre comme si l'on devait vivre éternellement et adorer Dieu comme si l'on devait mourir instantanément » : telle est la devise des mourides, qui se distinguent de la tradition soufie, plus spéculative. A l'heure de la prière, au bureau ou sur le chantier, ils déploient le tapis qu'ils ont toujours avec eux. Leurs prières se fondent dans leur travail, le service de Dieu dans celui du prochain.

Les tablighis, les mourides, attestent la parité de cet islam dévot, plus qu'intégriste, en France. Plutôt que de faire du porte-à-porte, d'autres mouvements de même sensibilité, comme l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) ou l'Association des étudiants islamiques, préfèrent des méthodes plus modernes de diffusion d'un islam pur et pieux. Mais ce sont les mêmes groupes que l'on retrouve à la pointe de la contestation contre le livre de Rushdie.

La conversion des Mingettes
Depuis sa création en 1983, l'Union des organisations islamiques organise des conférences régulières, un congrès annuel (cinq mille personnes à Noël dernier, au Bourget), et même un « camping » chaque été dans une propriété agricole d'Indre-et-Loire, où alternent des formations, des séances de prière, de méditation collective du Coran, de sport et de théâtre.

Elle casse les tarifs des pèlerinages à La Mecque proposés par les tours-opérateurs, envoie sur les lieux saints des accompagnateurs pour pèlerins solitaires, travaille à des adaptations de manuels de langue arabe venus du Maroc, de Tunisie, du Koweït, illisibles pour les petits Français qui n'ont jamais vu de désert ni de minaret. Elle prépare de nouvelles traductions du Coran, « moins poétiques mais plus fidèles » que celles distribuées en France. « Il est dommage que dans le vocabulaire français on confonde désormais le mot intégriste avec celui de pratiquant, disent Ahmadou Djaballah et Abdallah Ben Mansour, dirigeants de l'UOIF. Notre but n'est pas d'islamiser la France, mais de travailler à un islam français. »

Le malentendu ne date pas d'aujourd'hui, mais il n'a pas fini de se creuser avec cette affirmation nouvelle de l'islam en France, fruit d'une triple évolution sociologique, matérielle et spirituelle. « La France n'est plus le bateau qu'on prend de Tanger à Marseille », dit un travailleur marocain. Même si demeure l'illusion



La prière du vendredi à la Mosquée de Paris.

d'un retour au pays, la perspective de l'installation définitive est accueillie avec plus ou moins de résignation. Le rapport à la religion change.

Chez les plus vieux d'abord, qui commencent à « s'embourgeoiser » et se posent davantage de questions. « Ils en sont un peu revenus de la camaraderie de bistrot et ils tentent de restaurer leurs solidarités fondamentales de culture et de religion », dit un chercheur marocain, Mohamed Chabbaoui. Chez les harkis ensuite, rejetés hier comme Algériens par les Français, aujourd'hui comme Français par les Algériens : ils remplissent à nouveau les mosquées (trois pour la seule communauté harkie d'Amiens).

Chez les jeunes enfin, si le phénomène est loin d'être général, on assiste aussi à des processus de « réislamisation ». Ils sont nés en France, n'ont reçu que des rudiments d'éducation musulmane, sont écartelés entre leur culture d'origine et leur environnement français, connaissent l'échec scolaire, le chômage. Traités pendant des années dans leur ZUP « de Mohamed, de Mustapha, de Farouk », ils ont refoulé leur islam.

Celui-ci ressurgirait aujourd'hui, si l'on en croit des observateurs comme le Père Christian Delorme ou comme Maurice Gloton, célèbre converti à l'islam des années 50, qui de Vénissieux (Rhône), où il habite, a été le proche témoin, aux Mingettes, des marches pour l'égalité, des réceptions qui ont suivi, du désarroi actuel des beurs et de leur curiosité religieuse toute nouvelle.

Il va voir des imams, écoutent des émissions islamiques, s'échangent des cassettes ou des manuels pratiques sur les prières ou sur le jeûne. S'ils ne font pas vraiment le Ramadan, ils ne manquent pas les fêtes traditionnelles. Les conflits de générations se déplacent. « Les jeunes ont honte, dit Maurice Gloton, de leurs parents illettrés, incultes, marginalisés, à qui ils reprochent de ne pas leur avoir transmis de religion. D'une certaine façon, ils veulent sauver, aujourd'hui, à la fois l'honneur de leurs parents et celui de l'islam. »

« Des écoles, comme les juifs... »
L'enjeu éducatif est devenu le plus décisif. Mohamed Ayoub Lesieur, Français converti, ancien combattant volontaire en Afghanistan, parlant l'ourdou, l'arabe et le persan, actuel président de la Fédération nationale des musulmans de France, est aussi instituteur dans une petite école coranique qu'il a aménagée au rez-de-chaussée d'un immeuble vétuste de la Goutte-d'Or à Paris. Il initie les élèves à la langue arabe, au Coran, aux commentaires du Prophète.

Les murs sont tapissés de calendriers, de gravures de La Mecque et de Médine. Les noms calligraphiés de Dieu et du Prophète encadrent le tableau noir. Les quatre-vingt-dix-neuf noms d'Allah sont amoureusement dessinés par les enfants. Mais sa classe est déjà trop petite. Des centaines d'enfants du quartier frappent à la porte de l'instituteur. « L'éducation islamique, c'est du bricolage, dit Mohamed Ayoub. Nous sacrifions les loisirs de nos enfants. Nous manquons de locaux, de livres, d'enseignants. » Longtemps tiraillés entre deux cultures et deux dévotions, les parents musulmans ont toujours manqué de projets scolaires à long terme pour leurs enfants.

Mais la situation change, et l'exemple des écoles privées, juives ou catholiques, bénéficiant de contrats d'association avec l'Etat, engendre un cortège de frustrations et de revendications. « Avoir une école privée musulmane, c'est le rêve de toute association, la demande de chaque parent, le désir de chaque enfant. Mais notre communauté n'a pas de moyens. Elle est dispersée. Elle n'est pas aidée », dit M. Khalil Merroun, constructeur de la mosquée d'Evry (Essonnes).

Le réveil islamique en France est sans doute lié à l'effort d'équipement et d'encadrement mené par cette communauté depuis dix ans. La pratique exige, en effet, moins d'efforts et de déplacements qu'hier. Mais les besoins sont loin d'être satisfaits. Plus on construit de mosquées et d'écoles coraniques, plus elles sont pleines. Les jours de fête, les fidèles sont plusieurs milliers devant la Mosquée de Paris, place du Fuits-de-l'Ermitte (5), mais des villes comme Lyon, Toulouse, Marseille n'ont toujours pas de « grande mosquée ».

Le cimetière est un espace sacré pour les musulmans. « C'est le lieu

du jugement », dit l'un d'eux que réveille toute idée d'incinération. « Brûler les os d'un mort, c'est comme si on le brûlait vivant ! » Malgré le prix élevé du billet d'aveu, les corps sont rapatriés en « terre islamique », mais de plus en plus d'associations réclament un réaménagement de la loi française sur les cimetières, tendant notamment à la création d'espaces réservés, des « carrés » musulmans. « Il y a bien des cimetières chrétiens dans les pays d'Orient », dit un responsable. Le seul cimetière islamique existant en France, d'une superficie de 7 hectares, est celui de Bobigny. Avec le vieillissement de la population musulmane, cette revendication va prendre de l'ampleur.

Manque de cimetières, d'écoles, de mosquées, de salles de conférence, d'université, de boucheries halal, de « camions » rituels dans les hôpitaux, les lycées, les casernes... « Nous ne pouvons pas respirer », dit Halim Herbert. Le minimum de territorialité nécessaire à toute religion pour pouvoir s'exprimer ne nous est pas reconnu. L'islam en France vit sous oppression.

Devant la longueur des cahiers de doléances et la pression des courants islamistes de l'étranger, on comprend l'embarras des autorités françaises, égarées dans le maquis d'une communauté multiforme, diverse, sous-représentée. Le crédit dont bénéficiait, avant sa mort, le cheikh Abbas, recteur de la Mosquée de Paris, en partie pour des raisons historiques ou diplomatiques, n'était pas bien compris par toute la partie la plus jeune et la plus dynamique de la communauté.

Qui doit parler au nom de l'islam en France ? Les amicales ? La Mosquée de Paris ? La Fédération nationale des musulmans de France, regroupant surtout des associations non algériennes ? Les représentants de la Ligue islamique ? Des personnes libres, indépendantes, compétentes, pratiquantes, est-il répondu dans un bel élan démocratique.

Mais la vérité est que personne n'a la recette magique pour les faire émerger. S'il n'existe pas moins de sept cents associations, combien sont purement fictives, combien ont une vie régulière, constante, dynamique ? Pour créer un consistoire islamique, comment organiser des consultations dans une population aussi dispersée, géographiquement et socialement ? M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a pris l'affaire très au sérieux. Il s'est donné du temps et consulte, ce qui est bien le moins pour une communauté de trois millions de personnes grosse encore de tous les rêves et de toutes les crises de l'adolescence.

HENRI TINCQ.

(1) Le mouvement Jama'at al Tabligh, encore appelé Foi et Pratique en France, est né en 1927 en Inde.

(2) Les Banlieues de l'islam. Editions du Seuil, 1987.

(3) Les pratiques surrogatoires sont celles qui dépassent les obligations précrites.

A la mosquée de Mantes-la-Jolie

Des « beurs » gagnés à la dévotion

LS s'appellent Tayeb, Abdelkrim, Abdelah, Sabi, Kamel, Mohamed, Abdelatif... Ils ont entre vingt et trente ans, sont algériens, tunisiens, français naturalisés. Le premier est imam, les autres sont employés de mairie, manœuvre, animateur socioculturel, fonctionnaire, psychologue. Le dernier prépare son bac. Ils passent leur dimanche après-midi à la mosquée de Mantes-la-Jolie (Yvelines), l'une des plus coquettes de la région parisienne avec son minaret et sa mosquée arabe et verte. Pour tromper l'ennui ? Non, pour prier.

Ils sont nés dans les grands ensembles de la Vallée de la Seine, où s'entassent près de 30 000 personnes, en majorité des travailleurs immigrés, métallistes à Flins et à Poissy. Leur point commun est d'avoir découvert l'islam en France, héritiers ou non d'une tradition familiale grossièrement transmise, rejetée puis réappropriée à la fin de l'adolescence, âge où précèdent leurs copains chrétiens « déracinés » de leur Eglise... Un islam sans tepe-à-l'œil, à la fois intégré et en rupture avec la société, sobre et strict comme leur tenue vestimentaire et leur mode de vie, proche de l'aschène.

La tété, voilà l'ennemi. « Un musulman ne doit pas perdre de temps dans les futilités », dit Abdelkrim, en pesant ses mots. La télévision coupe la communication, or l'islam, c'est la communication. Montrer une femme nue pour faire vendre des yaourts, c'est inacceptable pour l'islam. « Devant l'abondance des scènes déshabillées, les musulmans ont découvert les vertus du zapping ! »

Belle revanche pour des croyants qui se voient sans arrêt reprocher le sort réservé par leur religion au sexe dit faible. « Qui accuse le plus la femme, interroge Abdelah, votre tété ou notre islam ? Qui est le plus hypocrite ? Vos sculptures, vos messageries roses, ou notre polygamie ? » Celle-ci au demeurant n'étant plus guère pratiquée en France...

Une stricte discipline

Ils sont tous contre la mixité dans les mosquées. « Notre prière est très physique, dit Kamel. C'est une gymnastique spirituelle, faite de prosternations et de mouvements du corps. Comment pourrions-nous maintenir notre concentration si des femmes étaient dans nos rangs ? » Aucun n'envie de se marier autrement qu'avec une musulmane.

Sont-ils invités à des soirées ? Ils refusent poliment, ou font seulement acte de présence. Ils ne fréquentent pas non plus les piscines et les plages publiques, et surtout pas en maillot de bain. A la rigueur, en short ou en bermuda.

Même décisées dans le temps pour des raisons professionnelles (ce qu'autorise l'islam), ils ne manquent jamais les cinq prières quotidiennes. « Penser à prier, c'est une obligation. Comme si on avait toujours une dette envers quelqu'un », explique Mohamed. De même suivent-ils strictement la discipline alimentaire de l'islam, refusent tout alcool, toute cigarette, toute viande de porc, tout produit composé de graisses animales. Sur le lieu de travail, ils évitent les certines

collectives, se contentent d'œufs, de poisson ou d'un repas qu'ils ont eux-mêmes préparé.

Le choix étant fait de l'islam, celui-ci ne se discute plus. Les plus intellectuels du groupe ont pourtant lu Sartre et Camus, fait un bout de chemin avec le marxisme. « Mais, dit Kamel, je ne rencontrais plus que des jeunes Français déçus, signés, déabusés, vivant sans raisons de vivre, buvant, se droguant. Le jour où j'ai découvert l'islam fut pour moi une seconde naissance. » Pour Sabi, le décalé a été provoqué par la révolution islamique, les événements d'Iran, d'Afghanistan, du Liban : « Un vent nouveau se mettait à souffler sur le monde, dit-il. J'avais soif de connaître le véritable islam. Nos parents ne nous avaient rien appris. »

Après avoir lu le petit et le grand Coran, les commentaires du Prophète ou des ouvrages pratiques comme le *Vrai Visage de l'islam* de Saïheddine Kachrid, véritable best-seller dans la jeune communauté croyante, ils ont découvert une autre religion, sans rien de commun avec « l'islam des Sarrasins et des Saladin » appris sur les bancs de l'école en France.

Est-il vrai, demandent-ils en substance, que l'on enseigne encore dans les écoles françaises que l'homme ne descend pas de Dieu, mais du singe ? Que des patrons refusent à des employés le droit de prier sur le lieu de travail, alors qu'ils leur permettent d'aller boire un verre ou fumer ? Pourquoi la religion est-elle en France, dans les conversations, un sujet tabou ? Ces jeunes « beurs » ne comprennent pas pourquoi la France est si rétive à l'islam. Plus qu'indignés, ils en éprouvent un réel sentiment d'injustice.

H. T.

MÉTÉOROLOGIE

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

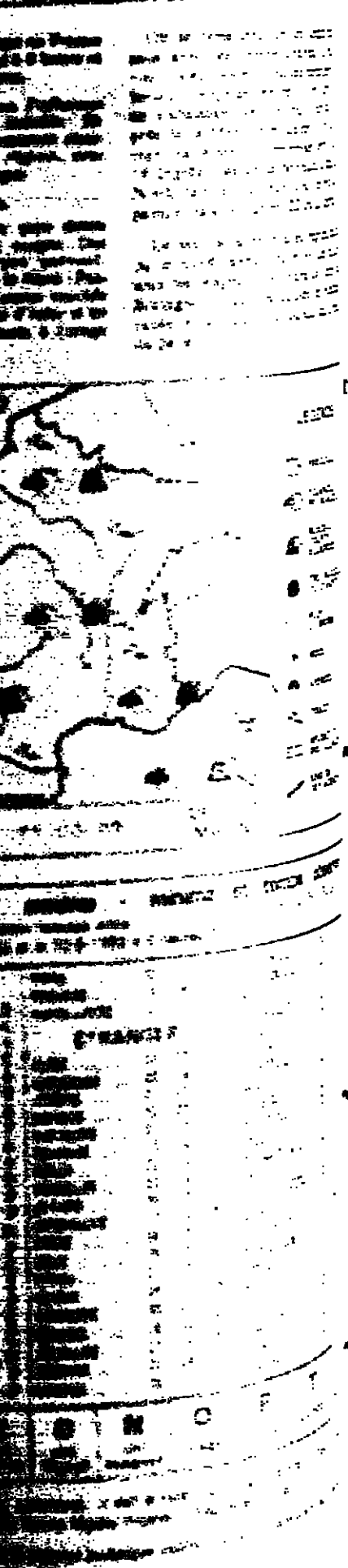
[illegible]

services

LE 12 MAI 1989 A 6 HEURES TU



LE 12 MAI 1989 A 12 HEURES TU



PARIS

ILE-DE-FRANCE

... Le Monde • Jeudi 11 mai 1989 17

39 7

Révolution immobilière au centre de la capitale

Les habits neufs du Marais

Ce fut le cœur historique de Paris : c'était devenu un quartier un peu abandonné, habité par une population d'artisans et de petites gens. Aujourd'hui, c'est un coin à la mode de plus en plus souvent réservé à quelques-uns.

« C'EST une honte ! », M^{me} G., la boulangère de la rue des Francs-Bourgeois, n'apprécie pas outre mesure la récente transformation du Marais, son quartier depuis plus de vingt-cinq ans. Les six autres boulangères de la même rue ne vous diront pas ce qu'elles en pensent. Leurs fonds de commerce n'existent plus. Antiquaires, modistes et chausseurs dans le vent se sont installés il y a peu à leurs places. Quant à son actuelle clientèle, M^{me} G. ne la trouve pas particulièrement rentable : « Des vestettes de cinéma, des robes... C'est des gens qui ne mangent pas ».

Ces mêmes nouveaux habitants du Marais flamboyant rénové ne fréquentent pas non plus le petit café un peu défraîchi d'Éveline Sakhorn, au 2 de la rue des Rosiers. Or les anciens, tous ces « petits pépères qui venaient jouer ici leur belote de comptoir », ont disparu aussi récemment que soudainement. Mortis, ou partis en province, pour une retraite au soleil. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, les ouvriers des filtres Durieu, de la maison Pyromax et de la société Lacroix, fidèles d'entre les fidèles clients, ont suivi depuis peu leurs entreprises en grande banlieue, tandis que les vendeuses très bon chic des nouvelles boutiques de mode sont

sans doute trop bon genre pour déjeuner sur une table en formica. En fait, tout a commencé à quelques mètres d'ici, il y a cinq ans à peine, quand Lolita Lempicka, « créateur » de mode, a décidé d'ouvrir un luxueux magasin au croisement de la rue des Rosiers et de la rue Pavée. Chez cette stylistesse aujourd'hui renommée, on n'est pas fier d'avoir senti avant les autres que « le cadre pittoresque et l'aspect village des petites ruelles du Marais » seraient si favorables à la vente de beaux vêtements.

Des loges hors de prix

Car l'exemple a été massivement suivi, notamment rue des Rosiers. Apparence au 5, à la place d'une boucherie, Olivier Chanan et Charles Kamer, au 6, Label's au 3 bis, juste en face du hammam Saint-Paul. Autre chose, à la place de la boulangerie au croisement de la rue des Rosiers avec la rue Malher, et Tehen au 5 bis, s'y sont installés en quelques mois. Au 5 bis encore, la boucherie casher Sainte-Villette laisse ce mois-ci la place (pour 3 millions de francs, chuchote-t-on) à une boutique de prêt-à-porter féminin.

La même révolution des échoppes a bouleversé, ces deux

dernières années, la rue des Francs-Bourgeois, où pas moins de six nouveaux magasins de mode ont ouvert coup sur coup. Le mouvement continue de s'étendre aux rues de Sévigné, Pavée, du Roi-de-Sicile, Vieille-du-Temple, et même à la place des Vosges. Et, dans l'ensemble, ces nouveaux commerçants ont le sentiment d'avoir visé juste. Tous se félicitent d'avoir une clientèle de quartier, car « le Marais est bien habité », mais avouent bénéficier aussi de l'affluence des touristes. Et tous s'accordent pour « vanter le cachet du Marais, son charme paisible, son caractère traditionnel et authentique », principales qualités d'un décor qui semble accueillir si naturellement les vitrines de luxe.

Jo Goldenberg, l'incontournable restaurateur-traiteur en Delicatessen du 7 de la rue des Rosiers, n'a pas des mots très différents pour applaudir aux restaurations des monuments du Marais réalisées ou encouragées par l'État et la Ville de Paris depuis quelques années : « Ces vieux hôtels sont magnifiques, avec de belles cours qui ont du cachet et ces feronniers, ces balcons, ces belles pierres qui, quand elles sont grattées, donnent une émotion si forte... Né ici en 1923, il se souvient parfaitement du quartier juif d'avant-guerre (les autres disaient le « ghetto »), avec ses boucheries en activité jour et nuit, ses marchands ambulants, ses chapelliers, tailleurs en chambre, maroquiniers, étameurs, bijoutiers originaires de Russie et d'Europe centrale.

Ayant échappé de peu à la rafle d'octobre 1943 qui lui arracha ses parents et ses deux sœurs pour toujours, il a vu dans quels logements insalubres s'entassaient pendant les années 60 les nouveaux immigrés séfarades, et comment ceux-ci ont finalement revitalisé la rue qui végétait péniblement. Mais Jo Goldenberg n'a pas pour autant la nostalgie du « vieux Marais ». Il préfère rappeler que, juste avant 1940, de jeunes ashkénazes avaient déjà eu l'idée d'attirer la mode dans le quartier, que deux illustres bottiers s'étaient alors établis rue des Rosiers et que « le standing commercial à s'y faire quand la guerre a fait tout avorter ».

Dans le même esprit, l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) est conscient que la rénovation accélérée des troisièmes et quatrième arrondissements a entraîné une hausse spectaculaire des prix immobiliers et une baisse conséquente de la population. Depuis 1962, c'est la moitié environ des habitants du Marais qui ont quitté le quartier, mais l'APUR souligne qu'en 1962 seulement 30 % des logements étaient pourvus en w.c. et salle de bains. Cela suffit-il pour justifier, aux yeux de nombreux natifs de la rue des Rosiers, qu'une ancienne loge de concierge de 20 mètres carrés y soit louée 3 000 F par mois ? Ou qu'une chambre de bonne de la rue des Francs-Bourgeois, louée pour à peine 300 F en 1964, le soit pour presque 2 500 F aujourd'hui ?

On comprend l'étonnement de cet habitant de la rue Roger-

Verlomme, juste derrière la place des Vosges, qui avait acheté son appartement de 110 mètres carrés pour 5 millions d'anciens francs en 1957, appartement dont l'exact équivalent vient d'être vendu 3 millions de francs... nouveaux. Somme pourtant modeste, en regard des 45 000 francs le mètre carré atteints par les appartements de la place des Vosges, d'après Charles Dubois, de l'agence Immo Marais.

Bon produit, bon placement

Car l'accession au statut envié de citoyen up to date du Marais n'a plus de prix. Ainsi, pour 1 450 000 francs, le promoteur immobilier Parthena SA livrera, en mai 1990, un studio de 34 mètres carrés situé au quatrième étage d'un immeuble entièrement reconstruit au coin des rues de Thorigny et Sainte-Anastase (troisième arrondissement). Ce qui fait près de 42 650 francs le mètre carré pour habiter - vante la brochure remise aux éventuels acheteurs - « face au Musée Picasso, au cœur du Marais, ce quartier illustre de Paris réputé pour son passé historique et culturel, la richesse architecturale de ses hôtels particuliers », sans faire le sacrifice pour autant de l'indispensable confort moderne symbolisé par une « protection électronique par Digicode sur horloge » et « un dispositif vidéo-interphone ». Enfin, pour les locaux commerciaux prévus au rez-de-chaussée par l'architecte, Parthena SA fait savoir qu'« une galerie d'art

serait la bienvenue ». Tout simplement.

Rénovation des bâtiments et départ des personnes âgées ou modestes, expulsées parfois sans ménagement - c'est un euphémisme - implantation envahissante de la mode et disparition des artisans et des commerces alimentaires dont les baux ne sont plus renouvelés, ce double phénomène actuel a, pour certains, l'avantage de faire du Marais un des meilleurs produits immobiliers de la place de Paris, la tendance des prix à la hausse devant se maintenir grâce au grand marché européen de 1993 et à la demande accrue des étrangers formés qui en découlera certainement.

C'est pourquoi Pascal Danese, de l'agence immobilière Ertim, rue de Sévigné, pense que le capital investi dans les vieilles pierres du Marais prend et continuera de prendre largement 10 % de plus-value annuelle, des records de l'ordre de 30 % l'an ayant même été atteints en 1986 et 1987, pour des raisons, semble-t-il, politiques. D'ailleurs, plus du tiers de sa clientèle « achète dans ce quartier pour faire un bon placement », les deux autres tiers comprenant souvent des cadres supérieurs ayant entre trente-cinq ans et quarante-cinq ans, qui revendent ensuite pour se loger dans le seizième, lorsque leurs moyens comme leurs goûts ont fini de s'embourgeoiser complètement. Quant aux « bons coups » des marchands de biens, morts ! La devanure de l'un d'entre eux, rue des Francs-Bourgeois, ressemble - on s'y méprend - à celle d'une agence des pompes funèbres.

ANTOINETTE PELLON.

La complainte d'un piéton américain

Pitié pour les trottoirs !

Jules Rabin est américain. Il aime parcourir les rues de Paris. Il est effaré de l'attitude des automobilistes français. Il nous le dit dans sa longue lettre.

Il est invivable que la vision d'un pays par un visiteur de passage - le touriste - soit moins attachée à la description des scènes intimes qu'à celle des endroits publics : les marchés, les trains, les cafés, et par-dessus tout les rues.

J'ai fait trois séjours à Paris : en 1946, en 1971 et tout récemment en 1988. J'ai constaté qu'en un demi-siècle rien n'avait changé : au contraire, tout s'était aggravé. J'ai constaté le même style péroratoire chez les conducteurs, manifestes quand ils roulent, mais aussi quand leur voiture est en stationnement. Même absent de sa voiture, son propriétaire réquisitionnera l'espace que le piéton, humble mortel, aurait pu supposer être le sien, le contraindant à se faufiler, à ruser, et se presser contre la façade des immeubles pour se rendre à l'autre bout de la rue.

Les autorités, qui ne peuvent ou ne veulent pas faire respecter les lois limitant les libertés sauvages prises par d'égoïstes conducteurs, ont parfois installé de lourdes bornes d'acier placées à intervalles réguliers le long de certains trottoirs, pour empêcher les voitures de s'y garer. Cette stratégie coûteuse et encombrante a pour effet de punir davantage les victimes que les fauteurs. Car à nouveau, le piéton devra non seulement se faufiler et ruser mais de plus être doté, la nuit, d'une vision radar pour éviter de trébucher sur ces barrières coupées pour défendre ses droits.

Dans mon enfance à Boston, Massachusetts, j'avais l'habitude de commencer la lecture d'un nouveau livre tout en marchant sur le trottoir, de retour à la maison après ma visite hebdomadaire à la bibliothèque de mon quartier. Il est vrai que je pouvais me le permettre, habitant un quartier tranquille de la ville. Peu d'obstacles sur le chemin de ma courte réverie, hormis un lampadaire ou un piéton occasionnel. Le trottoir représentait un espace sûr, familier et sans surprise, séparé de la rue et respecté par simple entente civique.

Qui sont les piétons de Paris ? Ce sont nous, les visiteurs et les touristes à pied, qui peuplent votre ville par centaines de milliers. Mais les Français piétons, dont c'est la ville, sont-ils tous ces biens sau-

vages propriétaires de voitures, quand ils ne circulent pas à pied, lors d'interminables invivables ? Si c'est le cas, le dispositif que j'ai vu dans les rues de Paris est justifié, puisqu'on peut penser que les victimes de cette perte d'espace civique et les piétons de ce même espace changent de rôle suivant les moments de la journée ou de la semaine. Nous seuls donc, les touristes, serions les éternels perdants. C'est un prix que nous voulons bien payer pour le plaisir de visiter une belle ville. Mais si, comme j'en suis certain, les propriétaires de voitures représentent seulement une petite partie de la population de Paris, alors l'acquisition de la majorité piétonne dans cette épreuve à ses droits et à son territoire est stupéfiant et la tolérance des autorités devant cette situation, proprement scandaleuse.

Chevalier au galop

Où, en tout cas, cela est étonnant et scandaleux aux yeux des visiteurs américains, qui en viennent à conclure que, pour ce qui est de la culture de la rue, il y a une grande différence entre ce que nous, Américains, pensons de l'égalité, et ce que vous, Français, nommez « égalité ». Votre révolution de 1789 a beaucoup changé la vie quotidienne en France, mais apparemment pas le statut de l'homme « monté » en voiture, en carrosse ou à cheval, envers l'homme, la femme ou l'enfant à pied. Français, vous paraissiez toujours chercher à vous adapter à la prospérité des années 60 qui vit le petit bourgeois quitter le trottoir pour s'asseoir au volant d'une voiture, fier de ses privilèges et de sa primauté, chevalier au galop faisant fuir les pous sur son chemin.

Autorité et hausse par sa voiture, le conducteur (prenons des images de cette décennie) procède avec la détermination monomaniacale d'un électron précipité dans les circuits d'une puce électronique. Il doit faire son chemin, il lui faut atteindre sa destination fixée au préalable. Et les petites personnes, dans les rues ou sur les trottoirs, où il peut avoir en fin de compte à



garer sa voiture... sont une forme de parasites qui perturbent son programme. Je suis à la fois dans la meilleure et la pire des positions pour critiquer ces mœurs parisiennes n'étant ni française ni citadine. Je vis dans le Vermont rural, dans le coin le plus éloigné du nord-est des États-Unis, dans une rue non pavée où les voitures passent à la moyenne d'environ une chaque demi-heure. La ville la plus proche, Montpelier, est à 12 miles. Avec une population de neuf mille habitants, Montpelier possède deux rues importantes, drainant le plus grand trafic urbain. Les rues sont marquées à intervalles réguliers par des passages cloutés pour les piétons, innovation des dix dernières années. Nous avons instauré un jeu charmant. La plupart des conducteurs s'arrêtent complètement, comme la loi le requiert, dès qu'un piéton pose le pied sur le passage clouté. Le piéton entreprend de traverser avec confiance, et quand il arrive à la hauteur de la voiture qui s'est arrêtée devant lui, il fait un signe de remerciement de la tête auquel répond le conducteur. La courtoisie est aussi franche et habituelle que l'ancienne coutume de lever son chapeau à la rencontre d'une connaissance. Nous prenons ainsi en compte notre assistance mutuelle en tant que citoyens et, par cet acte, nous remplissons les conventions sociales qui nous font vivre un peu mieux.

J'ai mentionné plus haut mon habitude, quand j'étais garçon, de lire un livre en retournant chez moi à pied de la bibliothèque. Lors de mon récent voyage à Paris, je me suis beaucoup promené et j'ai pris l'habitude de scruter à tout moment le trottoir devant moi, afin d'éviter de marcher dans les

crottes de chien qui parsèment les rues. Ma femme et moi avons de bonne heure adopté la coutume japonaise de nous déchausser en entrant dans notre appartement, vu la propreté douteuse des trottoirs.

Lors d'une promenade, j'ai rencontré la première baronne que j'aie - à ma connaissance - croisée. Je marchais le long du boulevard de Grenelle par une belle journée du mois d'avril, quand l'aperçu devant moi un très vieux chien qui se soulageait sur le trottoir, au milieu d'un flot de piétons. Dès qu'il eut terminé sa besogne, une femme âgée que je n'avais pas remarquée se précipita, ramassa à l'aide d'un petit morceau de carton, et jeta la saleté toute fraîche dans le caniveau. J'admirai la prévenance de cette femme, et l'habitude avec laquelle elle avait réalisé cette petite opération. Nous avons parlé. Nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'il était regrettable que si peu de propriétaires de chiens parisiens assument la responsabilité des déchets de leurs compagnons. Nous nous sommes présentés et la baronne ajouta, sourdement, qu'elle priait pour moi.

C'était la plus belle journée du mois d'avril. J'étais surpris et ému par l'attention de cette inconnue envers l'état de mon être et voulus lui retourner son geste. Bien que je sois étranger, je lui dis que je prierais pour elle, moi aussi, sachant, dans mon for intérieur, qu'un étranger peut honnêtement s'adresser à une forme de prière. Elle et moi étions à cet instant « concitoyens », sur un morceau de trottoir...

JULES RABIN,
Plainfield,
Vermont, U.S.A.

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES

EUROTUNNEL:
10 000 HOMMES
SOUS LA MER

CONFECTION :
LE MATCH CHIEPI/CHEVIGNON

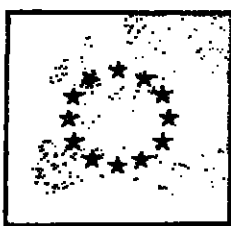
DOSSIER TELECOMS :
LES CLES POUR COMPRENDRE 90

DELOCALISATION : LES IMPLANTATIONS
REUSSIES A PEKIN

PUBLICATION JUDICIAIRE

La première chambre du Tribunal de grande instance de Paris, par jugement du 7 décembre 1988, a condamné Pierre BEAUDEUX, les sociétés Groupe EXPANSION, HACHETTE et Jean-Claude LATTES à payer à Mohamed AL FAYED la somme de 1 F de dommages-intérêts qu'il a réclamée pour avoir dans le livre intitulé « Les plus grandes fortunes du monde », fautive fait état de l'origine « mystérieuse » de la fortune de Mohamed AL FAYED, et avoir ainsi témoigné d'une intention de nuire.

Pour extrait : M^{re} Georges KIEJMAN.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Nous avons
déjà
une Europe
d'avance



Ingenieurs en télécommunications par satellite

EUTELSAT, organisation inter-gouvernementale créée pour le compte des administrations européennes de télécommunications dans le but de constituer, développer et maintenir le secteur spatial du système européen de télécommunications par satellite. Recherche pour PARIS des ingénieurs en télécommunications pour renforcer son activité en plein développement. Nous vous proposons des postes dans les domaines suivants :

- Etudes de définition des futurs satellites
- Analyse des systèmes de transmission, simulation et expérimentation
- Planification de l'exploitation
- Commercialisation et développement des services de télévision par satellite.

Si vous êtes prêt à relever le défi lancé par l'environnement hautement concurrentiel des télécommunications par satellite en Europe, vous devez posséder un diplôme universitaire d'ingénieur en télécommunications ou dans un domaine connexe, ainsi qu'une expérience professionnelle dans l'un des domaines suivants :

- Conception de systèmes de télécommunications par satellite
- Conception de la charge utile des satellites
- Conception de systèmes de transmission, simulation et expérimentation

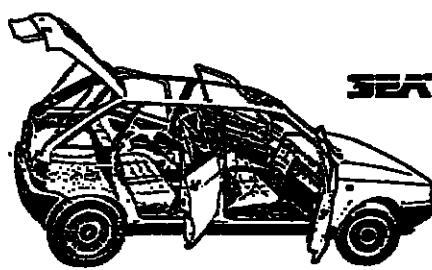
sion analogique et numérique (modulation, multiplexage, accès multiple). Connaissance de la télévision et du système de transmission (PAL, SECAM, MAC, TV-D, Numérique). Services de distribution de TV techniques ou commerciales. Vous êtes de préférence bilingue anglais-français. Merci d'adresser votre dossier de candidature au :

Chef de la Division du Personnel et des Services Généraux
EUTELSAT
Tour Marie-Marianne
33, avenue de Maine
75755 PARIS Cedex 15 - France

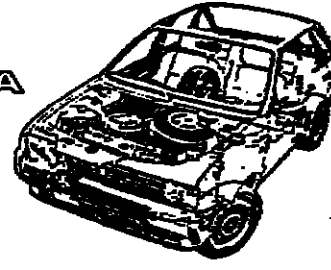
EUTELSAT

SEAT

Sociedad Española de Automóviles de Turismo, S.A.



SEAT IBIZA



Somos la tercera marca del Grupo Volkswagen, empresa líder en la fabricación de automóviles en Europa.

NECESITAMOS:

**PROYECTISTAS
INGENIEROS SUPERIORES
INGENIEROS GRADO MEDIO
DISEÑADORES**

Para nuestras áreas de desarrollo de vehículo, construcción de prototipos, experimentación vehículo, desarrollo mecánica, diseño y proyectos.

Nuestro Centro de Investigación y Desarrollo se encuentra en Martorell (a 30 Kms de Barcelona - España).

Estamos buscando personas con experiencia en las áreas citadas, que tengan conocimientos del idioma español, inglés y/o alemán.

Queremos encontrar personas creativas, con capacidad para trabajar en equipo y desarrollar tareas técnicas, especialmente en el área de proyectos.

Ofrecemos la posibilidad de incorporación a nuestra compañía, con una retribución acorde a la experiencia aportada y grandes oportunidades de desarrollo profesional.

Y, por supuesto, nuestro apoyo para su traslado a España y su integración.

Los interesados/as deberán enviar su C.V. preferentemente en español con fotografía reciente indicando pretensiones económicas a:

SEAT, S.A.
Personal Martorell - Ref.: E. Ex.
Apartado 091.
E - 08780 Martorell
Barcelona - España

LA VANGUARDIA DE LA AUTOMOCION

Le Monde
INTERNATIONAL



International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

O.N.U.D.I.
Organisation des Nations
Unies pour le Développement
Industriel
(VIENNE, AUTRICHE)
L'O.N.U.D.I. recherche, pour le recrutement et la constitution d'une réserve de recrutement, des dactylographes pour le Central Dactylographique français de son service de conférences. Les candidatures doivent posséder une formation de secrétaire, de bonnes connaissances générales, une parfaite connaissance de la langue française écrite, une vitesse de frappe d'au moins 50 mots à la minute, et justifier d'une expérience professionnelle préalable. Sont indispensables l'aptitude à transcrire des enregistrements magnétiques et le maniement des machines de traitement de textes. Mémoire d'indemnité sociale liée au statut de fonctionnaire international. Durée totale du contrat : deux ans renouvelable. Les candidatures et un curriculum vitae détaillé doivent être adressées au Service de Recrutement, Bureau E-643, O.N.U.D.I., Centre International de Vienne, Boîte postale 300, A-1400 VIENNE, AUTRICHE.

Le Monde
CADRES

ORSTOM

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

L'ORSTOM ouvre des concours en vue du recrutement de

17 Chargés de recherche de 2^e classe

(hommes et femmes) pour participer à ses programmes de recherche réalisés hors du territoire métropolitain

Les postes ouverts sont répartis dans les disciplines suivantes :

COMMISSION SCIENTIFIQUE N° 1 : GÉOLOGIE - GÉOPHYSIQUE

- 1 spécialiste de l'étude du glissement des plaques tectoniques,
- 1 géologue spécialiste des bassins sédimentaires,
- 1 géologue spécialiste des sources et risques sismiques

COMMISSION SCIENTIFIQUE N° 2 : HYDROLOGIE - PÉDOLOGIE

- 1 hydrologue modélisateur (mathématiques, statistiques, informatique),
- 1 pédologue hydrodynamicien pour l'étude de l'érosion et de la conservation des sols,
- 1 pédologue géoscientiste pour l'analyse structurale des couvertures pédo-pédologiques et l'étude du fonctionnement des sols.

COMMISSION SCIENTIFIQUE N° 3 : HYDROBIOLOGIE - OCÉANOGRAPHIE

- 1 biomériste des pêches.

COMMISSION SCIENTIFIQUE N° 4 : SCIENCES DU MONDE VÉGÉTAL

- 1 phyto-écologiste des zones arides ou semi-arides,
- 1 physiologiste végétal formé aux techniques de biotechnologie in vitro,
- 1 agro-météorologiste pour l'étude des transferts d'eau dans le système sol/plante/atmosphère à l'échelle du couvert végétal,
- 1 phyto-écologiste des systèmes agro-forestiers,
- 1 spécialiste en génétique quantitative, de formation agronomique,
- 1 spécialiste en biopesticides,
- 1 agronome généraliste, spécialisé en élaboration des rendements.

COMMISSION SCIENTIFIQUE N° 5 : SCIENCES BIOLOGIQUES APPLIQUÉES À L'HOMME

- 1 biologiste moléculaire destiné à effectuer des recherches dans le domaine des protozoaires pathogènes

COMMISSION SCIENTIFIQUE N° 7 : SCIENCES DE L'INGÉNIEUR

- 1 biochimiste, expérimenté en hématologie.

Peuvent être admis à concourir pour l'accès au grade de chargé de recherche de 2^e classe les candidats titulaires au 31 mai 1989 :

- d'un doctorat d'Etat,
- d'une thèse de troisième cycle,
- d'une nouvelle thèse,
- d'un diplôme de docteur ingénieur,
- d'un diplôme d'études et de recherche en sciences océanographiques,
- d'un diplôme d'études et de recherche en biologie humaine,
- d'un titre universitaire étranger ou justifiant de titres ou travaux scientifiques jugés équivalents à un doctorat d'Etat ou de troisième cycle ou à un diplôme de docteur ingénieur par la commission scientifique de l'ORSTOM.

LA DATE DE CLÔTURE DES INSCRIPTIONS EST FIXÉE AU 22 MAI 1989

Les dossiers de candidature peuvent être retirés à partir du 3 avril 1989 auprès du bureau des concours ORSTOM, 213, rue La Fayette, 75480 Paris Cedex 10 et devront être déposés ou envoyés, le cachet de la poste faisant foi, au plus tard le 16 mai 1989.



International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

Candidates should have Advanced University Degree in Economics or equivalent with some international publications, 10-15 years experience including senior positions at international level in field of policy and economic analysis and planning. Complete fluency in English and capacity to draft succinctly and clearly in that language. Competence in Arabic, French or Spanish an asset.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 36,000 to US\$ 46,000. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system from US\$ 15,000 to US\$ 18,000.

Initial contract two years.
Send applications by 21 June 1989 in duplicate to:

Personnel Division - IFAD
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

International Fund for Agricultural Development,
IFAD (United Nations) Rome (Italy)
seeks candidates for Senior Economist position to:

- assist in periodic reviews of IFAD's Lending Policies and criteria, guidelines, standards and indicators;
- assist preparation of periodic Programming Framework for IFAD's Lending Programme;
- study policy issues relevant to IFAD's mandate;
- review policy issues related to IFAD-financed projects;
- prepare statements for various UN/other meetings;
- assist in planning, preparing and coordinating IFAD's Annual Reports;
- undertake project and country-related data base analysis and analytical work in connection with periodical replenishment of IFAD's resources and financial framework.

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt
RUE STE-ANNE
RARE
BEAU 3 P. 1 300 000
Calme, soleil, 3^e ét., b. int., 17^e S. Ent., sél., salon, chbr., cuis., w.c., w.-c. 45-04-35-35.

HALLES
LUXE 2 P. P. 300 000
Beau 2 p. 300 000 F. 45-28-99-04.
Trans Opéra 45-28-99-04.

4^e arrdt
QUAI-DE-BORSE
Imm. ancien, beau studio, ref. neufr, à saisir, 550 000 F.
Trans Opéra 45-28-99-04.

5^e arrdt
ST-MEDARD
sans vis-à-vis, P. de T.
3 p. 250 000 F. 45-35-32-00.

JUSSIEU
2 P. 300 000 F. 45-28-99-04.
Trans Opéra 45-28-99-04.

VAL-DE-GRACE (7^e)
P. de T. 1^{er} ét. rue et cour.
3 p. 250 000 F. 45-35-32-00.

RUE ST-JACQUES
RARE SUPERBE MAISON
INDÉPEND. 5/7 JARDIN
170 m². Env. 7 200 000 F.
Trans Opéra 45-28-99-04.

MAUBERT
Grand 2 p. 150 m².
3 400 000 F. 45-28-99-04.

R. DE BABYLONE 4 chbrs
de serv., à rénover, 50 m².
1 150 000 F. 45-28-99-04.

MONTMARTRE-STANISLAS
Beau 2 p. 300 000 F. 45-28-99-04.
Trans Opéra 45-28-99-04.

VUE SUR MONTMARTRE
Imm. ancien, 3 p., w.c., w.-c.,
à rénover, 1 150 000 F. 45-28-99-04.

PORT-ROYAL 45-28-99-04.
3 p. 250 000 F. 45-35-32-00.

6^e arrdt
N. DES CHAMPS Imm.
de T. 1^{er} ét., w.c., w.-c.,
à rénover, 1 150 000 F. 45-28-99-04.

PORT-ROYAL 45-28-99-04.
3 p. 250 000 F. 45-35-32-00.

LUXEMBOURG
2 p. 250 000 F. 45-28-99-04.
Trans Opéra 45-28-99-04.

8^e arrdt
MESSINE 52 m².
3 p. 250 000 F. 45-28-99-04.

JACQUES DE MONCAN
45-63-17-63.

9^e arrdt
RUE SAINTE-ANNE
RARE
BEAU 3 P. 1 300 000
Calme, soleil, 3^e ét., b. int., 17^e S. Ent., sél., salon, chbr., cuis., w.c., w.-c. 45-04-35-35.

HALLES
LUXE 2 P. P. 300 000
Beau 2 p. 300 000 F. 45-28-99-04.
Trans Opéra 45-28-99-04.

4^e arrdt
QUAI-DE-BORSE
Imm. ancien, beau studio, ref. neufr, à saisir, 550 000 F.
Trans Opéra 45-28-99-04.

5^e arrdt
ST-MEDARD
sans vis-à-vis, P. de T.
3 p. 250 000 F. 45-35-32-00.

JUSSIEU
2 P. 300 000 F. 45-28-99-04.
Trans Opéra 45-28-99-04.

VAL-DE-GRACE (7^e)
P. de T. 1^{er} ét. rue et cour.
3 p. 250 000 F. 45-35-32-00.

RUE ST-JACQUES
RARE SUPERBE MAISON
INDÉPEND. 5/7 JARDIN
170 m². Env. 7 200 000 F.
Trans Opéra 45-28-99-04.

appartements ventes

11^e arrdt
PLACE REPUBLICAINE
STUDIO, cuis., w.-c., a.-d.-b.,
ref. neufr, 2 p. 250 000 F. 45-28-99-04.

12^e arrdt
PRÈS M^e PORT-DORÉE
Beau 2 p. 300 000 F. 45-28-99-04.
Trans Opéra 45-28-99-04.

13^e arrdt
REUILLY-DIDEROT A saisir
superbe studio, b. int., 17^e S. Ent., sél., salon, chbr., cuis., w.c., w.-c. 45-04-35-35.

14^e arrdt
MAUBERT
Grand 2 p. 150 m².
3 400 000 F. 45-28-99-04.

15^e arrdt
VAL-DE-GRACE (7^e)
P. de T. 1^{er} ét. rue et cour.
3 p. 250 000 F. 45-35-32-00.

16^e arrdt
RUE ST-JACQUES
RARE SUPERBE MAISON
INDÉPEND. 5/7 JARDIN
170 m². Env. 7 200 000 F.
Trans Opéra 45-28-99-04.

17^e arrdt
MAUBERT
Grand 2 p. 150 m².
3 400 000 F. 45-28-99-04.

18^e arrdt
R. DE BABYLONE 4 chbrs
de serv., à rénover, 50 m².
1 150 000 F. 45-28-99-04.

19^e arrdt
MONTMARTRE-STANISLAS
Beau 2 p. 300 000 F. 45-28-99-04.
Trans Opéra 45-28-99-04.

20^e arrdt
VUE SUR MONTMARTRE
Imm. ancien, 3 p., w.c., w.-c.,
à rénover, 1 150 000 F. 45-28-99-04.

21^e arrdt
PORT-ROYAL 45-28-99-04.
3 p. 250 000 F. 45-35-32-00.

22^e arrdt
6^e arrdt
N. DES CHAMPS Imm.
de T. 1^{er} ét., w.c., w.-c.,
à rénover, 1 150 000 F. 45-28-99-04.

23^e arrdt
PORT-ROYAL 45-28-99-04.
3 p. 250 000 F. 45-35-32-00.

24^e arrdt
LUXEMBOURG
2 p. 250 000 F. 45-28-99-04.
Trans Opéra 45-28-99-04.

25^e arrdt
8^e arrdt
MESSINE 52 m².
3 p. 250 000 F. 45-28-99-04.

26^e arrdt
JACQUES DE MONCAN
45-63-17-63.

27^e arrdt
9^e arrdt
RUE SAINTE-ANNE
RARE
BEAU 3 P. 1 300 000
Calme, soleil, 3^e ét., b. int., 17^e S. Ent., sél., salon, chbr., cuis., w.c., w.-c. 45-04-35-35.

28^e arrdt
HALLES
LUXE 2 P. P. 300 000
Beau 2 p. 300 000 F. 45-28-99-04.
Trans Opéra 45-28-99-04.

29^e arrdt
4^e arrdt
QUAI-DE-BORSE
Imm. ancien, beau studio, ref. neufr, à saisir, 550 000 F.
Trans Opéra 45-28-99-04.

30^e arrdt
5^e arrdt
ST-MEDARD
sans vis-à-vis, P. de T.
3 p. 250 000 F. 45-35-32-00.

31^e arrdt
JUSSIEU
2 P. 300 000 F. 45-28-99-04.
Trans Opéra 45-28-99-04.

32^e arrdt
VAL-DE-GRACE (7^e)
P. de T. 1^{er} ét. rue et cour.
3 p. 250 000 F. 45-35-32-00.

33^e arrdt
RUE ST-JACQUES
RARE SUPERBE MAISON
INDÉPEND. 5/7 JARDIN
170 m². Env. 7 200 000 F.
Trans Opéra 45-28-99-04.

34^e arrdt
MAUBERT
Grand 2 p. 150 m².
3 400 000 F. 45-28-99-04.

appartements ventes

16^e arrdt
AV. P. DOUMER MEME
100 m² de gr. rdc, 2 p. 250 000 F. 45-28-99-04.

17^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

18^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

19^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

20^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

21^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

22^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

23^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

24^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

25^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

26^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

27^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

28^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

29^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

30^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

31^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

32^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

33^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

34^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

35^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

36^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

37^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

38^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

39^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

appartements ventes

16^e arrdt
AV. P. DOUMER MEME
100 m² de gr. rdc, 2 p. 250 000 F. 45-28-99-04.

17^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

18^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

19^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

20^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

21^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

22^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

23^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

24^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

25^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

26^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

27^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

28^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

29^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

30^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

31^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

32^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

33^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

34^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

35^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

36^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

37^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

38^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

39^e arrdt
BOULEVARD MONTMARTRE
A saisir 3^e ét., 2 p., coin
cuis., cuis., w.-c., w.-c. 45-04-35-35.

maisons individuelles

PR. ANDRÉSY (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

VILLENNES-SEINE (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

TRIEL-SEINE (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

PR. ST-GERMAIN (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

SEPTUILL (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

POISSY (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

ORGEVAL ENV. (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

CONFLANS GARE (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

CONFLANS-STE-HON. (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

CONFLANS-STE-HON. (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

CHARENTON-LEZ-V. (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

CHARENTON-LEZ-V. (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

CHARENTON-LEZ-V. (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

CHARENTON-LEZ-V. (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

CHARENTON-LEZ-V. (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-63.

CHARENTON-LEZ-V. (78)
Sous. maison, 100 m².
45-63-17-6

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 11 mai 1989 21

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent donc

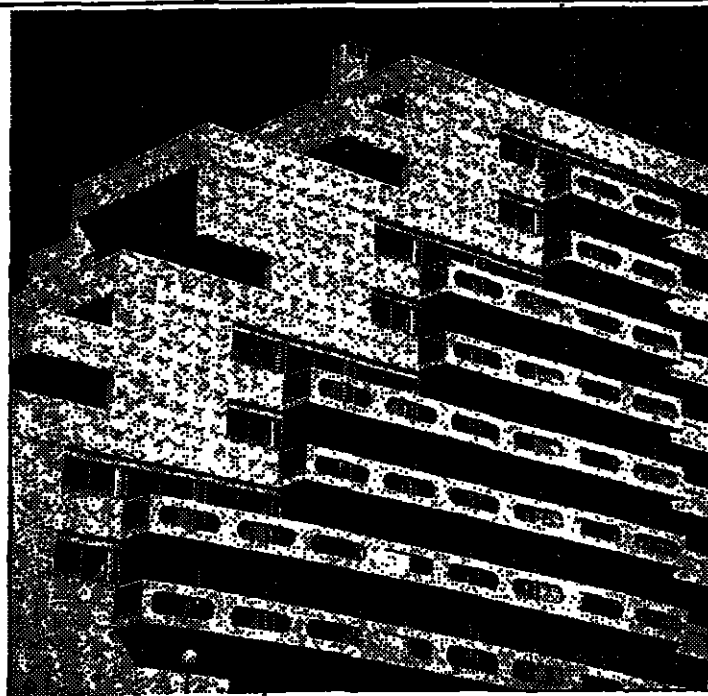
aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre *le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE		
2^e ARRONDISSEMENT			27, avenue Kléber			3 pièces		
4 pièces	84, rue Tiquetonne	7.500	71 m ² , 5 ^e étage	CIGIMO 48-24-50-00	+ 840	70 m ²	Masey	3.388
83 m ² , 7 ^e étage	SAGGEL* 47-42-44-44	+ 528	4 pièces	146, rue de la Pompe	10.900		Avenue Nationale	+ 795
3^e ARRONDISSEMENT			108 m ² , 4 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 680	Studio		
2 pièces, part.	7 bis, rue St-Gilles	6.034	3 pièces	135, av. de Versailles	5.850	31 m ² , 4 ^e étage	Bois-Colombes	2.250
62 m ² , 5 ^e étage	COFIMEG 43-21-63-21	+ 622	78 m ² , 1 ^{er} étage	SAGGEL* 47-42-44-44	+ 900		11/17, r. du Gal-Lacour	
4^e ARRONDISSEMENT			Studio	48, rue Raffet	2.600	2 pièces	Boulogne	3.400
2 pièces, part.	43/45, rue V.-du-Temple	6.250	30 m ² , 7 ^e étage	SAGGEL* 47-42-44-44	+ 553	54 m ² , 5 ^e étage	3 bis, av. J.-B.-Clément	+ 675
65 m ² , 1 ^{er} étage	CIGIMO 48-24-50-00	+ 620	2 pièces	10, passage des Eaux	3.950		SAGGEL* 47-42-44-44	
8^e ARRONDISSEMENT			53 m ² , 5 ^e étage	SAGGEL* 47-42-44-44	+ 1.225	2 pièces	Courbevoie	3.800
2 pièces	30, rue de Constantinople	4.400	2 pièces	80/82, rue Lafontaine	3.100	54 m ² , 9 ^e étage	2, av. du Parc	+ 310
50 m ² , 4 ^e étage	CIGIMO 48-24-50-00	+ 650	36 m ² , 5 ^e étage	SAGGEL* 47-42-44-44	+ 615		AGF 42-44-00-44	
Studio	153, bd Hausmann	2.830	3/4 pièces	5/10, rue Mirabeau	9.300	3 pièces, part.	Neuilly	6.900
25 m ² , r.-de-ch.	AGF 42-44-00-44	+ 110	103 m ² , 2 ^e étage	SAGGEL* 47-42-44-44	+ 1.882	75 m ² , 3 ^e étage	223, av. Ch.-de-Gaulle	+ 1.160
11^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT				Neuilly	
2 pièces, meublé	74, rue Amiot	4.760	3 pièces	11, rue Rébeval	5.279	44 m ² , 2 ^e étage	47/49, rue Parnot	4.235
45 m ² , 6 ^e étage	HOME PLAZZA 47-00-80-00	CC/SEM	68 m ² , 5 ^e étage	SGI/CNP 42-41-59-35			AGF 42-44-00-44	+ 530
Studio, meublé	74, rue Amiot	2.380	20^e ARRONDISSEMENT			2/3 pièces		
28 m ² , r.-de-ch.	HOME PLAZZA 47-00-80-00	CC/SEM	3 pièces	7, rue Saint-Blaise	4.060	68 m ² , 6 ^e étage	Neuilly	4.760
Studio, meublé	74, rue Amiot	2.375	65 m ² , 2 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 910		161, bd Bineau	+ 1.620
36 m ² , r.-de-ch.	HOME PLAZZA 47-00-80-00	CC/SEM	3 pièces	19, rue des Belkars	5.795	2 pièces	Neuilly	2.800
12^e ARRONDISSEMENT			78 m ² , 4 ^e étage	SGI/CNP 43-67-05-36		40 m ² , 5 ^e étage	165, bd Bineau	+ 710
3 pièces	18 bis, bd de la Bastille	7.020	78 - YVELINES			3/4 pièces	Neuilly	8.680
84 m ² , 12 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 980	2 pièces	Saint-Germain-en-Laye	4.650	124 m ² , 2 ^e étage	165, bd Bineau	+ 2.239
13^e ARRONDISSEMENT			62 m ² , 1 ^{er} étage	42 bis, rue des Ursulines	+ 630	3 pièces	Puteaux	4.200
3 pièces	15, rue de Rungis	5.167	5 pièces	AGF 42-44-00-44		73 m ² , 8 ^e étage	14, square L.-Blum	+ 1.190
71 m ² , r.-de-ch.	SGI/CNP 45-65-45-82		119 m ² , 1 ^{er} étage	Versailles	6.660		AGF 42-44-00-44	
3 pièces	10, r. des Filles-d'Anier	5.105		20/22, promenade Mone-Lisa	+ 1.370	4 pièces	Puteaux	4.950
83 m ² , 5 ^e étage	SGI/CNP 45-65-84-35		3 pièces, part.	Versailles	4.900	82 m ² , 2 ^e étage	1, rue Volta	+ 740
14^e ARRONDISSEMENT			103 m ² , box	1 à 13, av. du Gal-Ponting	+ 1.357	2 pièces	Suresnes	3.600
3 pièces	47, rue Froidevaux	4.800		COFIMEG 43-21-63-21		53 m ² , 5 ^e étage	16/22, rue S.-de-Rothschild	+ 800
65 m ² , 1 ^{er} étage	AGF 42-44-00-44	+ 730	3/4/5 pièces	Viroflay	à partir de		AGF 42-44-00-44	
15^e ARRONDISSEMENT			neufs, part.	2, rue Joseph-Bertrand	6.240	Studio	Suresnes	2.300
3/4 pièces, part.	85/89, bd Pasteur	7.150	91 - ESSONNE			28 m ² , 8 ^e étage	16, rue S.-de-Rothschild	+ 430
80 m ²	COFIMEG 43-21-63-21	+ 1.510	6 pièces, maison	Gif-sur-Yvette	8.600	3 pièces	Vanves	4.700
4/5 pièces	21, rue Balard	7.700	156 m ² , jardin	Le Parc, av. du Gal-Lacour	+ 400	78 m ² , 1 ^{er} étage	4, rue Rabatel	+ 1.105
105 m ² , 1 ^{er} étage	SAGGEL* 47-42-44-44	+ 998		COFIMEG 68-28-15-32			SAGGEL* 47-42-44-44	
3 pièces	21, rue Balard	6.300						
67 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL* 47-42-44-44	+ 790						
4 pièces	11, rue E.-Roger	6.800						
97 m ² , 1 ^{er} étage	SAGGEL* 47-42-44-44	+ 1.471						

* Cet appartement, comme tous ceux proposés par cette société, fait l'objet d'une description complète accessible à tout moment sur minitel (3615 code LOCAT).



Dans cette grande réalisation, à l'entrée du quartier de la Défense, côté pont de Neuilly, certains appartements jouissent d'une vue exceptionnelle sur la Seine. SAGGEL VENDÔME, 39, BOULEVARD MALESHERBES, 75008 PARIS

UAP Saggel Vendôme : un duo performant

Le parc immobilier de l'UAP compte certainement parmi les plus importants de ceux possédés par les investisseurs institutionnels.

Il faut dire que cette compagnie d'assurances s'est toujours attachée à développer cette activité et qu'elle s'est dotée de moyens performants. C'est ce qui lui permet, aujourd'hui, de regarder l'avenir avec confiance. En 1973, elle crée une filiale, la Saggel Vendôme, dont elle détient 92,75 % du capital. Sa vocation est d'être le commercialisateur exclusif des logements et locaux d'entreprises du département immobilier de l'UAP. Elle gère également une partie du patrimoine immobilier, essentiellement en couronne parisienne et en province (elle est représentée à Lyon).

Le patrimoine de l'UAP, qui se situe à près de 80 % en région parisienne, se répartit entre 26 000 logements (appartements et maisons) et 770 000 m² de locaux d'entreprises (bureaux, entrepôts, boutiques).

En 1988, ses investissements immobiliers se sont élevés à 2,5 milliards de francs qui se sont

majoritairement portés sur l'immobilier d'entreprise, ce qui lui a permis de mieux équilibrer son patrimoine.

Parmi ses acquisitions au cours de cet exercice, on peut citer : la tour Voltaire (35 000 m²) et la tour Crédit Lyonnais (24 000 m²) à la Défense, une partie du siège Renault (17 000 m²), 1/3 du siège d'Antenne 2, des immeubles à Marne-la-Vallée (9 000 m²), Bercy (12 600 m²), Issy-les-Moulineaux (1 800 m²), Vélizy et Marseille. Au total 118 000 m² de bureaux.

Dans le domaine du logement, l'UAP a largement diversifié ses actions et ses investissements, particulièrement depuis 1978. L'ouverture s'est d'abord opérée vers la maison individuelle (56 % en province, 44 % à Paris) et aujourd'hui dans « l'immobilier de loisirs ». Associée à la Caisse des dépôts et consignations, elle a investi en montagne : Val d'Isère, Méribel, Avoriaz, L'Alpe d'Huez et tout récemment La Plagne. En bord de mer, à La Grande-Motte, Hyères et Saint-Tropez. Les for-

mules les plus récentes ou les plus modernes ne sont pas oubliées, la résidence Orion de la Défense, une expérience de résidence de services à Neuilly (Harmonie) et des appartements meublés haut de gamme pour courts séjours d'hommes d'affaires en dessus de la Galerie du Claridge à Paris. En dehors de Paris et de Lyon, la gestion des biens immobiliers de l'UAP, répartis sur l'ensemble du territoire, est souvent confiée à des administrateurs locaux pour mieux « coller au terrain ».

La Saggel Vendôme qui, pour sa part, gère 11 500 appartements a réalisé, en 1988, un chiffre d'affaires de 100 millions de francs d'acquisitions avec un quitasement de l'ordre de 1,2 milliard de francs (effectif 200 personnes). Pour améliorer son efficacité, elle est en train de créer un service central au 39, bd Malesherbes où on enregistre déjà de six cents à huit cents appels quotidiens. Le département transaction en immobilier d'entreprise l'y rejoindra dès la fin du mois de mai.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE :



Économie

SOMMAIRE

■ Jadis surtout préoccupé de l'accueil des Espagnols en France, l'Office national de l'immigration s'intéresse maintenant à l'installation des Français en Espagne (lire ci-dessous).

■ Le prix moyen du logement ancien à Paris a doublé en cinq ans (lire page 23).

■ La plus grande OPA jamais réalisée outre-Manche (37,5 milliards de francs) est sur le point d'aboutir : Minorco pourrait prendre le contrôle du groupe minier anglais Consolidated Goldfields (lire page 26).

■ Une banque libanaise à Paris, l'UBC, dépose son bilan (lire page 26).

La reconversion de l'Office national d'immigration

Des Français à la conquête de l'Espagne

MADRID
de notre envoyé spécial

Il ne s'agit pas de prendre la succession des chevaliers béarnais qui au douzième siècle, avec Alphonse le Batailleur, envahirent Saragosse aux Arabes, ni celle des barons qui quatre-vingt-quatre ans plus tard participèrent à la croisade et à la victoire de Las Navas de Tolosa. Mais c'est une petite « Reconquête » que veut engager l'Office des migrations internationales (OMI) en faisant campagne pour accroître le nombre de Français en Espagne. L'ouverture d'un bureau de l'OMI à Madrid, pour aider ceux qui veulent s'installer outre-Pyrénées, la recherche d'emplois et de nouvelles formes de collaboration avec les autorités et les entreprises locales : tout cela correspond à la volonté des pouvoirs publics de renforcer la présence française à l'étranger par l'expatriation comme par l'exportation.

C'est la première illustration de la reconversion par l'OMI, en attendant l'ouverture de bureaux en Amérique du Nord, puis en Amérique du Sud et du Centre, dans le Sud-Est asiatique et l'Afrique francophone, comme dans d'autres pays de la CEE (Italie, Pays-Bas, Grande-Bretagne et RFA).

L'ex-Office national d'immigration a servi à encadrer, sinon à organiser, les grandes vagues de migrants venues, dans les années 50 et 60, d'Italie, puis de la péninsule ibérique et du Maghreb, de Turquie enfin. Après l'arrêt de l'immigration, à partir de 1974, il a aidé 65 000 personnes à repartir. Mais, depuis son changement de nom en 1987, il doit revenir à sa vocation première, inscrite dans ses statuts de 1945. Reconversion progressive : aujourd'hui, l'immigration forme encore le plus gros de ses activités, puisque l'OMI suit non seulement les entrées régulières d'étrangers en France, réduites à 60 000 par an, mais aussi, les regroupements familiaux (20 000 personnes par an).

Singulier retournement en tout cas dans les relations avec l'Espagne : au cours des années 50 et 60, celle-ci a fourni l'un des plus gros contingents d'immigrants en France, et l'on compte encore chez nous

350 000 Espagnols (20 % des actuels expatriés d'outre-Pyrénées), malgré les nombreuses naturalisations (145 000 entre 1970 et 1986, alors que 3 000 Français seulement ont pris la nationalité espagnole depuis 1960). Chaque année encore, 50 000

ans) ne cesse de se renforcer. En 1987, la France figurait au quatrième rang des investisseurs en Espagne ; deux cents entreprises nouvelles se sont installées l'an dernier. Et les chaînes françaises n'ont pas moins de treize projets d'hyper-

La France a longtemps été terre d'accueil pour beaucoup d'Espagnols. Aujourd'hui les pouvoirs publics veulent encourager l'expatriation des Français vers la péninsule ibérique.

semaines viennent passer plusieurs semaines en France, essentiellement pour les vendanges, mais leur nombre diminue sans cesse, avec la mécanisation des exploitations et les difficultés rencontrées par les employeurs, comme avec le développement économique de l'Espagne.

Au septième rang

Mais évidemment la présence française en Espagne n'est pas au même niveau. Avec 57 000 personnes, dont 27 000 ayant la double nationalité, la communauté française de l'Espagne n'est que la quatrième derrière les Britanniques, les Allemands (installés, il est vrai pour des durées plus brèves) et les Portugais. Elle n'arrive qu'au septième rang de l'expatriation française loin des côtes d'Allemagne fédérale (200 000), et même des États-Unis (122 000), de Belgique (115 000) ou du Canada (107 000).

Or elle ne correspond pas non plus à l'importance des échanges franco-espagnols et des positions économiques françaises. La France est le premier partenaire commercial de l'Espagne (premier client, deuxième fournisseur), qui elle-même est son sixième client. Surtout, l'on compte 1 200 entreprises françaises en Espagne, chiffre record. Entreprises de toutes tailles, de l'entrepreneur individuel à Renault (dont la filiale, la FASA, possède des usines à Valencia et Valladolid) et aux grandes chaînes d'hypermarchés Carrefour, Continente, Auchan (« *El campo* ») ici détiennent 70 % du commerce concentré. Cette installation ancienne (les « grands » sont souvent là depuis vingt ou trente

ans) ne cesse de se renforcer. En 1987, la France figurait au quatrième rang des investisseurs en Espagne ; deux cents entreprises nouvelles se sont installées l'an dernier. Et les chaînes françaises n'ont pas moins de treize projets d'hyper-

Marchés d'ici à 1992 dans la seule région de Barcelone... Mais, lorsque l'on s'implante pas par rachat d'une entreprise locale, les sociétés françaises cherchent plutôt à « hispaniser », à recruter au maximum leur personnel sur place, pour être mieux admises. « Elles n'aiment pas trop qu'on leur dise de recruter des Français », reconnaît M. Maurice Morla, directeur de la Chambre de commerce en Espagne. Professeur et commerçant en Espagne de l'Association démocratique des Français à l'étranger, M. Morla n'a réussi qu'après de multiples démarches, à enseigner les langues dans deux sociétés espagnoles. « Quant aux entreprises espagnoles, elles restent très fermées ».

Malgré les insuffisances criantes de la formation professionnelle en Espagne, on trouve en effet sur place la main-d'œuvre nécessaire, à quelques catégories près, techniciens supérieurs ou ingénieurs spécialisés dans certains domaines, par exemple : « Je ne trouve pas d'ingénieur de haut niveau ayant une formation pointue en électro-mécanique », déplore ainsi M. Roland Gobli, PDG de GOSAG une société spécialisée de quarante-huit salariés. Mais c'est plutôt l'exception.

Priorité aux nationaux

Aussi est-ce plutôt en créant une petite entreprise ou comme professeur libéral que l'on s'installe en Espagne. Non sans difficultés parfois : « Il n'y a pas de problème pour les médecins, mais il y en a pour les dentistes », note M. Morla. En ra-

son du chômage élevé et de l'évolution des migrations (voir encadré) les autorités espagnoles ont adopté une politique restrictive : « Nous accordons une priorité absolue à nos nationaux et aux étrangers déjà présents en Espagne », dit sans ambages M. Raimundo Aragon Bombin, directeur général de l'Institut espagnol d'émigration qui, comme l'OMI, s'occupe à la fois de l'émigration et de l'immigration. « Pour les professions où la demande est forte comme les guides de tourisme, les enseignants de langues étrangères, les salariés du spectacle, nous souhaitons établir des quotas », ajoute-t-il.

Ces restrictions valent encore pour les citoyens du Marché commun jusqu'au 1^{er} janvier 1993. Aussi la délégation madrilène de l'OMI utilise-t-elle ses bonnes relations avec les autorités espagnoles pour informer les candidats à l'installation sur les formalités administratives et parfois éliminer les obstacles : ainsi a-t-elle pu en 1988 régulariser la situation des dix-sept Français qui s'étaient adressés à elle après s'être vu refuser un permis de travail.

Mais dans la perspective du « marché unique », qui intéresse beaucoup d'entreprises, notamment du Sud-Ouest, l'OMI veut aller au-delà de ces aides ponctuelles, comme de la recherche et de la publication d'offres d'emplois pour les Français — une perspective qui rend peu, explique M. Jean Gomez, délégué de l'OMI en Espagne. La délégation cherche à établir des formes nouvelles de collaboration avec les collectivités, en utilisant les jumelages de villes, les rencontres sportives ou les échanges scolaires.

Ainsi a-t-elle intéressé une quinzaine de villes de part et d'autre des Pyrénées à des échanges d'information ou à des formations communes, par exemple, pour la commercialisation de vins (entre le Rioja et le Bordelais) ou l'hôtellerie, ou à l'usage de jeunes chômeurs disposés à s'expatrier.

Surtout, elle veut contribuer à mettre sur pied des stages en Espagne dans le cadre de formations spécifiques (traducteurs scientifiques pour l'université de Pau, secrétaires bilingues pour le lycée de Saint-Jean-de-Luz, agents commerciaux pour celui de Bayonne) : un accord de 1992 permet, en effet, des emplois de trois à dix-huit mois en Espagne. Ces séjours ne peuvent être prolongés immédiatement, mais c'est une façon de se préparer à une expatriation ultérieure, une façon aussi de préparer l'échéance de 1993.

GUY HERZLICH.

La fin de l'émigration

L'Espagne est devenue comme presque tous les autres États de la CEE un pays d'immigration et non plus d'émigration, comme elle le fut longtemps. Cette émigration remonte à la fin du dix-neuvième siècle ; elle s'est d'abord dirigée vers les pays hispanophones d'Amérique latine, atteignant 150 000 personnes par an dans les premières décennies du vingtième siècle. La deuxième vague, après la deuxième guerre mondiale, a conduit jusqu'à 100 000 personnes par an, dans les années 60 vers les pays européens, surtout la France, l'Allemagne et la Suisse.

Aussi, en dépit des nombreuses naturalisations, en particulier en France, compte-on encore 170 000 Espagnols à l'étranger, plus que de Français expatriés, les communautés les plus importantes étant justement celles de France et d'Argentine (plus de 350 000 personnes), reflétant cette double histoire.

Le flux est retombé à 17 000 personnes en 1987 (dont les deux tiers vers la Suisse, et le reste presque exclusivement vers l'Europe) pour plus de 10 000 retours, provenant pour l'essentiel du trio France, RFA et Suisse.

« Aujourd'hui, les retours dépassent même légèrement les départs », estime M. Raimundo Aragon Bombin, directeur général de l'Institut espagnol d'émigration (IEE), rattaché au ministère du travail.

Autre signe du changement : les déplacements de travailleurs saisonniers à l'intérieur de l'Espagne comme à l'extérieur — suivis aussi par l'IEE — diminuent régulièrement. L'Andalousie et la Galice, qui ont alimenté les com-

munités d'expatriés, ne fournissent plus leurs contingents de migrants malgré le chômage rural dans un cas, la crise d'industries traditionnelles comme les chantiers navals dans l'autre. « Vivre et travailler au pays » ne se dit pas qu'en français ou en occitan...

Avec les retours et les étrangers qui viennent s'installer en Espagne, le flux total d'entrées a même dépassé 45 000 personnes en 1987 et 1988, selon l'IEE. Officiellement, on compte 400 000 étrangers en Espagne, en majorité Européens (Britanniques, Allemands, Français ou Portugais) pour 39 millions d'habitants. On est loin des pourcentages atteints en Suisse (14 %) ou même en France ou en RFA (7 % environ).

Participer à la vie politique

Cependant, selon une étude de l'Institut catholique Caritas, il faut y ajouter 300 000 clandestins, des Latino-Américains, des Marocains et surtout des Portugais. L'étude, il est vrai, est contestée à l'IEE. Moins sur le chiffre global que sur le détail et le mode de calcul. « Nous sommes soumis à une pression croissante d'expatriés d'Amérique latine, et plus encore de la rive sud de la Méditerranée, reconnaît-on. Un problème dont la collectivité n'est pas vraiment consciente ».

Pourtant, certains s'inquiètent d'un recours possible aux travailleurs portugais comme moyen de faire pression sur les salaires. Et la concentration de Marocains dans certaines agglomérations commence à entraîner des réactions de xénophobie qui préoccupent les syndicats, affirme

M. Angel Campos, secrétaire des Commissions ouvrières. Celles-ci refusent cependant toute position restrictive à l'égard de l'immigration — « compte tenu de la baisse de la natalité » — et reprochent au gouvernement d'avoir durci son attitude depuis 1985. Car, face au chômage, l'État espagnol, comme la plupart de ses voisins, protège ses travailleurs. Seuls les Latino-Américains peuvent échapper à la sévérité officielle en matière de permis de travail parce qu'ils peuvent assez facilement obtenir la nationalité espagnole.

Toutefois, il n'y a pas de discrimination une fois qu'on est admis : « Le principe de nationalité par le sang n'est plus d'actualité pour le renouvellement du permis de travail », souligne M. Bombin, et, au quatrième renouvellement, l'étranger obtient un permis à durée indéfinie comme les citoyens des pays de la Communauté européenne.

De plus, les responsables espagnols sont favorables à une certaine participation des étrangers à la vie politique : « Nous avons toujours considéré que les immigrés devaient pouvoir participer à certaines élections : les européennes pour les résidents de la CEE, et les municipales ; il est en effet frustrant de voter dans un pays où l'on ne réside pas et de n'avoir pas de part aux décisions dans la commune même où l'on réside », dit M. Bombin. La Constitution espagnole permet cette participation, sur la base de la résidence ; déjà, les Espagnols peuvent voter aux élections municipales en Irlande, aux Pays-Bas et dans les cantons suisses du Jura et de Neuchâtel. « Il faut continuer en allant progressivement », affirme M. Bombin.

G. H.

BILLET

La conjoncture reste bonne en France mais il y a les prix...

Si les prix n'ont pas une fâcheuse tendance à augmenter plus vite, le tableau économique de la France apparaît excellent en ce printemps 1989. La production et les investissements augmentent, des emplois nouveaux sont créés — même si beaucoup relèvent de l'indemnité — le déficit du commerce extérieur se stabilise, régresse même peut-être.

Mais il y a les prix... Dans une note de conjoncture datée du 10 mai, l'INSEE souligne que, depuis maintenant près d'un an, le glissement des prix de détail est devenu moins négatif qu'il ne l'était d'un point de point par mois. C'est beaucoup. En mars 1988, la hausse annuelle était en France de 2,4 % ; en mars 1989, elle est passée à 3,4 %. On peut se réjouir en se disant que l'étranger connaît les mêmes tendances. En RFA, la hausse était de 1 % il y a un an ; elle était de 2,7 % en mars dernier et de 3 % en avril. En Grande-Bretagne, elle est passée de 3,5 % à 7,9 % et de 2,5 % à 4,3 % en moyenne chez nos six principaux partenaires.

Même si les chiffres prouvent que la France s'en tire plutôt mieux — ce n'est pas tout — que ses concurrents, la situation n'est de ce point de vue pas rassurante et l'INSEE a raison de souligner que « l'augmentation internationale de la France est marquée par une poussée inflationniste, accompagnée d'une hausse des taux d'intérêt ».

Le lait et viande

Passons sur la hausse des prix du pétrole qui a atteint 50 % pour le brut de la mer du Nord entre novembre 1988 et le 20 avril 1989 ; passons aussi sur la hausse des prix des matières premières industrielles (+ 60 % en devise depuis le début de 1987). Ces prix nominaux sont connus et partagés par tous les pays industrialisés.

Restent les facteurs d'inflation propres à chaque pays. En France, la hausse des prix alimentaires s'est sensiblement accélérée au premier trimestre : + 5 % en rythme annuel contre + 1,6 % au premier semestre de 1988. Soulignons que les prix de la viande augmentent rapidement. L'INSEE note dans un deuxièmisme que « les effets retardés, sur l'indice, des abattements décidés à la suite des mesures d'application des quotas laitiers ont

des conséquences ». Or en termes moins gentils, ces choses-là pourrissent des bêtes : en abattant des quantités de bêtes pour limiter les excédents laitiers, on a peut-être un peu oublié que les mêmes bêtes produisent — aussi — de la viande. Une viande qui manque maintenant. Toujours est-il que les fortes hausses enregistrées sur l'alimentation vont perdurer.

Quant aux salaires — qui, eux aussi, pleurent sur les prix — l'INSEE relève des hausses un peu plus fortes. Bien d'ailleurs tout de même : le taux de salaires hebdomadaires augmentant de 2,1 % en moyenne annuelle, ce qui est un rythme annuel d'un peu plus de 4 %.

Tout compte fait, estime l'INSEE, la hausse des prix de détail pourrait atteindre 2 % au premier semestre (1 % pour chaque trimestre) dont un quart de point serait imputable à la hausse des coûts de l'énergie. Mais la prévision de l'Institut pourrait être démentie par le chiffre d'avril qui échoit à lui tout seul de représenter 0,8 %.

Reste... le reste, qui est plus favorable. En dehors de la poursuite de la croissance du produit intérieur brut et des investissements, en dehors des nombreuses créations d'emplois qui les accompagnent, l'INSEE se montre plus optimiste sur un point essentiel : le déficit du commerce extérieur. Soulignant la forte croissance des exportations (+ 10 % au premier trimestre), l'Institut estime que les importations vont se tasser un peu avec le ralentissement progressif de la croissance. Au premier semestre le déficit du commerce extérieur pourrait donc être compris entre 10 milliards et 15 milliards de francs. Ce serait moins qu'au second semestre 1988 et moins qu'en ce qui précède au début d'année.

Si la France finit à quelque 20 milliards ou 25 milliards de francs son déficit commercial en 1989, un grand danger sera évité : celui d'un dérapage de nos échanges extérieurs. Il n'y a pas à long terme, les experts d'une grande banque française prévoient un déficit de 60 milliards de francs de la balance commerciale.

Et juger indigne d'un plan d'austérité... ALAIN VERNHOLE.

La mort de Jean Carrière ancien président de la Lyonnaise de banque

Un homme loyal, ouvert et chaleureux : tel était, pour ses proches et tous ceux qui l'ont connu, Jean Carrière décédé le dimanche 7 mai à l'âge de soixante-quatre ans (nos dernières éditions du 10 mai).

Ancien élève de l'ENA, administrateur civil au ministère de l'économie et des finances, il avait commencé sa carrière comme attaché financier au Liban, puis à Washington et à New-York. Comme directeur de l'Office européen de la Banque mondiale à Paris, entre 1972 et 1978, il s'était fait apprécier de tous

ses interlocuteurs. Nommé ensuite directeur général, puis PDG de SEITA, Jean Carrière avait préparé la transformation de cet organisme en société nationale, nomme qui avait soulevé l'hostilité des partis de gauche. M. Carrière, logique avec lui-même, présente en mai 1981 sa démission au gouvernement socialiste qui, toutefois, le nomma comme successeur de M. Gilles Brac de la Perrière à la présidence de la société Lyonnaise de banque, nationalisée en février 1982.

A ce poste fort délicat pour un non-Lyonnais, il avait effectué un parcours « sans faute » emportant l'estime de tous. S'abstenant de tout parachutage au sein de son établissement, il s'était attaché à lui assurer toute la continuité souhaitable. Il avait grandement contribué, par ailleurs, à développer le mécénat de sa banque, dans le domaine musical essentiellement. Inculpé dans l'affaire dite des fausses factures de Lyon qui n'est pas de suite, il avait plaidé ouvertement auprès des autorités judiciaires le droit pour une banque régionale d'aider, sans distinction, les partis à s'exprimer, cela en l'absence d'un mode de financement officiel suffisant. Médiation par M. Ballardur à son poste lyonnais, il le quitta en 1987 pour entrer dans la petite banque Eurofin de son ami de longue date, M. Georges Flascoff. M. Michel Noir, nouveau maire de Lyon, lui a rendu un hommage appuyé, évoquant sa courtoisie, son ouverture, son efficacité et son savoir-faire, et la perte pour la ville d'un « homme remarquable et d'un ami ».

A la demande du préfet de la région Rhône-Alpes et du président du conseil régional de l'époque — Charles Béraudier — il avait animé, de juillet 1987 à novembre 1988, une commission composée de dix-sept personnalités régionales chargées de réfléchir sur « les principales enjeux de la région » pour les années 1995-2000. Ces travaux ont été publiés à la fin de l'année 1988 et avaient provoqué beaucoup de réactions positives.

F. R.

Offre fantastique
NEUBAUER
Votre **205 GTI**
en livraison immédiate
avec l'intérieur en CUIR
sans supplément de prix



Plus vite,
moins cher!

NEUBAUER
PEUGEOT

227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

LOGEMENT

Le prix moyen

En cinq ans, le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris, selon les chiffres que publie le « Moniteur des Travaux », a plus que doublé. Le chiffre est de 14 000 F en 1984 et de 28 000 F en 1989.

Les chiffres de l'INSEE confirment la hausse. Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Le prix moyen de mètre carré de logement ancien à Paris est passé de 14 000 F en 1984 à 28 000 F en 1989. La hausse est de 100 % en cinq ans.

Économie

LOGEMENT

Le prix moyen des appartements parisiens a doublé en cinq ans

En cinq ans, le prix moyen du mètre carré de logement vendu à Paris, selon les chiffres que publie la Chambre des notaires, a plus que doublé en francs constants. En francs constants, l'augmentation est de 68,5 %.

Les prix des logements s'envolent à Paris : ce n'est pas une nouveauté. L'accélération est devenue plus forte encore au cours de l'année 1988. L'indice Chambre des notaires-INSEE (base 100 en 1983) s'établit à 206, en progression de 25,56 % par rapport à 1987, ce qui est la plus forte croissance enregistrée depuis 1980.

Ce sont les appartements de deux et cinq pièces qui ont le plus augmenté : + 31 % pour les deux pièces et + 38 % pour les cinq pièces.

Le prix moyen sur l'ensemble de la capitale cache forcément des disparités selon les arrondissements. Une chose est certaine : aucun arrondissement n'a un prix moyen au mètre carré inférieur à 10 000 F.

En tête, le 16^e arrondissement, avec un prix moyen de 26 000 F, suivi du 8^e, avec 25 690 F, et du 7^e, avec 25 630 F. Cinq arrondissements en dessous de 12 000 F : le 11^e (11 760 F), le 20^e (11 330 F), le 18^e (11 170 F), le 10^e (10 900 F) et le 19^e (10 820 F).

A l'extérieur même de chaque arrondissement, selon l'état de l'immeuble, le confort, l'exposition,

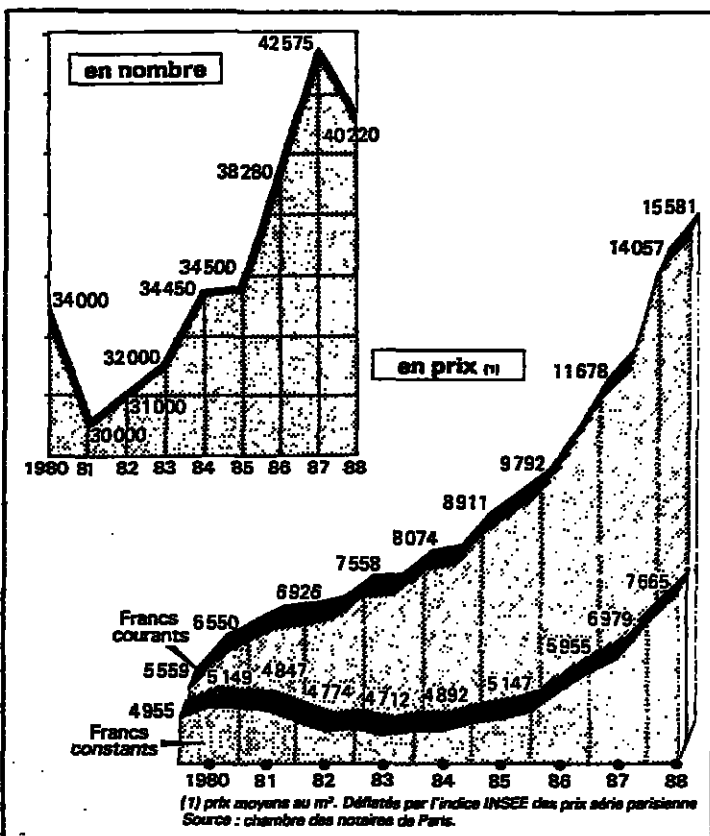
les prix des transactions interviennent variant très largement. Dans le 16^e, même si plus de la moitié des ventes ont été faites à plus de 20 000 F le mètre carré, une sur vingt a été passée à moins de 10 000 F le mètre carré. De la même façon, dans le 19^e, même si plus des trois quarts des ventes ont été réalisées à moins de 12 000 F du mètre carré, près de 10 % d'entre elles ont coûté entre 14 000 F et 25 000 F.

D'ailleurs, en nombre de mutations — et cela redresse un peu l'image de la flambée des prix — 54,5 % des ventes l'ont été entre 8 000 F et 16 000 F du mètre carré.

Plus des deux tiers des transactions réalisées concernent des chambres et studios (33,7 %) et les deux pièces (35,7 %). Quant au marché des cinq pièces, il se rétrécit de plus en plus : le parc parisien de logements compte près de 8 % de « grands » appartements ; leur place dans les transactions, qui était de 5,9 % en 1982, n'est plus que de 4,5 % en 1988.

Le nombre total des transactions a baissé en 1988, de 5,5 % par rapport à 1987 : un léger tassement explicable après l'embellissement du marché en 1986 et 1987.

La contagion à la hausse se fait sentir dans les départements de la « petite couronne » : 12 913 F le mètre carré en moyenne dans les Hauts-de-Seine, 8 770 F dans le Val-de-Marne et 6 139 F dans la



Seine-Saint-Denis, avec des variations d'une commune à l'autre. De 8 165 F à Clichy, 13 645 F à Saint-Cloud, jusqu'à 21 631 F à Neuilly, toutes trois dans les Hauts-de-Seine ; de 6 972 F à Champigny-sur-Marne, à 13 113 F à Nogent-sur-Marne, dans le Val-de-Marne ; de 5 209 F à Saint-Denis, jusqu'à 6 996 F à Montreuil, en Seine-Saint-Denis.

JOSÉE DOYÈRE.

ETRANGER

« Filière maman » ou « filière carrière »

(Suite de la première page.)

Parce que, dit-elle, beaucoup d'entre elles, après avoir eu un enfant, reviennent tardivement ou pas du tout dans l'entreprise, ou bien leurs préoccupations familiales les empêchent d'accomplir leur travail avec l'énergie et l'enthousiasme requis. Les compagnies perdent ainsi leur investissement dans la formation de cette catégorie de managers.

Un certain nombre de directeurs d'entreprise ont félicité M^{me} Schwartz pour avoir eu le courage d'exprimer tout haut ce qu'ils pensent tout bas. Mais des groupes féministes et d'autres organisations ont vivement critiqué M^{me} Schwartz, estimant que la « filière maman » est une conception discriminatoire et archaïque. « une formule tragique », a déclaré M^{me} Schroeder, députée du Colorado, renforçant l'idée qu'une femme ne peut pas avoir à la fois une carrière et une famille.

« L'idée de diviser les femmes en deux groupes tout en ignorant complètement la diversité de la communauté des travailleurs mâles est simplement horrible », écrit la directrice d'une organisation de recherche familiale. Et pourquoi pas une « filière papa », suggère une autre, en soulignant que les pères ont, aujourd'hui, les mêmes préoccupations que les mères concernant l'éducation, la santé, les distractions de leurs enfants.

Beaucoup, enfin, reprochent à M^{me} Schwartz de ne pas avoir apporté de preuves suffisantes à l'appui de ses affirmations. Plus de 80 % des femmes retournent dans leur entreprise après leur congé de maternité, disent-ils. Et elles ajoutent : « Pourquoi les femmes de carrière devraient-elles payer leur pro-

motion d'un renoncement à la maternité, alors que leurs collègues mâles n'ont pas à faire ce sacrifice ? Pourquoi, enfin, une femme devrait être condamnée à végéter dans l'équipe seconde, alors que la mise au monde et l'éducation des enfants ne représentent qu'une phase limitée de leur existence ? »

En fait, beaucoup d'entreprises américaines assurent déjà à leurs collaborateurs, pères ou mères de famille, des avantages sous la forme de crèches, d'horaires assouplis, de travail à temps partiel, etc. M^{me} Schwartz estime avoir été mal comprise. Elle se propose maintenant de convaincre les chefs d'entreprise de ménager également leurs employés mâles. Mais, surtout, elle veut leur rappeler que l'évolution démographique les obligera à employer de plus en plus de femmes. On prévoit en effet que, dans la prochaine décennie, les femmes représenteront près des deux tiers du total de la main-d'œuvre.

« Les entreprises ont donc intérêt à embaucher des femmes dans les deux « filières » et à les ménager. Une femme obligée de revenir au travail six semaines après son accouchement est une femme handicapée », estime M^{me} Schwartz, en ajoutant que les données démographiques et leurs formations professionnelles ont donné aux femmes les moyens de ne pas se comporter en hommes et de renoncer à la maternité. Quant aux entreprises — elles ont tout à gagner à faire bénéficier leur haut personnel féminin de divers avantages. Elles pourront garder les femmes temporairement dans l'équipe seconde » pour les transférer ultérieurement dans l'équipe première.

HENRI PIERRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



UNIGESTION S.A., Genève

(bilan consolidé)
Total du bilan : FS 437 millions
Fonds propres : FS 206 millions (+ 48 %)
Bénéfice d'exploitation : FS 18,6 millions (+ 11 %)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires d'UNIGESTION S.A. s'est tenue le 19 avril 1989 à Genève. A cette occasion, M. Bernard Sabrier, administrateur délégué, a souligné combien 1988 avait représenté une étape essentielle dans le développement de la société. En effet :

1. Le 2 mai 1988, UNIGESTION a acquis d'Irving Trust, New-York, pour 546 000 000 FS, 28,7 % du capital de la BSI — Banca della Svizzera Italiana, ancienne banque suisse créée. Soucieuse de conforter sa majorité au sein de la BSI, UNIGESTION a créé Uni-Tower Holding, dont le siège est à Genève. Le groupe Park Tower Realty Corp., New-York (George Klein), a apporté à cette holding le paquet d'actions de la BSI qu'il détenait. Actionnaire majoritaire dans Uni-Tower Holding, UNIGESTION assume désormais le contrôle de la banque suisse.
2. En décembre 1988, le capital a été porté de 75 000 000 FS à 94 000 000 FS par l'émission de 38 000 actions au porteur « B » nouvelles de 500 FS nominal chacune, en deux tranches constituées par une première tranche de 13 500 actions avec droit de souscription des anciens actionnaires puis une seconde de 24 500 actions, à l'exclusion du droit de souscription des anciens actionnaires, réservée à un placement auprès d'investisseurs institutionnels et privés désireux de participer à long terme au développement des affaires de la société.

Cette opération a rapporté 59 200 000 FS aux fonds propres, portant le total de ceux-ci à 205 913 000 FS au 31 décembre 1988.

3. UNIGESTION s'est renforcée par l'entrée au conseil d'administration de :
M. Marc-André Chargéard,
ancien administrateur délégué de la SGS,
Société générale de surveillance, Genève.
Docteur Werner Schick,
ancien directeur de la SBS, Bâle,
et ancien président de la direction générale de la Banque LEU,
Zurich.

et par :

- a) La constitution d'une équipe de « Market Making » sur les produits obligataires en francs suisses ;
- b) La formation d'un groupe de cambistes capables de définir des stratégies sur les options sur devises et taux d'intérêt et de traiter l'ensemble de ces produits ;
- c) Le développement de nouveaux produits de recherche et de gestion.

4. En janvier 1989, le transfert de son siège social au 2, rue de Jergonnet, en regroupant l'ensemble de ses activités sous un même toit, permet de satisfaire désormais à une implantation rationnelle et aux besoins de son expansion.

Pour l'exercice 1988, le bénéfice d'exploitation consolidé d'UNIGESTION s'élève à 19 607 000 F contre 17 619 000 F, en accroissement de 11,3 %.

Le compte de pertes et profits a été fortement influencé par le bénéfice exceptionnel réalisé lors de la cession de notre immeuble du 13, rue Ballot et par l'amortissement de la totalité des charges résultant des frais d'installation de nos nouveaux locaux sis au 2 rue de Jergonnet.

Après ces opérations, le bénéfice net consolidé d'UNIGESTION s'élève à 13 885 000 F contre 13 408 000 F en 1987, soit une augmentation de 3,6 %.

Hormis les revenus exceptionnels, les produits bruts sont inscrits en baisse de 12,2 % par rapport à 1987. Cependant, il est à noter que ces résultats ont été atteints dans un contexte particulièrement difficile pour la profession, suite au krach boursier d'octobre 1987 et à la baisse des volumes enregistrés sur les différents places au cours de l'année 1988. La société est convaincue d'avoir pris les dispositions nécessaires pour poursuivre son expansion en 1989. L'évolution des premiers trimestres 1989 confirme cette attente.

L'Assemblée générale a approuvé le rapport de gestion et les comptes 1988 et a déchargé la direction générale et le conseil d'administration. Après renouvellement des mandats de M^{me} Rami Oberson et Robert Penone pour une période de trois ans, le conseil d'administration se trouve composé de : Bernard Sabrier, président, docteur Werner Schick, vice-président, Rami Oberson, Marc-André Chargéard, Serge Fradloff, Jean-Claude Mollellin, Bernard Müller, Daniel Olchanski, Robert Penone et Paul Piguet.

Bernard Sabrier a tout enfin l'Assemblée informée des développements très positifs des relations avec la BSI et de la mise en œuvre par cette dernière d'une stratégie de développement à l'échelle nationale et internationale.

En ce qui concerne UNIGESTION proprement dite, la société se pense pas s'en tenir à ces acquis. Le rôle qu'elle souhaite assumer dans l'Europe de 1992 l'incite à une réflexion permanente sur la taille et les spécialités qu'un groupe financier, à bonne rentabilité devra présenter dans ce nouvel environnement. UNIGESTION espère que sa stratégie et des opportunités lui permettant de progresser dans cette voie.

PERSTORP : LA CHIMIE HORS DES SENTIERS BATTUS

A LA BOURSE DE PARIS LE 23 MAI 1989



La chimie n'est pas uniquement une industrie lourde.

Depuis quinze ans, nous avons fondé notre expansion sur un leadership dans des créateurs de marché qui nécessitent un savoir-faire hautement spécialisé et un esprit d'innovation permanent : revêtements, composants plastiques, produits chimiques spéciaux, produits pour l'industrie électronique comme les stratifiés techniques, biotechnologie...



Notre marché, c'est le monde.

Entreprise suédoise, 80 % de nos ventes et 50 % de notre production se font créateurs de marché de notre pays. La moitié de nos ventes concernent des produits qui nous placent, dans leur secteur, parmi les plus grandes sociétés du monde. En France, où nous sommes présents depuis 1970 et réalisons 10 % de nos ventes, nous disposons de 5 sociétés et de 4 usines.

Réussir est notre projet d'entreprise. Notre succès tient aussi à une gestion rigoureuse qui, dans le cadre d'une réelle décentralisation, fixe pour chaque société des objectifs financiers précis en termes de croissance des ventes (15 à 20 % par an), de profit, de rendement du capital et d'autofinancement. Résultat : une croissance exponentielle depuis 1975.

Notre futur est dans notre recherche.

A tous les niveaux de l'entreprise, des investissements importants sont réalisés en recherche et développement. Une de nos filiales, Pernovo, a pour tâche de préparer notre diversification et notre lancement dans de nouveaux secteurs : les activités que celle-ci a initiées représentent déjà plus de 20 % de nos ventes.

Leader dans des secteurs bien définis du marché, axé vers la recherche et le futur, connaissant une rapide expansion internationale, Perstorp, avec un CA pour la dernière année fiscale 1987/88 de 5 milliards de francs et une croissance annuelle de 21 % pendant cette même période, est devenu en quelques années une valeur de pointe de la chimie mondiale.

La note d'information qui a reçu le visa C08 n° 89-121 en date du 6 avril 1989 est à la disposition du public. Balo du 17 avril 1989.

Introduceurs :
BANQUE PARIBAS
ENSKILDA S.A.

Perstorp
LA CHIMIE CRÉATIVE

Marchés financiers

BOURSE DU 10 MAI

Cours relevé
à 14 h 49

[illegible]

Comptant (réaction)										SICAV (réaction)										9/5									
VALEURS		% du com.	% de coupon	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS		Emission	Frans incl.	Rachet net	VALEURS		Emission	Frans incl.	Rachet net			
Obligations										Étrangères										Horis-cote									
Exp. 5,00 % 77	120 10	8 487		C.I.C. (France) del.	218 20		1405	Wag.			1370	A.A.A.	889 40	876 02		France Obligat.	448 37	444 92 0	1980	120 76	177 22	Paribas Rente	120 76	177 22					
5,00 % 78/83	101 45	8 106		C.I. Méditerranée	880		103 30	Wag. del.				Aud.	227 50	221 01		France	461 30	447 86 0		883 82	177 22	Paribas	883 82	177 22					
10,25 % 79/84	100 70	7 338		Chenac del.	1880		143	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
12,50 % 80/85	104 40	7 338		C.I. Méditerranée	1186		427	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
14,25 % 82/80	104 68	8 159		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
16 % Jan 82	107 10	14 606		C.I. Méditerranée	2688		148 30	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
16,50 % 82/85	100 30	8 123		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
12,20 % oct. 83	118 40	5 140		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
11,25 % mai 85	112 65	2 261		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
10,25 % mai 86	108 33	1 888		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
ONT 12,75 % 85	2038			C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
ONT 10 % 2080	107 10	8 634		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
ONT 8,50 % 1987	107 10	4 014		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
ONT 8,50 % 1986	104 15	2 686		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
Q. France 3 %				C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	101 81	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39	Paribas	285 71	284 39					
CMB Rente Jan. 82	102 86	3 188		C.I. Méditerranée	345		127	Algerie U.S.A.				Action Paris	618 75	596 20		France Paris	101 98	98 83 0		285 71	284 39								

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SÉRIEUX	TÉLÉMATIQUE
3 La situation à Beyrouth. 4 M. Walesa repart au Conseil de l'Europe à Strasbourg. 5 La visite du chef de l'Etat guinéen en France. 6 Japon : M. Itô pressenti pour succéder à M. Take-shita.	8 Le débat parlementaire sur la réforme du code pénal. 9 Les dissensions au sein de l'opposition. 10 Le secteur public audiovisuel à l'Assemblée nationale. — Avant le procès des militants de l'ARC aux Antilles.	11 L'ouverture de nouveaux parcs d'attraction. 12 Trois greffes du foie en quarante-huit heures. — Mort du docteur Charles Brisset. — Trois nouveaux directeurs dans l'enseignement supérieur. — Sports.	15 Rock : Michele Schocck au Grand Rex. — Arts : vente record pour un Picasso. — Institut : M. Reagan à l'Académie des sciences morales et politiques. — COMMUNICATION.	22 Des Français à la conquête de l'Espagne. — La conjoncture reste bonne en France. 23 Le prix moyen des appartements parisiens a doublé en cinq ans. 25 La bataille boursière entre Minocci et Consigoli. 28-27 : Marchés financiers.	Abonnements Annonces classées 19 à 21 Campus 22 Carnet 23 Météorologie 24 Mots croisés 25 Radio-Télévision 26	● En direct de la Bourse de Paris... BOURSE ● L'après-midi : JOUR ● Tous les Jours du Monde... JEUX ● 3015 super LEMONDE ● Commencez vos livres et disques par minitel... LIVRES 3015 super LMI

M. Michel Rocard inaugure « Tuileries 89 »

La fête aux pieds des « Tours de la liberté »

La fête commence. Elle durera six mois. Mardi 9 mai, le premier ministre a inauguré la « Grande Fête des Tuileries 89 », une manifestation permanente ouverte au public le 10 mai jusqu'au 11 novembre (le Monde du 15 février et du 25 mars). Entouré de M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, et de son secrétaire d'Etat, M. Emile Biassini, de M. Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du Bicentenaire, et de M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, M. Michel Rocard s'est félicité de la création d'un ensemble qui offrira au visiteur « la possibilité de ce dialogue entre passé, présent et avenir ».

Un vrai plaisir. Sans jamais presser le pas, le premier ministre a visité « Tuileries 89 » comme s'il y prenait un vrai plaisir. On l'aurait dit pas mécontent de reprendre son souffle, de s'abandonner à l'escalade qui lui permettait une heure durant de se préoccuper plus d'évocation historique que de s'écarter à « créer un avenir à la hauteur de cette histoire ». On l'a donc vu indulgent : « Schématique ce court spectacle qui tranche la tête de Lavoirier ? Je passe mon temps à lutter contre le schématisme en politique, alors je peux le supporter ici pour des raisons esthétiques ».

Laisant tout à la fois ses souvenirs affleurer — l'année de création de l'Ecole normale supérieure, il ne l'avait pas oubliée — et ses connaissances s'affiner : « Ah bon, il est parti très peu de livres pendant l'année 1794 ».

Comme le vent ce lieu de mémoire. Six hectares du jardin de Le Nôtre entre Louvre et Concorde ont été aménagés pour accueillir spectacles, expositions et boutiques de souvenirs liés à la Révolution, à défaut d'être en soi révolutionnaires. A proximité du pavillon de

ITALIE : grève générale de quatre heures. — Les trois grandes centrales syndicales italiennes ont annoncé pour mercredi 10 mai une grève générale de quatre heures pour protester contre la politique de santé du gouvernement. La décision du gouvernement, pour combler le déficit de la sécurité sociale, d'instaurer des tickets de paiement par jour, certains médicaments et sur le prix de la journée d'hospitalité ont à l'origine de cette mobilisation syndicale.

Le président Khomeni à Pékin. — Le président iranien M. Ali Khomeni est arrivé, mardi 9 mai, à Pékin, pour une visite officielle de six jours en Chine, la première d'un chef d'Etat iranien depuis l'avènement de la révolution iranienne en 1979. La Chine est passée du quarantième au sixième rang des partenaires commerciaux de l'Iran depuis la révolution islamique. Elle a constamment démenti avoir vendu des armes à l'Iran, en dépit d'informations des experts occidentaux qui estiment le montant des fournitures militaires chinoises à 2,5 milliards de dollars pour la seule période allant de 1984 à 1987. — (AFP).

Après trois jours de grève

Les pompistes de Corse ont repris le travail

A.JACCIO de notre correspondant

La grève des pompistes insulaires n'aura finalement duré que trois jours, dont deux fériés, dimanche 7 et lundi 8 mai. Les représentants des deux syndicats départementaux avaient, mardi, symboliquement occupé les deux dépôts qui approvisionnent les stations, l'un à Ajaccio, l'autre à Lucciana, au sud de Bastia. Parallèlement, des négociations avaient été engagées avec les préfets, qui ont rapidement abouti.

Pour les pompistes, c'était « une affaire d'honneur ». Ils ne ment pas s'entendre sur les tarifs, mais, leur marge brute étant faible (25 centimes par litre), chacun était bien conscient que la concurrence ne pouvait pas leur jouer pleinement. Sur ce point, ils furent appelés, devant le conseil supérieur de la concurrence, à l'été 1988, soit actuellement environ 22 centimes.

Dans des communiqués conjointement diffusés mardi soir, les préfets leur ont « donné acte qu'ils appliquent bien les textes spécifiques ».

Dès lors, il n'y avait plus de raison

de prolonger un mouvement de grève qui, pendant trois jours, avait surtout pénalisé les touristes, et qui menaçait d'avoir de graves répercussions sur l'ensemble des activités professionnelles. La pression était d'ailleurs très forte pour l'organisation d'un véritable service minimum à défaut de la reprise totale.

Mais « lever l'incident », car les pompistes se refusent de passer pour des escrocs et des profiteurs, ne suffisait pas. C'est pourquoi il a été convenu que la table ronde Formation des prix et concurrence, que préside M. Pierre Soube, directeur général de l'INSEE, consacrerait une réunion spéciale, le 17 mai, au problème de la destination des détaxes, en présence des représentants des syndicats.

« La reprise rapide ne doit pas être interprétée comme une faiblesse, ont déclaré ces derniers, mais comme la preuve de leur volonté de voir au jour le jour le problème des carburants se régler en Corse, sans que cela se fasse au détriment de l'île ».

Nombreux sont, effectivement, ceux qui considèrent qu'il ne doit pas être bien difficile de déterminer où va le produit de ces détaxes, puisque les usagers n'en bénéficient pas plus que les pompistes.

PAUL SILVANI

Le développement du travail temporaire

M. Soisson annonce une « action politique de correction »

M. Jean-Pierre Soisson a profité d'une conférence de presse le 9 mai pour fixer un nouvel objectif à sa lutte contre « la sélectivité accrue du marché du travail ». Prenant argument de la croissance irrésistible de l'intérim et des contrats à durée déterminée, encore constatée en 1988, il a affirmé que « la réaction des pouvoirs publics est souhaitable et aura lieu ».

Visiblement satisfait de la manière dont a été accueilli son projet de loi sur la prévention des licenciements économiques adopté en conseil des ministres le 3 mai, et qui consacre la prise de conscience de tous les partenaires sociaux sur le sort réservé aux salariés les plus âgés (le Monde du 4 mai), le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle veut rééditer sa méthode. Au cours des précédentes consultations, les syndicats et le patronat ont déjà été sondés sur le sujet et n'en ont pas contesté l'importance.

« Chacun s'accorde à reconnaître », a dit le ministre, que l'augmentation de l'intérim et des contrats à durée déterminée

« accuse les caractéristiques » du marché du travail. « En tout état de cause », a-t-il poursuivi, « il est entrainé une action politique de correction ». « Je ne retiens pas les bras ballants », a-t-il encore ajouté, sans pour autant préciser quelles mesures il serait amené à prendre, mais doute après l'été : « Nous allons étudier l'œuvre d'un dossier ».

Plusieurs chiffres expliquent l'inquiétude du ministre du travail. Le nombre de contrats d'intérim, correspondant à 5464200 missions en 1988, s'est accru de 36,5% en un an, après 29,8% en 1987 et 19,4% en 1986. Les contrats à durée déterminée, en augmentation de 12,6% en un an, ont représenté 67,3% des embauches dans les établissements de plus de cinquante salariés en 1988, après 65% en 1987 et 63,6% en 1986. Ces formules d'emploi, qui ont accompagné les premiers temps de la reprise, sont devenues d'un usage courant. Ici et là, des affaires comme celles de l'usine Citroën d'Aulnay ou de la grève de la COMATEC ont mis en lumière des possibilités de dérapage.

Ne pas casser une dynamique

L'intention serait désormais de limiter cette évolution « en pourcentage » sans pour autant casser la dynamique d'emploi, dont on sait maintenant qu'elle a été « très sélective », favorisant les jeunes et les hommes de moins de quarante-cinq ans au détriment des autres. « Il s'agit de mieux protéger tous ceux que la reprise économique laisse sur le bord de la route du progrès », a indiqué M. Soisson.

Déjà, une circulaire avait été publiée en décembre dernier qui enjoignait aux inspecteurs du travail de faire diligence sur les dossiers de travail temporaire. A l'époque, le ministère du travail ne cachait pas que cette première disposition pourrait être suivie d'autres initiatives, en cas de besoin (le Monde du 27 décembre 1988).

La profession de l'intérim ne s'était pas réellement offensée de cette mise en garde, qui avait pourtant provoqué une chute des actions pour les sociétés cotées en Bourse. Ses responsables redoutaient, eux aussi, les effets d'un emballement capable de faire réapparaître de vieilles dérives. Quelques mois plus tard, M. Soisson reprend le chantier. La circulaire, malgré ses succès discrets, n'a pas suffi à calmer le jeu.

ALAIN LEBEAUE.

Le numéro du « Monde » daté 10 mai 1989 a été tiré à 541 512 exemplaires

A B C E F G H

Sur le vif

Trop trognon !

Vous allez voter, vous, aux élections ? Moi, non, certainement pas. Pas question d'envoyer des députés faire les mariages à Strasbourg ou à Bruxelles quand je vois la façon dont se comportent les députés au Palais-Bourbon. Je vois, façon de parler, parce que, précisément, je les vois pas. Normalement, ils sont jamais là. C'était complètement surréaliste, hier, à la télé, ce débat sur la télé précisément. Djack s'est pointé avec Tasse, il lui a tenu compagnie cinq minutes, et puis il l'a planté là. Seule, comme un clou dans l'hémicycle. Discourant, tapant du poing, haranguant des bancs et des pupitres qui sont restés de bois devant ses arguments.

Vous me direz, faut pas pousser, il y a quand même deux-trois mecs qui traînaient par là. Ils étaient d'une commission ou de chez le coiffeur, ils allaient dicter du courrier ou boire un verre à la buvette, et ils ont passé la tête histoire de lui dire ce qu'ils en pensaient, de ses propositions à la con. Mais bon, comme ils sont venus en coup de vent, on les a pas vus à l'écran.

Remarque, moi, je les comprends. Pourquoi voudriez-vous qu'ils perdent leur temps à discuter de projets de loi, à les combattre ou à les amender, puisque de toute façon, merci de Gaulle,

leur avis on s'en fout. Surtout qu'il y en a quelques-uns qui raillent le nez, qui se gargarisent, qui menacent le premier ministre, pour qu'il sorte son 489, et le bouge sur les rétroviseurs. D'autres, les mêmes ! On ne bouge plus, on se meurt.

Le Parlement, dans ce pays, c'est pour la forme. On le met en vitrine entre un bonnet phrygien et une guillotine, ça le fait bien, surtout là, pendant l'année du Bicentenaire, mais si vous entrez dans le magasin on vous dira qu'on en manque, en France, du législatif. C'est complètement passé de mode. Nos voisins y tiennent énormément. Chez les Américains, c'est la folie, il y en a que pour lui. Mais bon, ici, personne en demande. La seule chose qui marche encore à peu près — voyez le succès du « Bébête-show », c'est l'exécutif.

Au fond, on les aime bien, nos princes. Moi, pour rien au monde, je n'aurais le bulletin de cour le soir au journal télévisé. Vous avez vu, hier, l'épisode du déjeuner à Madelon ? Génial, non ! Mon Rocky reconnaissant, très prince, court, tra en retard, sa Majesté hier sur le peron. Et son sourire extasié quand l'autre lui a serré la culotte. Il était trop trognon !

CLAUDE SARRAUTE

● Václav Havel invité au Festival de Cannes. — M. Jack Lang, ministre de la culture, a invité officiellement, mardi 9 mai, le dramaturge tchèque Václav Havel, incarcéré dans son pays, à l'ouverture officielle du Festival de Cannes le 11 mai. Václav Havel purge huit mois de prison pour avoir participé à un

rassemblement interdit à la mémoire de Jan Palach. — (AFP).

● L'accusation de l'assassinat de la révolution, se déroulant à Cannes, le 13 mai, la Journée des droits de l'homme autour du thème « Chêne et liberté, chaine et droite de l'homme ». Le Monde publie ce jour-là un numéro spécial de 16 pages, vendu 25 F, consacré à ce sujet.

Humour mordant à fleur de cœur.

Claude Sarraute

Maman coq

Roman, 79 F.

Flammarion



هكذا من الأدب

ARTS - SPECTACLES

Supplément au n° 13 774. Ne peut être vendu séparément

SPECIAL CANNES



Mickey Rourke, révélations à Assise

Page 5



Nostalgie des écrans magiques

Page 2



Les divines changent de bobine

Pages 6 et 7



Une profession remise à flot

Pages 10 et 11

POUR LA PREMIÈRE FOIS LA VERSION INTÉGRALE DU CHEF D'ŒUVRE AUX 7 OSCARS.

LAWRENCE D'ARABIE

10 MAI: PRÉ-OUVERTURE DU FESTIVAL DE CANNES 1989

17 MAI: SORTIE A PARIS EN 70 MM. DOLBY STÉRÉO SR.

ITALIE-NOSTALGIE

« SPLENDOR », D'ETTORE SCOLA, ET « CINEMA PARADISO », DE GIUSEPPE TORNATORE

Frères de lumière



Deux petits garçons dans la cabine du Paradiso...

Les petites salles meurent mais le cinéma vit...

Ettore Scola, le grand aîné, et Giuseppe Tornatore, le cadet doué, dressent le même constat plein d'espérance et de mélancolie.

SPLENDOR et Paradiso... Splendeur familière de la salle de cinéma où l'on a pleuré et ri, où l'on a resquillé et grandi, où l'on a reçu ou donné son premier baiser tout barbouillé de la douceur vanillée d'un bâtonnet glacé. Paradis intime que ce cinéma des écoles buissonnières, des bruyants samedis soirs, des vacances pluvieuses, des solitudes effaçées par deux heures trop courtes dans une nuit ensorcelée d'images.

Splendor et Paradiso sont les noms, tendrement ironiques et paradoxaux, de deux salles de cinéma dont on va connaître à Cannes l'histoire pleine de sourires et de larmes, d'enthousiasme et de désillusions, finalement pleine d'espérance. La sélection officielle accueille en effet deux films frères, ou plutôt deux films dont l'un serait le père et l'autre pourrait être le fils, signés Ettore Scola, cinquante-huit ans, et Giuseppe Tornatore, trente-trois ans. Deux films qui traitent exactement du même sujet : la vie et la mort d'un petit cinéma provincial.

Il ne faut pas craindre de s'apercevoir de cette rencontre, ni hésiter à s'en réjouir. Que le sujet soit, hélas ! actuel, à l'heure où les pays européens, la France comme les autres, perdent leurs écrans comme feuilles à l'automne (lire page 10), c'est évident. Moins évident, le paradoxe heureux qui se dégage de cette coïncidence : la crise du cinéma, et plus particulièrement la crise du cinéma italien, a engendré dans le même temps deux œuvres chaleureuses et fortes où la cabine de projection devient un lieu sacré et menacé, l'épicentre des rêves. Il serait vain de les comparer, stérile de les confronter. Il est seulement émouvant de constater la concordance d'idées entre un grand aîné et un cadet doué. Scola et Tornatore, sans se connaître, sans se parler, ont communiqué dans la même passion et les mêmes regrets, dans la même

nostalgie de ce qui fut et qui risque de n'être bientôt plus.

Ettore Scola rappelle : « Dans une fable de Vittorio de Sica et Cesare Zavattini, Miracle à Milan, il y a une scène où l'on voit un groupe de clochards assister, émerveillés, au seul spectacle qu'ils peuvent se payer : le soleil qui se couche sur le grand écran du ciel. Cette image, tous les soirs répétée, aide ces malheureux que la vie a tant maltraités à oublier les rigueurs de l'hiver, à réclamer avec plus de fermeté leur droit à posséder un tricot de laine. Pour tous, le cinéma était ce coucher de soleil. Et il est en train de se coucher pour toujours. »

Le Splendor est une jolie salle avec un plafond qui s'ouvre dès que les nuits sont tièdes. Nous suivrons son destin de 1936 à aujourd'hui. Son destin et celui de son propriétaire, Jordan (Marcello Mastroianni), de son projectionniste (Massimo Troisi) qui vit ses guerres, ses amours par procuration, à travers les films qu'il projette, et de sa caissière, Chantal, l'ex-dansreuse française, toujours si belle (Marina Vlady). « Tu vois, disait Scola pendant le tournage de Splendor (le Monde du 25 août 1988), je fais encore et encore le même film... Cinquante ans de la vie de quelques hommes, et l'histoire tout autour, qui passe... »

Pas seulement l'Histoire, le cinéma aussi. Des films fascistes du début, dont Scipion l'Africain, de Carmine Gallone, aux Fraises sauvages, de Bergman, ou à la Nuit américaine, de Truffaut. On voit s'écouler les années parce que les films changent sur l'écran, les héros, eux, ne changent pas, ou si peu. Ils n'ont pas besoin d'être grîmés, perruqués de gris, pour nous faire comprendre que l'ineffable va se produire. Le public s'est fait rare, la télévision omnipotente. Le Splendor va fermer. Il a été vendu, les travaux commencent demain. Il deviendra un studio de télé.

Où, mais voilà, nous sommes au cinéma. Et lors de la dernière séance, tandis qu'on projette La vie est belle, tous les habitants de la petite ville ne vont-ils pas s'unir pour qu'un miracle, comme dans le film de Capra, se produise ? Cette superbe fin, d'une irrésistible mélancolie, nous entraînerait presque à croire aux miracles... Scola, pour sa part, a un peu de mal à y croire, en ce moment. Il déclare : « Dans Splendor,



... et dans celle du Splendor : l'apprentissage de la passion.

J'ai essayé de raconter le monde d'aujourd'hui qui, par contraste avec celui d'hier, plus compact, me paraît morcelé... Un exemple. Je viens de recevoir deux lettres, une de France et une autre des Etats-Unis. Dans la première on sollicite ma participation à un projet dont le promoteur est François Mitterrand : je devrais tourner quatre minutes sur la Révolution française. Dans la deuxième, l'américaine, on me demande de faire partie d'un projet concernant les metteurs en scène européens qui tous, comme moi, devraient réaliser un quart d'heure de cinéma sur leur pays respectif. Bref, de part et d'autre de l'Atlantique, les conditions de départ sont les mêmes : donnez-nous peu car nous avons peu d'attention à vous consacrer... »

« Splendor est presque un essai sur le sommeil de la raison qui ne produit que séries télévisées, indifférence, désengagement. Oui, Splendor parle de choses qui ferment, pas seulement les salles... »

LA SICILE AU CŒUR

Giuseppe Tornatore, avec Cinema Paradiso ne dit pas autre chose, même s'il le dit autrement. Ce jeune homme est né à Bagheria, province de Palerme, et il a la Sicile au cœur. Parmi ses premiers courts métrages pour la RAI : *Escrivains siciliens et cinémas*, *Verga*, *Pirandello*, *Brancati* et *Sciascia*. Avec les *Minorités ethniques en Sicile*, il obtient en 1982 le prix du meilleur documentaire au Festival de Salerne. Il participe au film *Cent Jours à Palerme*, avec Lino Ventura comme producteur, co-scénariste et réalisateur de la seconde équipe. En 1987, il tourne son premier long métrage, *Il Camorrista*, puis *Cinema Paradiso*. Où ça ? En Sicile. Dans son village natal...

C'est une histoire d'amour entre un petit garçon têtard et un projectionniste bourru (Philippe Noiret). Une histoire, Tornatore l'avoue sans peine, « d'inspiration autobiographique », et pour une grande moitié d'une intense drôlerie. Dans cette bourgade sicilienne, au début des années 50, le maître, après Dieu, du cinéma Paradiso, n'est pas vraiment le projectionniste Alfredo, mais bien le curé, censeur tout puissant qui veille au salut de ses ouailles, et exige que soit expurgée de tous les films, chefs-d'œuvre ou pas, la moindre étreinte. Jean Gabin s'approche de Jacqueline Laurent dans *Le jour se lève* ? Coupé. Ingrid Bergman tend ses lèvres à Humphrey Bogart dans *Casablanca* ? Coupé.

Et Salvatore, dit Toto, écarquille ses yeux noirs comme des cerises. Toto est là, fureteur, insupportable, ébloui. Toto a six ans, il veut récupérer les morceaux de pellicule condamnés, il veut passer ses jours et ses nuits dans la cabine de projection.

On le chasse, il revient. On l'expulse, il s'incrute. Rien ni personne ne peut l'empêcher de respirer au rythme romanesque du projecteur. Alfredo finira par céder, le cinéma les unira pour toujours.

En trente ans, le Paradiso connaît beaucoup d'heures et de malheurs, tout comme ses spectateurs. Il brûlera et Alfredo avec, ou presque. Il sera rebâti, triomphant, déserté, abandonné, fermé et enfin démoli... Lorsque Salvatore, devenu un cinéaste d'aujourd'hui, célèbre mais dépressif, retournera au village pour l'enterrement d'Alfredo, il recevra en héritage une boîte en fer, rouillée. Et lorsque, dans sa salle de projection privée ultramoderne, il regardera les images légendées par son vieil ami, il retrouvera, les larmes aux yeux, et les nôtres avec, tous les baisers autrefois comptés, tous les baisers volés, plus grands que nature et inoubliés. Tornatore se montre là relativement plus optimiste que Scola, ne comptant pas sur une intervention providentielle et aléatoire pour sauver le cinéma, mais sur le cinéma lui-même. Tant qu'il y aura des baisers...

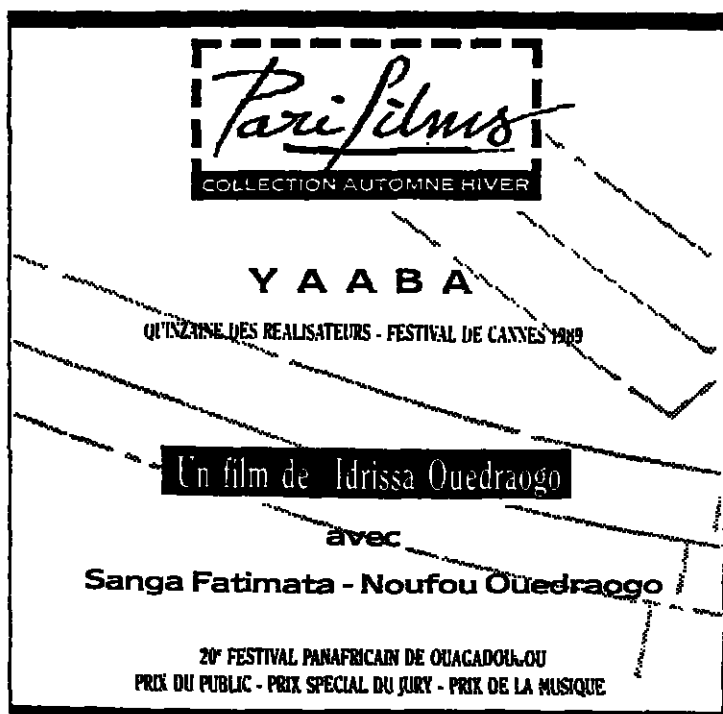
Giuseppe Tornatore est très heureux d'aller à Cannes : « C'est pour moi une surprise émouvante dans la mesure où la critique italienne a été plutôt féroce avec mon Paradiso. On m'a trouvé présomptueux : comment, ce blanc-bec se mêle d'exalter le passé ? Un journaliste a même écrit : « De quel droit Tornatore se prend-il pour Ossie Welles ? » Je ne me prends pas pour Welles, et ma nostalgie est, je crois, honnête, pas réactionnaire. »

« D'autre part, la Sicile que je montre est volontairement hors standard. J'ai voulu prouver qu'elle pouvait être terre de mythe et de poésie, pas forcément terre de violence et berceau de la Mafia... » Où a-t-il trouvé Salvatore Cascio, son extraordinaire petit garçon ? « Dans un village proche du lieu de tournage. Bien sûr, il n'était pas acteur et n'avait jamais vu un cinéma de sa vie. Mais il était sensible comme un négatif de film... »

Depuis *Cinema Paradiso*, Giuseppe Tornatore a écrit le scénario d'un nouveau long métrage, *Stanno tutti bene* (Tous heureux). Il précise que ce titre est « un peu ironique ». Quant à Ettore Scola, depuis *Splendor*, il a terminé *Que ora c'è ?* (Quelle heure est-il ?), à Civitavecchia, retrouvailles affectives entre un père et son fils (à nouveau Mastroianni et Troisi réunis), et se prépare à mettre en chantier son adaptation du *Capitaine Fracasse*, de Théophile Gautier.

A nous d'aller voir ces films, à nous de les aimer, à nous de faire en sorte que revivent partout un maximum de Splendor et de Paradiso pour tous.

DANIELE HEYMANN



سكناز الپاراديسو



(SELECTION OFFICIELLE CANNES 1989)

JÉSUS DE MONTRÉAL

UN FILM DE
DENYS ARCAND

MAX FILMS PRODUCTIONS - GERARD MITAL PRODUCTIONS - L'OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA - DENYS ARCAND "JESUS DE MONTREAL"
ROGER FRAPPIER - PIERRE GENDRON - LOTHAIRE BLUTEAU - CATHERINE WILKENING - JOHANNE-MARIE TREMBLAY - REMY GIRARD - ROBERT LEPAGE - GILLES PELLETIER - YVES JACQUES
BORIS BERGMAN - GUY DUFAUX - ISABELLE DEDIEU - FRANÇOIS SEGUIN - PATRICK ROUSSEAU - MARCEL POTHIER - YVES LAFERRIERE - LOUISE JOBIN
GERARD MITAL - JACQUES-ERIC STRAUSS - DORIS GIRARD - ROGER FRAPPIER - PIERRE GENDRON - DENYS ARCAND
Produit par le gouvernement du Québec, la Société générale des industries culturelles-Québec, la Société de radio-télévision du Québec.
SUPER-ÉCRAN (PREMIER CHOIX - TVEC INC.) pour le Canada et la SORICA SORIMERGIE - le MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION (C.M.C.) pour la France.

UGG

SSE

e, les
e et,
resse,
radio-
ucille
cintes
avail-
terna-
rocco-
York,
l'arti-
resse
la de
ation
jour-
ional
Jean
ays.
blier
ne le
e qui
e. Il
esta-
B et
e au
ber-
veur
s et
stré-
atre
e la
our-
tion
este
elle

can
ser-
que
des
-ce
ont
nts
lire
en

Ses
or-
so-
no-
us
ipe
il
ux
le
En
in
de
de

an

e
e
r
s
e
L
e
n
r
s
s

« JÉSUS DE MONTRÉAL », DE DENYS ARCAND

Après le scandale provoqué par la Dernière Tentation du Christ, de Scorsese, le nouveau film de Denys Arcand devrait être accueilli sereinement. Il est vrai que le personnage de Jésus n'est ici que le vecteur d'une méditation drolatique sur la condition des comédiens québécois.

« **U**NNE comédie grave. » Ainsi le cinéaste canadien Denys Arcand définit-il son Jésus de Montréal. C'est pendant la préparation du Déclin de l'Empire américain qu'Arcand découvre son prochain sujet... Tous les ans, il se soue à l'Oratoire du Mont-Royal une Passion du Christ. Le fil conducteur de cette plongée dans la vie des comédiens montréalais est le personnage, lyrique et tranquillement implacable, de Daniel, acteur et metteur en scène qui, à la demande du curé, modifie peu à peu le spectacle. Sa vie se rapproche alors de plus en plus de celle de Jésus. Jusqu'à une crucifixion à la fois symbolique et réelle, et même jusqu'à une forme de résurrection à laquelle le plus acharné des intégristes ne pourra rien trouver à redire.

Le rôle de Daniel est confié à Lothaire Bluteau, jeune comédien de trente-deux ans que Bonnie Tormerman, casting director, qualifie de « fils improbable » qu'un Robert De Niro aurait en avoir un Samy Frey y. Débile léger dans les Fous de Bessen d'Ives Simonneau (« C'est quand j'étais sérieux que j'étais compe », dit-il en riant), il triomphe, il y a trois ans, dans une pièce de René-Daniel Dubois, Being at home with Claude, tête-à-tête quasi dostoevskien entre un jeune prostitué et un inspecteur de police. Selon Denys Arcand, Jésus de Montréal est « une manière de parler de la foi qui est aussi celle de l'acteur ».

« A l'époque où Denys Arcand m'annonçait son intention d'écrire un scénario sur Jésus, dit *Lothaire Bluteau*, j'ai vu un documentaire sur l'Holocauste. On y parlait d'un homme qui a sauvé des juifs. On le décrivait ainsi : « *Alors que, dans la vie, il avait une grande culture et des manières de prince, quand il arriva dans le ghetto de Varsovie, le temps de tourner la tête, il était devenu comme eux. C'était sa nature, c'était sa richesse. Comme s'il avait toujours été des leurs, apparemment.* » J'ai trouvé ces phrases d'une telle beauté qu'elles ont orienté mes recherches aussi bien théologiques, médicales que dramatiques pour la construction du personnage de Jésus.



« Savait-il qu'il avait un message à apporter ? »

► Très vite, je me suis posé des questions : où tout cela se place-t-il par rapport à Jésus, et Jésus par rapport à tout ça ? Était-il un disciple de Hillel – son message en est proche (1) ? Qu'a-t-il fait pendant les douze ou dix-huit ans où on peut sa trace ? En quoi sa mort est-elle si importante ? Historiquement, à quand remonte la première mention de la virginité de Marie ? Qui a économiquement aidé la religion chrétienne à s'installer et faire en sorte qu'elle devienne la plus puissante, politiquement ? On lit un livre, on enchaîne sur un autre, on en découvre un troisième qui vous ballote entre histoire, légende et science, entre vérité légendaire et vérité historique.

« On a récemment découvert que saint Luc était probablement médecin. Son *Évangile* n'est pas écrit en araméen mais dans une langue indiquant un niveau certain d'éducation, avec des distorsions révélant des connaissances médicales... Il écrit qu'au mont des Oliviers Jésus transpirait « un mélange de sang et d'eau ». Jésus aurait-il eu, comme le disent certains chercheurs, une périardite ? Ceux qui se sont penchés sur le saint suaire n'en excluent pas la possibilité (2). Son épuisement physique, la fragilité de sa peau, sa frayeur, son angoisse auraient entraîné une vasodilatation des capillaires... »

• Jésus avait été fouetté et, selon le saint suaire, on lui avait cassé le nez. Il est représenté en croix avec un casque d'épines. Ça ne semble pas logique. D'après les *Évangiles*, on l'avait déguisé en roi, avec cape et couronne, on lui avait retiré la robe, pourquoi pas la couronne ? Si on la lui a arrachée, il ne reste que les trons. De quelle manière le sang coagule-t-il ? A quelle vitesse ? Comment évolue la couleur de ses hématoïtes ? J'emmenais dans les hôpitaux la maquette de Jésus afin qu'elle étudie les diverses étapes du blémissement.

» Tenter ensuite une approche de profil psychologique. L'étude d'un homme qui mène ce type de vie, mange peu, vit dans le désert. Savait-il qu'il avait un message à apporter ? Se savait-il le fils de Dieu ou l'a-t-il découvert en cours de route ?

» En pleine représentation, Daniel, qui incarne Jésus, s'effondre avec la croix. Hématome épidual. Il a une heure de grâce. C'est dans le scénario. Dès lors, ma recherche consiste à savoir s'il tombe à gauche ou à droite – ça n'a pas les mêmes effets secondaires. Cinématographiquement, ne vaut-il donc pas mieux tomber de l'autre côté ? Dois-je me casser le nez ? Puis la paralysie s'installe. Comment ? Quelles en

sont les étapes ? Quelle est sa vision à ce moment-là ?
Où sera la caméra ?

« Les personnages du film se passent Daniel de mains en mains un peu comme un relais dans une course. Ce sont les autres qui parlent de lui, lui-même se raconte peu. C'est ainsi un rapport qu'on a dans le métier. Les acteurs qui viennent tourner une journée ou une scène demandant globalement à l'acteur principal : « L'effortage de faire ceci ou cela ; dis-moi comment ton personnage réagit, je ne m'ajusterai ». J'ai pensé qu'il serait intéressant de suivre le dénouement inverse. Ma recherche m'amène à cerner tout ce que mon personnage ne ferait pas. Ce qu'il ferait, je l'ignorais. Je trouve ça très casse-gaule, mais ça me semblait la seule façon d'agir. Que les autres acteurs n'aient pas à se préoccuper de moi ; que ce soit moi à me contraindre qui devienne le caméléon de leurs actions. Ainsi, jamais le personnage de Daniel ne fait « une entrée ». On ne l'entend pas venir, il est là. Il ne parle pas, il écoute. Il n'est pas le leader du groupe, il en fait simplement partie. Très vite, avec la création des costumes, on lui a trouvé un passé. Daniel a croisé une foule de gens – ses vêtements sont de bonne qualité mais ils lui ont tous été donnés. Et tous repris. Soigneusement. Comme seuls des amis prouveraient la peine de le faire.

► Les rapports que j'ai avec les metteurs en scène, même lorsqu'ils sont mes amis, sont toujours empreints d'une certaine gêne. De même pour le directeur photo ou le cadreur. Ils veulent tous des défauts – ils sont là pour ça. Autant en a-t-on estime : folle pour un réalisateur, autant, par moments, on connaît une sorte de révolte et on le déteste. L'acteur est obligé de s'enlever des culottes et de faire affleurer le souvenir émotif de situations qu'il a vécues. Alors, évidemment, pendant un an, on est fragile.

» Que je sois un bourgeois de travail, c'est évident. Je consacre beaucoup de temps à la recherche. Je mets aussi longtemps à en revenir. Un personnage, même s'il s'agit d'un rôle de compositon, est une affaire très proche de soi. On lui permet de nous emprunter certaines de nos tristesses... En même temps, un rôle nous change. Je ne suis plus ce que j'étais il y a un an. Après le tournage, je n'ai fréquenté personne, je suis parti, j'ai voyagé. Pendant huit mois. Je n'ai pas encore vu le film. Je sais que je le verrai mais, par peur sans doute, je recule constamment l'échéance.

凡 例

(1) Sage du début de l'ère chrétienne, dont l'enseignement prônait l'ouverture du judaïsme vers les païens.
(2) Il semblerait finalement que le saint sainte soit un faux.
(le Monde du 14 octobre 1988).

Guides du Mouvement présente

LE PHILOSOPHE



Un film de Rudolf Thome

MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris
ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
Métro : Montparnasse

هكذا من الأهل

SAINTS — ACTEURS

LE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE DE LILIANA CAVANI

Mickey Rourke ne parle pas aux oiseaux

Mickey Rourke est croyant. Cela l'a beaucoup aidé pour tourner le nouveau film de la Cavani où il interprète le rôle de saint François d'Assise. Il est Francesco, donc, sans arrière-pensée ni provocation. Simplement, il est un saint de chair et de muscles qui veut s'adresser aux hommes plutôt qu'aux oiseaux.

« Vous semblez inquiet de cette première rencontre avec Liliana Cavani... »

« Je savais qu'elle avait entendu dire des horreurs sur mon compte — j'en avais entendu autant sur le sien. »

« Difficile dans le travail, paraît-il ? »

« Je ne suis pas facile, c'est vrai. Autant qu'un Martin Scorsese, autant qu'un Michael Cimino, autant que Liliana Cavani. Mais j'appelle ça du perfectionnisme et un refus du compromis. Un tournage Cavani n'est pas un mécanisme d'horlogerie ; un, deux, trois, on y va, c'est en boîte, plan suivant. »

« A force d'entendre dire sur cette femme des choses négatives proches de la bigoterie, je pensais avoir à faire à quelqu'un de coincé, d'hyper-intellectuel, de caractériel. Je ne savais pas que j'allais au-devant d'une belle expérience d'acteur. »

« Quand elle est entrée, elle était... le peu de choses positives que j'avais entendues de bien sur elle, et uniquement cela. Avec un regard chaleureux... Je me suis senti très proche d'elle. *I fuckin' love her*. Avec autant de violence que j'aime Michael Cimino. »

« Avez-vous eu le sentiment d'être dérangé ? »

« Il y a une période transitoire où l'image qu'on a de soi vole en éclats, mais ça relève plus d'un lien de confiance, de respect, d'amour, d'éthique professionnelle, plus de compassion que d'un « éprouvage ». J'ai aussi été très proche de l'équipe technique. Davantage, sans doute que je l'ai jamais été. Il y avait un ancien lutteur, un maitre de Sardaigne — certains sont très machos — et... je ne voulais pas pleurer devant eux. Je savais que ça aurait dû sortir, que je n'y parviendrais jamais, et je balayais en quelque sorte le problème sous le tapis. Mon chauffeur, mon ami Franco le Sardo, me dit un jour : « Mickey, je ne comprend pas, je sens des choses là ! ». Le choc, pour un Américain, de voir que ça ne le gênait pas d'avoir les larmes aux yeux, qu'ils ne pensaient pas que pleurer mettait leur virilité en danger... »

« Les scènes inhibitions... »

« ... sont tombées une à une. Au presque. Au moment où nous avons tourné la séquence où je cours au dans la neige, je traversais une crise personnelle ; il n'y avait que cela qui comptait, je me fous du reste. Curieusement, ce qui se passait dans ma vie à ce moment-là a correspondu — et nourri — ce moment de rupture intérieure chez Francesco. Liliana ne m'a jamais demandé de me mettre nu, c'est moi qui lui ai dit : « Je n'ai pas besoin de porter ça. J'ai besoin de ne pas le porter. » Je me souviens de son expression de bonheur à ce moment-là. »

« Était-ce la première fois que vous étiez dirigé par une femme ? »

« Aucun rapport. J'appellais Liliana la Cimino femelle — elle en a autant que lui. Le fait qu'elle soit une femme compte moins que sa sensibilité, son éducation, sa conscience aiguë des choses. »

« La force du scénario résidait pour vous dans une certaine idée du rebelle ? »

« Pitié ! Pas cette conception post-James Dean, pas cette image-rengaine de « Mickey Rourke mauvais garçon anticonformiste » ! »

« Pourtant, Francesco tournant le dos à l'établissement, dont il fait partie, Francesco refusant d'écouter au même de suggérer des règles à ses disciples... »

« C'est un refus du compromis sous toutes ses formes. »



« Ce moment de rupture intérieure chez Francesco. »

« Parce qu'il appartient à chacun de trouver sa voie, cela ne vous paraît pas une définition possible de la rébellion ? »

« J'ai trente-cinq ans. Je suis parvenu à un moment particulier de ma vie et de ma carrière. Qu'est-ce qui me pousse, au fond, à exercer ce métier ? Je pourrais le faire les yeux fermés, les doigts dans le nez, et courir la production à succès. Mais l'argent, la politique et le pouvoir ne sont pas ma tasse de thé. « J'ai trois maisons ici, quatre là-bas », dit, dans le film, le père de Francesco. Et Francesco lui répond : « Tu en veux plus, encore plus, toujours plus. » Dans ce « plus », en effet, réside la question. Francesco laisse donc derrière lui tous les biens matériels. C'est une manière de tout lâcher, une façon de dire « Ciao, je vais chercher autre chose ». Je ne serai peut-être jamais capable de tout abandonner. Ou je le serai peut-être plus vite que je ne le crois. Mais c'est une chose à laquelle on pense quand on n'a pas grand respect pour la profession d'acteur telle qu'elle se pratique. Ce n'est pas une rébellion négative ou destructrice. C'est une question de générosité. »

« Sortant du boxeur de *Homeboy*, la transition, physiquement, a été très dure. Dans une certaine mesure, *Homeboy* a constitué un grand nettoyage de ma vie. La manière dont les choses auraient pu tourner ont parfois tourné... Je ne supporte pas d'être touché, d'être frappé. C'est si dégradant qu'au tournage

des scènes de Francesco, j'étais complètement largué. Il m'a fallu retomber en enfance, revenir dans ma tête à l'état du tout petit enfant, quand les gamins de mon quartier me bousculaient et me balançaient de la boue à la gueule. Je ne pouvais pas être le Mickey d'aujourd'hui. Même si j'ai souvent failli lâcher prise et balancer mon poing dans la figure de mon partenaire. Pourquoi croyez-vous qu'à dix ans je me sois initié à la boxe ? »

« Avez-vous un exemple de votre complicité avec Liliana Cavani ? »

« Peu de temps avant sa rencontre avec le pape, Francesco connaît un moment d'énorme frustration. Dieu s'est tu. Francesco part donc méditer et prier, espérant que Dieu lui apporterait les réponses qu'il attendait ses frères. Il attend de Dieu les mots qu'il fourmille sur un piton rocheux et, affaibli par son jeûne prolongé, il s'endort. A son réveil, il porte les stigmates du Christ. Aux mains, aux pieds. Il saigne. Sa première réaction — normale — est qu'il a peur. Et puis Dieu lui répond enfin, il se sent emporté... »

« Liliana m'expliquait ces vagues d'émotion successives, et je savais qu'il me faudrait recréer cette douleur, cette horreur, ce trouble, puis ce rap de marée de bonheur. Je m'en sentais totalement incapable, et, dans les premières prises, j'ai fui, j'ai truqué, en me disant : ça passera. »

« Liliana s'est approchée de moi. Plutôt que de me donner une direction générale — « Ici, j'ai besoin que tu pleures ; là, je te veux joyeux », — elle m'a fait ressentir son souci du film et l'énorme respect qu'elle a pour le saint. « Vedi, Mickey, c'est important. Pour toi, pour moi... Take your time. » Elle avait le poing fermé. Il y avait dans ce poing une telle charge positive que j'ai compris. Je me suis isolé, j'ai procédé à un certain travail intérieur... Et toute une série de choses me sont revenues à l'esprit. »

« Lesquelles ? »

« On se souvient, on projette. On imagine sur les mains le sang d'un membre de sa famille. Son propre sang. Et puis, mon père était très grand, très beau. Aussi imposant que les montagnes autour... Tout cela m'a conduit au troisième volet, à la joie immense de Francesco lorsqu'il comprend que Dieu a rompu le silence. »

« Êtes-vous croyant ? »

« Ma mère et ma grand-mère l'étaient. Je suis allé à l'église pendant des années ; j'ai même, il y a longtemps, observé un vœu de chasteté pendant un an. C'est à cette époque que le cancer de mon frère Joey a mal viré — les tumeurs avaient envahi ses poumons, son oesophage, son foie. On lui a administré à trois reprises les derniers sacrements. Tout au long de mon jogging quotidien, je priais pour Joey. Comme d'autres ont le *walkman* vissé aux oreilles. On a fait à Joey des radiations et de la chimiothérapie, et un jour, le cancer a tout simplement disparu. J'ai toujours été persuadé que c'était dû aux prières plus qu'à la médecine. »

« Joey est quelqu'un de très pur et de très vrai. Il ne ment jamais. C'est un motard. Il n'y a que ça qui l'intéresse. Je suis son aîné d'un an et demi, et je ne l'ai pas protégé comme j'aurais dû. Je l'ai vu changer, se fermer, larguer les amarres. Je m'orientais vers le sport lorsqu'il tournait mal. Finalement, il a arraché la prise. Terminé. Toutes lumières éteintes. Il a aujourd'hui trente-trois ans et il vient à peine de rétablir le courant. »

« Chaque fois que je vois Joey, j'ai le sentiment que Dieu m'a fait une faveur spéciale en lui accordant la vie. Je serais une ordure ambulante si j'avais perdu mon frère. »

« Avez-vous jamais songé à devenir prêtre ? »

« ... On a tous, à un moment ou à un autre, traversé une période de mysticisme, non ? Mais j'aime trop les femmes ! »

« Le Francesco de Liliana Cavani est sombre, dur, honteux, aux antipodes du saint François au halo céleste de moineaux, avec des pigeons aux pieds et des colombes au poignet. »

« Vous ne vous attendiez tout de même pas que Liliana se soumit à l'icône traditionnelle ! Il y a, entre autres, un échange de regards avec un faucon prêt à l'attaque... Vous avez déjà regardé un faucon dans les yeux ? Quand il cligne de l'œil, ça dure presque une seconde. Ça paraît une éternité. Les Italiens sont très troublés par le côté physique du film, très désarçonnés de voir un Francesco aussi... »

« ... Musclé ? »

« Ils s'attendaient à quelqu'un de plus frêle. Pourtant, Liliana ne m'a guère laissé manger ! Je suis bâti baraqué, je ne peux pas maigrir beaucoup plus. En ce moment, je m'entraîne comme un malade, je peux encore perdre 5 kilos mais après, il n'y a plus rien à jeter. »

« Pourquoi cet entraînement intensif ? »

« Pour *Wild Orchid*, que je commence à tourner au Brésil avec Jacqueline Bisset. »

« Selon les premières rumeurs, *Wild Orchid* ferait ressembler *Neuf semaines et demi* à un conte rose... »

« Je sais, on me l'a dit aussi. »

« Vrai ? »

« Pas faux, pas faux. »

Propos recueillis par HENRI BEHAR.

LE PREMIER FILM DU CORÉEN BAE YONG-KYUN

Le moine et l'enfant

C'est son premier film, Bae Yong-Kyun fait pourtant du cinéma depuis huit ans déjà. Pourquoi *Bodhi-Dharma est-il parti vers l'Orient ?*, est né d'efforts démesurés. Après avoir écrit le scénario en 1981, ce Sud-Coréen de trente-huit ans a attendu cinq ans pour en entreprendre le tournage. Dans un pays où le cinéma produit vite des œuvres faciles, Bae Yong-Kyun fait figure de marginal. Ses confrères comprennent mal pourquoi ce professeur à la faculté des beaux-arts de Séoul a consacré trois ans de sa vie à tourner un film presque sans paroles, sur le thème mystique et pas très « vendeur » de la philosophie zen.

Que montre le film ? Un maître zen isolé dans les montagnes qui s'adonne à l'ascèse aux côtés de ses deux disciples, un jeune moine et un enfant. L'enfant provoque acci-

dentellement la mort d'un oiseau, il découvre alors la dualité du monde, écartelé entre la peur de la vie et l'angoisse de la mort. Pendant trois heures, les trois hommes s'interrogent sur le péché, la mort, la recherche du salut.

« J'ai renoncé à travailler avec des professionnels, car avec eux je ne parvenais pas à respecter l'esthétique que je voulais imprimer à mon film. » Bae Yong-Kyun n'a rien d'un vieux routard du cinéma. Cet autodidacte perfectionniste a réalisé son rêve en potassant des livres spécialisés et en furetant sur les plateaux. Habitué par son histoire, il s'est entouré d'amateurs, il a choisi le chemin de la pureté, presque de l'ascétisme : ses assistants, il les a embauchés sur les lieux du tournage ; ses trois

acteurs, il les a rencontrés dans la rue. Sa force de persuasion, sa patience et quelques mois d'apprentissage ont fait le reste. Le réalisateur a également financé son film, sans l'aide de l'État : un véritable parcours initiatique.

Pourtant, Bae Yong-Kyun se défend d'être un mystique. Il se dit tout simplement sud-coréen. « La culture de mon pays est imprégnée de la religion zen. Alors, bien que non-croyant, cette philosophie m'imprègne. » Les spectateurs occidentaux le découvriront avant les Sud-Coréens. « Ils auront certainement un peu de mal à le comprendre, mais ils l'accueilleront bien. S'ils n'ont pas la même culture, tous les hommes ont les mêmes aspirations. »

B. M.

Paris Films

COLLECTION AUTOMNE HIVER

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT

THE COOK, THE THIEF, HIS WIFE AND HER LOVER

Un film de Peter Greenaway

avec Richard Bohringer - Michael Gambon Helen Mirren - Alan Howard

COSTUMES : JEAN PAUL CAULTIER. MUSIQUE : MICHAEL NYMAN

GLAMOUR TOUJOURS

« TROP BELLE POUR TOI », DE BERTRAND BLIER

Balasko à vif



Pas facile, quand on s'est spécialisée dans les rôles comiques, d'incarner les grandes passionnées. Avec « Trop belle pour toi », aux côtés de Gérard Depardieu et de Carole Bouquet, la Balasko change de cap.

ELLE a les sourcils épilés, mais elle n'est pas maquillée. Ses cheveux aux reflets auburn ne sont pas apprêtés; ils frisent et forment des guirlandes autour du visage doux et lisse. Dans le privé, Josiane Balasko ressemble moins à la fantasiste des films de Patrice Leconte, de Jean-Marie Poiré et de ses propres films, qu'à Colette Chevassu, la secrétaire infirmière de Trop belle pour toi. Elle n'est pas « tarte », comme ils disent dans ce film-là, où, d'ailleurs, elle a du charme et où, bien que marié à Carole Bouquet, Gérard Depardieu éprouve pour elle une vraie passion. A la ville, elle n'est pas fagotée comme Colette. Elle a son petit chic à elle, décontracté. Pas de poses. On la sent timide, réservée, malgré les succès passés et celui qui s'annonce. Elle est un peu étonnée: « Je ne croyais pas que les critiques faisaient les interviews. Je n'ai pas l'habitude. »

« J'ai toujours eu envie de tourner avec Bertrand Blier. Depuis Les Valseuses où j'étais allée faire de la figuration. Cela avait créé des accointances. Dans le cinéma français, il n'y en a pas beaucoup de la famille de Bertrand. J'en faisais partie, c'était une chance. Donc, obligatoirement, je devais tourner avec lui. Quand on se rencontrait, je lui demandais, un peu à la blague: « Quand est-ce que tu m'écris un rôle? » Il y pensait. L'envie de travailler ensemble était réciproque. Un jour - c'était six ou sept mois avant le tournage de Trop belle pour toi - il arrive et me dit: « Je vais te parler en deux mots d'un sujet pour Gérard et toi. »



« S'entendre dire qu'on est tarte... »

Le thème est apparu tout de suite, et j'ai compris que ce ne serait pas un rôle comique. Mais j'avais une grande confiance en Bertrand et il avait confiance en moi. Je n'avais jamais joué un personnage d'amoureuse, de victime. Cela ne m'a donné aucune appréhension.

Puis le tournage a commencé. Le rôle m'est venu, si j'ose dire, automatiquement. Je n'ai jamais préparé de scènes longtemps à l'avance. Je crois que Bertrand n'aime pas beaucoup cela. On faisait une prise, et on retravaillait dessus. Dans les dialogues, il changeait des choses: une sorte de construction à vif. Moi, j'ai besoin de la vérité des rapports humains et des personnages. La force et le côté pervers de Bertrand, c'est qu'il avait écrit les personnages en sachant quels acteurs les interpréteraient. Il savait ce que nous étions. En me voyant dans Sac de nœuds, le premier film que j'ai réalisé, où je jouais avec Isabelle Huppert, et qui n'était pas seulement comique, il a compris ce que je pouvais être. Bien sûr, en écrivant son film, il a puisé dans ses souvenirs, ses émotions. Mais nous avons tous, en amour, été confrontés à ce genre de

problème. C'est arrivé, cela arrivera.

Ce problème, ces situations, perturbent. Sur le tournage, nous étions tous psychologiquement perturbés, mais cela se passait dans une parfaite complicité. Entre les plans, on plaisantait autant qu'on pouvait, c'était une soupe de sécurité. S'entendre dire qu'on est tarte est un peu lourd à porter. Le côté victime passive n'est pas dans ma nature. Mais comme j'ai toujours tourné, par rapport à mon physique, dans des films de dérision, je ne me sentais pas, moi, Balasko, mise en cause. Je ne m'identifiais pas totalement au personnage de Colette. J'aurais pu, dans la vie, devenir comme elle, j'ai tout fait pour ne pas l'être. Je suis plus combative, provocatrice. Le métier d'acteur est un métier de schizophrène, surtout au cinéma. Au théâtre, on redonne vite soi-même après avoir salué le public. Ce métier, il faut le contrôler: je contrôle. Je fais la différence entre ma vie privée et le cinéma. Le cinéma, c'est formidable. La vie, c'est mieux.

Beaucoup de scènes ont été tournées avec la musique de Schbert sur le plateau, cela donnait une

ambiance étonnante. Nous étions spectateurs et acteurs. Tenez, la scène du motel, quand Florence découvre que Colette, la secrétaire infirmière, est la maîtresse de son mari. Carole Bouquet était à son deuxième jour de tournage; elle avait peur. Moi, j'étais mal à l'aise; depuis plusieurs jours, je tournais au lit, avec un tas de gens autour. Je n'aime pas cela, c'est évident. Alors, pour cette scène avec Florence, très dure, très difficile, à dix heures du matin, j'ai demandé une vodka. Bertrand ne voulait pas. J'ai insisté. Il me la faisait pour déborder l'atmosphère, et je n'étais pas saoule après! Le tournage de cette scène a duré toute une journée, avec toutes ces insalubres, ces humiliations. On m'a même traité comme cela dans la vie, j'en ai connu, tout au moins, balancé une seule vague. Là, non. Je connaissais un peu Carole Bouquet en dehors du cinéma. Nous avions établi un rapport de complicité.

Pour tourner, j'ai besoin de cette complicité avec mes partenaires, d'amitié, même s'il n'y a pas forcément d'affinités profondes. Pendant un tournage, tous les interprètes sont dans le même bateau. Je connaissais bien Depardieu, je ne connaissais pas Chazet. Alors, j'ai fait ce que je fais toujours: j'ai plaisanté pour qu'il soit, en face de moi, le plus détendu possible. Sans la complicité, il me semble qu'on n'y arrivera jamais.

Le tournage s'est terminé en janvier. J'ai caché sur mes choses, je n'ai pas vraiment eu le temps de m'interroger. J'ai été le même en quelques jours de tournage, profonde, le temps que le personnage de Colette se détache de moi. J'avais prévenu mes proches pour qu'ils ne s'inquiètent pas. Je suis restée dans mon coin, et c'est passé.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

* Société nationale: vendredi 12 mai (lire notre guide page 1).

« LE COMLOT D'EDIPE », TROISIÈME SKETCH

Woody's

Nouvelles variations sur un thème éternel: la difficulté d'avoir une mère juive. A défaut de faire jouer sa vraie maman, Woody Allen a découvert Mae Quentel. Digne de son modèle!

Le film à sketches est de retour: le Mystery Train, de Jim Jarmush, est aussi un triptyque. Avec New York Stories en ouverture du Festival, le ton est donné: trois metteurs en scène se sont intéressés à trois quartiers de La Grande Pomme.

Scorsese s'inspire des rapports de Dostoevski avec sa maîtresse et disciple, en les transposant dans le monde de la peinture et des lofts de downtown. Le résultat est - surprise! - furieusement et énergiquement claustrophobe.

Francis Coppola brode sur la 5^e Avenue, de manière opulente, et dans le style enfant gâté.

Le New-York de Woody Allen (l'initiateur du projet) est, lui, presque banlieusard - mais Central Park y joue un rôle particulier. Son titre, le Complot d'Edipe, annonce la couleur, comme la première réplique: « J'ai cinquante ans, je travaille dans un grand cabinet d'avocats, j'ai réussi, mais je n'ai toujours pas liquidé mon rapport avec ma mère. »

C'est fou, le nombre de gens qui viennent me dire que ma mère ressemble à la leur, dit Woody Allen. J'ai même entendu cette remar-

que de mon chef opérateur, Sven Nykvist, qui a grandi en Suède, dans un environnement culturel complètement différent du mien. Ma mère est la seule, en fait, qui ne se reconnaisse pas dans le Complot d'Edipe.

Elle nie tout! Assez tôt dans le projet, des amis me disaient: « Pourquoi ne demanderais-tu pas à ta mère de jouer le rôle? Elle serait parfaite! » Et pour cause! Quelqu'un a même suggéré, puisque je lui ressemble comme deux gouttes d'eau, de me déguiser en femme et de tenir son rôle. Heureusement, nous avons enfin pensé à Mae Quentel.

Elle fut autrefois la voix de Betty Boop, elle chantait la chanson de Zelig. Elle a une très longue carrière derrière elle, elle a été très célèbre, elle a une énergie d'enfer. Et bavarde! Laisser un blanc entre les mots l'angoisse. Elle n'arrêtait pas de râler, ça a été un bonheur de travailler avec elle. Je lui disais qu'elle me portait sur les nerfs, qu'elle me donnait mal à la tête, je lui suggérais de se taire pendant trois secondes, je lui demandais si elle voulait participer au concours du plus beau tee-shirt mouillé du plateau que nous organisons la semaine suivante. Elle me rendait allègrement la monnaie de ma pièce, c'était parfait!

Dans le travail, elle n'a jamais rendu. Peu de gens de son âge - assurent - à ce point-là. A sa première apparition dans le Complot d'Edipe, je suis au volant d'un corbillard,

elle est dans le cercueil à l'arrière. Vu la manière dont nous avons tourné, il a effectivement fallu la mettre dans le cercueil, ce qui n'est jamais agréable quand on a... l'âge qu'elle a. Il faisait ce jour-là près de quarante degrés à l'ombre, on ne pouvait pas mettre l'air conditionné dans la voiture à cause du son. Elle a joué le jeu jusqu'au bout, prise après prise. Sans râler, pour une fois. Après, elle s'est rattrapée. « Toi, me disait-elle, tu dois détester ta mère. » Non, non...

Au départ, je souhaitais tourner moi-même un film composé de trois histoires



Fausse mère...



Pari Films
COLLECTION AUTOMNE HIVER

LA FEMME DE ROSE HILL

Un film de Alain Tanner

avec
Marie Gaydu - Roger Jendly
Jean-Philippe Ecoffey - Denise Perron

ART

LE FILM NOUVEAU

Trop belle pour toi de Bertrand Blier

« Trop belle pour toi » de Bertrand Blier. Une comédie d'amour et de passion, avec Carole Bouquet et Gérard Depardieu. Le film est une variation sur le thème de la femme fatale, avec une touche de réalisme. Le tournage a été très difficile, mais le résultat est excellent. Le film est une œuvre d'art, et il mérite d'être vu. Le public appréciera la performance de Carole Bouquet, qui incarne une femme complexe et passionnée. Gérard Depardieu, quant à lui, joue un rôle de premier plan, et sa performance est remarquable. Le film est une œuvre majeure de Bertrand Blier, et il est sûr que le public ne sera pas déçu. Le film est une œuvre d'art, et il mérite d'être vu. Le public appréciera la performance de Carole Bouquet, qui incarne une femme complexe et passionnée. Gérard Depardieu, quant à lui, joue un rôle de premier plan, et sa performance est remarquable. Le film est une œuvre majeure de Bertrand Blier, et il est sûr que le public ne sera pas déçu.

SÉLECTION

La liste complète des films en circulation et les grandes ventes pour dimanche dans le Monde de samedi matin sera publiée dans le supplément Arts-spectacles.

Jeudi 11 mai
« Trop belle pour toi » de Bertrand Blier. Une comédie d'amour et de passion, avec Carole Bouquet et Gérard Depardieu. Le film est une variation sur le thème de la femme fatale, avec une touche de réalisme. Le tournage a été très difficile, mais le résultat est excellent. Le film est une œuvre d'art, et il mérite d'être vu. Le public appréciera la performance de Carole Bouquet, qui incarne une femme complexe et passionnée. Gérard Depardieu, quant à lui, joue un rôle de premier plan, et sa performance est remarquable. Le film est une œuvre majeure de Bertrand Blier, et il est sûr que le public ne sera pas déçu.



Le per cent de sources, l'histoire

NOUVELLES EXPOSITIONS

La liste complète des musées et des galeries paraît désormais dans le Monde du jeudi (date vendred), soit le lendemain de notre supplément « Arts et spectacles ».

Nîmes de Saint-Phaël

Ludiques et souvent monumentales, les œuvres des années 60, dont certaines ont été « stabilisées » par Jean Tinguely, autrement dit des œuvres réalisées à quatre mains, comme la fontaine Stravinski à Beaubourg ou la fontaine de Chateau-Chinon, inaugurée en 1988.

Galerie de France, 82, rue de la Verrerie, Paris, 4^e. Tél : 42-74-39-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Du 11 mai au 17 juin.

JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Cadix, Paris, 6^e. Tél : 42-36-12-05. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Du 12 mai au 24 juin.

Hommage au maître Ung-No Lee

Coréen de Paris, récemment disparu, Ung-No Lee enseignait la calligraphie au musée Cernuschi. Qui lui rend hommage en présentant un choix de ses peintures des années 60 aux dernières créations de 1988.

Musée Cernuschi, 7, av. Vélasquez, Paris, 8^e. Tél : 46-03-60-75. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 16 h. Du 15 août 1^{er} et 11 novembre de 10 h à 17 h 40. Du 12 novembre de 10 h à 17 h 40. Du 12 novembre de 10 h à 17 h 40.

Maîtres français des XIX^e et XX^e siècles

Chaque printemps, c'est devenu un rituel, la galerie Schmit expose des tableaux rares de maîtres du dix-neuvième et du vingtième siècle. Ici c'est une aquarelle de Delacroix, là un paysage de Cross, ou une nature morte de Jean Grisé. Surprises et qualité assurées.

Galerie Schmit, 388, rue Saint-Honoré, Paris, 1^{er}. Tél : 42-60-38-36. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30.

SÉLECTION PARIS

Dieter Appelt

Dans l'extraordinaire panoplie que déploie l'exploration du visage de la mort, Dieter Appelt est sans doute l'artiste qui est allé le plus loin. De manière exemplaire, il mène une entreprise de décomposition, puis de régénération et de révélation sans équivalent dans l'histoire de la photo.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-36-82. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 5 juin. 25 F (comportant l'ensemble des expositions).

Croisement de signes

Du geste au signe, du signe à la calligraphie et ses références multiples : l'œuvre, ou une partie de l'œuvre, de cinq artistes de qualité - Mahdjoub Ben Bella (Algérie), Jean Degottex (France), Brion Gysin (États-Unis), Shahr Hasan (Irak), Lee Ufan (Corée du Sud).

Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard, Paris, 5^e. Tél : 40-51-39-38. Tous les jours sauf mardi de 13 h à 20 h. Jusqu'au 18 août.

Henri Le Sidaner

Grâce à une rétrospective en soixante huiles, pastels et dessins, il est enfin possible

de mieux connaître ce peintre fin de siècle par excellence. Symboliste le plus souvent, frotté d'impressionnisme, mais trop timide pour risquer du dépit.

Le Sidaner a cultivé l'art du compromis et du mélange des influences. Il n'est pas sûr que son œuvre ne soit pas devenue bien anachronique et que sa maîtrise ne l'ait lassé.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris, 10^e. Tél : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 16 juillet. 25 F.

Impressionnistes d'Auvers-sur-Oise de 1850 à 1907

L'exposition tourne autour du fameux docteur Gachet, l'ami des artistes qui s'occupa de Van Gogh, et peignait lui-même sous le nom de Paul Van Ryssel. Mais la collection d'Yves d'Auvers comporte aussi des pastels de Schuffenecker et nombre d'œuvres de petits maîtres passés par là dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle.

Espace Michel-Simon, 36, rue de la République, Mairie de Paris, 10^e. Tél : 40-31-02-02. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 mai.

Ingo Maurer, collection peinture, couleur sud

Programme éducatif pour les expositions de printemps de la Fondation Cartier : les jeunes peintres du Midi d'un côté, les « anciens » d'un autre, avec Vallat, Sam Francis et Joan Mitchell, et pour finir les travaux immatériels d'Ingo Maurer. Difficile de trouver un fil conducteur dans tout cela,



Michel-Ange : les dessins

Si Léonard de Vinci plaçait la peinture au sommet de tous les arts, Michel-Ange, son cadet de vingt-trois ans, faisait de même pour la sculpture. Le dessin fut, quoi qu'il en soit, leur mode d'expression pratique et quotidien. Les soixante-trois merveilleuses tirées des musées américains et européens, qu'expose le Musée du Louvre, du 13 mai au 31 juillet, brossent un portrait de Michel-Ange dans l'exercice de tous les arts : architecture, sculpture, fresque, anatomie.

Le XVII^e siècle en Europe

Le Pavillon Antoine-de-Navarre, qui fut construit sous Henri IV, accueille une vingtaine d'œuvres du dix-septième siècle prêtées par des collectionneurs privés.

Parmi elles, des toiles florentines de Furini et de Pignoni, que l'on a vues récemment au Grand Palais, et un Gréco célèbre, le saint François en extase.

Maîtres français (1550-1800)

Paul Mathias était reporter à Paris-Match et collectionneur de dessins. Il en a laissé trois mille à l'École des beaux-arts, qui en expose une sélection : Poussin, Fragonard, Boucher, Hubert Robert, Greuze...

École nationale supérieure des beaux-arts, chapelle des Petits-Augustins, 14, rue Bonaparte, Paris, 6^e. Tél : 42-60-34-57. Tous les jours sauf mardi, et les 14 et 15 mai de 13 h à 19 h. Jusqu'au 25 juin. 20 F.

Musée national des Arts asiatiques

Curieuse idée : les conservateurs d'Ile-de-France associent leurs collections pour composer un panorama du dix-neuvième siècle. Il sera nécessairement incomplet et imprégné. Au catalogue : Monet, Gauguin, Caillebotte, Carpeaux, Bourdelle, mais aussi Carolus-Durand, Hemer et Joseph Bernard.

Musée de l'Oratoire, 6, rue Drouot, Paris, 9^e. Tous les jours de 11 h à 18 h. Jusqu'au 2 juillet.

Nam June Paik

Musicien, performeur, ingénieur et plasticien, Nam

et de n'y rien trouver qui séduise.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél : 39-56-46-48. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 26 mai.

Miniatures de l'Inde impériale

On voit trop rarement en France les œuvres des artistes indiens du seizième siècle, époque bénie où l'empereur moghol Akbar encourageait peintres et illustrateurs. Ces miniaturistes ont créé une véritable école raffinée et inventive. Leur usage de la couleur et leur dessin conjugué harmonie et description de la nature et des hommes. On verra ainsi quelques-uns de ces portraits qui firent, plus tard, l'admiration de l'Europe et influèrent sur l'art de Matisse.

Musée national des Arts asiatiques, 6, pl. d'Alsace, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 16 juillet. 15 F.

Morceaux choisis du XIX^e siècle

Curieuse idée : les conservateurs d'Ile-de-France associent leurs collections pour composer un panorama du dix-neuvième siècle. Il sera nécessairement incomplet et imprégné. Au catalogue : Monet, Gauguin, Caillebotte, Carpeaux, Bourdelle, mais aussi Carolus-Durand, Hemer et Joseph Bernard.

Musée de l'Oratoire, 6, rue Drouot, Paris, 9^e. Tous les jours de 11 h à 18 h. Jusqu'au 2 juillet.

Nam June Paik

Musicien, performeur, ingénieur et plasticien, Nam

June Paik est l'auteur d'installations vidéo spectaculaires qui l'ont rendu célèbre dans le monde entier. Sa *Fête Électronique* a été conçue pour la salle de la *Fête Électronique* de Dufy, et pour célébrer le Bicentenaire.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 30 octobre.

Serge Plagnol

Depuis près de vingt ans, ce peintre toulonnais explore les voies d'une abstraction lyrique et chromatique. Il y rencontre les Américains des années 50, les Français de Support-Surface, Matisse, et s'efforce de dégager sa singularité propre.

Maison des arts de Créteil, place Salvador-Allende, Créteil, 94000. Tél : 49-80-18-98. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 juin.

Salon de Montrouge

Pour sa trente-quatrième édition, cette institution de la vie artistique, le seul Salon où il faille vraiment aller, rend hommage à sa propre histoire en montrant les artistes peints depuis 1976. Il y en a en tout 80.

Mairie, 2, avenue Emile-Boutroux, Montrouge, 92120. Tél : 47-46-19-32. Tous les jours sauf dimanche de 9 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

Temps sauvage et incertain

Sous ce titre de western, l'exposition part à la conquête d'un Eldorado de l'architecture qui serait dis-

similé dans le développement des villes, plus généralement soumises aux aléas financiers de la construction. Vingt-cinq maquettes venues des quatre coins du globe sont les repères de cet ensemble où se retrouvent tout ce que l'éclectisme, la mode et même le talent ont produit de modèles depuis deux décennies.

Institut français d'architecture, galerie d'actuel, 6 bis, rue de Tournon, Paris, 6^e. Tél : 46-33-80-38. Tous les jours sauf lundi de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 3 juin.

Ubu : cent ans de règne

Ubu, un morceau de roi, morceau de choix, en matière d'illustration de la cupidité et de la bêtise. Bonnard, Rouault, Zadkine, Matisse, Ernst, Miro et bien d'autres artistes s'en sont emparés pour catalyser leur vision critique du monde. Avant les grandes réincarnations du personnage de l'arriéré au théâtre, à la télévision, dans la vie courante.

Musée-galerie de la SETA, 12, rue Surcouf, Paris, 7^e. Tél : 45-56-90-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} juillet.

Un collectionneur pendant la Révolution

Les trésors d'un collectionneur frénétique qui accumula, sous la Révolution et l'Empire, des milliers de dessins et d'estampes. Parmi ceux-ci, le célèbre portrait de Marie-Antoinette se rendant au supplice, croqué sur le vif par David.

Musée du Louvre, pavillon de Flore (2^e étage), entrée porte Jacquard-oté jardin des Tuileries, Paris, 1^{er}. Tél : 42-60-38-26. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h. Ventes conférences du 26 avril au 12 mai à 15 h 15 sauf dimanche et mardi, du 17 mai au 9 juin les mercredi et vendredi à 15 h 15. Jusqu'au 24 juillet. 25 F (ticket d'entrée du musée donnant droit à l'exposition).

GALERIES

Ellsworth Kelly

Le devenir récent d'un éminent représentant du courant dur et pur de l'abstraction new-yorkaise des années 50. En quatre tableaux, de 1982 à 1986, des variations monochromatiques sur le carré, l'ovale, le rectangle et le triangle.

Galerie Daniel Timpone, 30, rue Bonaparte, Paris, 6^e. Tél : 42-72-14-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

Pierre Verger

Des Indiens Zapotèques à la danse des Bobos de l'Amazonie, la redécouverte d'un pionnier des années 30, créateur de l'agence Alliance-Photo. Inventeur du portrait ethnographique et colonial, Pierre Verger a réalisé au Roliflex quelque 60 000 clichés en cinquante ans.

Photo Beaulieu, 53 bis, rue de la Roquette, Paris, 11^e. Tél : 47-00-29-29. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 9 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

RÉGIONS

Arras

Aurélien Nemours

Aurélien Nemours ou la rigueur d'une peinture abstraite, dépourvue, réduite à des éléments simples : ligne, point, angle droit, carré, et pourtant sensible et poétique. L'affaire d'une vie - le peintre aura bientôt quatre-vingt ans - qui devrait intéresser les jeunes branchés du « néo-géo ».

North-Arras, 6-8, rue des Capucins, 63000. Tél : 21-71-30-12. De 15 heures à 19 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 25 juin.

Bordeaux

Le port des lumières

Bordeaux, à sa façon, se met à l'heure du Bicentenaire. Et propose, pour le Mai, un vaste panorama évoquant la prospérité économique et l'essor culturel de la ville dans la seconde moitié du dix-huitième siècle. En trois expositions consacrées à la peinture, à l'architecture, aux arts décoratifs.

Musée des beaux-arts André-Matzen, 84 Kennedy, 33000. Tél : 36-42-33-67. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 juin.

Le Havre

Bill Woodrow

Encore les Anglais, encore leurs chefs sculpteurs ! Woodrow découpe le titane, le bois, la soie, la cire, lui fait subir mille tourments et en tire des pièces lumineuses, aléatoires, à demi figuratives, à demi abstraites, et souvent traitées d'humour.

Musée des beaux-arts André-Matzen, 84 Kennedy, 33000. Tél : 36-42-33-67. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 juin.

Morlaix

Musées dogues

A partir de pièces venues de collections privées, l'exposition, de type ethnographique, présente un panorama de la culture dogue et de ses mythes.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29210. Tél : 36-55-55-55. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 15 juin.

Nantes

Martin Barré

Martin Barré, abstrait, presque géométrique, peintre du dédoublement, reçoit la consécration d'une rétrospective de son œuvre et d'une œuvre. De quel se convaincre de la rigueur de cet artiste discret.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures, dimanche de 11 heures à 17 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 4 juin.

Le Cateau-Cambrésis

Geneviève Claisse

Sous le titre « Parcours 1959-1989 », le Musée Matisse présente une rétrospective de Geneviève Claisse, l'une des artistes marquantes de l'abstraction géométrique. Son travail, remarquable de rigueur, est à la confluence d'une mathématique rigide et d'un chromatisme si fort qu'il donne de la vie à ses structures droites.

Musée Matisse, hôtel de ville, 59300. Tél : 27-84-13-15. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, le dimanche de 10 heures à 12h30 et de 14h30 à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 18 juin.

Evreux

Paul Klee

Ce peintre d'origine hongroise découvert par Pierre Loeb dans les années 50 n'a cessé d'affirmer obstinément, postumement, l'objet de sa peinture : la lumière. En se détachant d'abord d'une signature perdue dans le clair et l'obscur, et plus tard en imposant à ses couleurs fluides un espace- grille, on a presque systématiquement bandes horizontales.

Musée, ancien hôtel, 27000. Tél : 32-51-85-29. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi et le dimanche matin. Jusqu'au 25 juin.

Le Havre

Bill Woodrow

Encore les Anglais, encore leurs chefs sculpteurs ! Woodrow découpe le titane, le bois, la soie, la cire, lui fait subir mille tourments et en tire des pièces lumineuses, aléatoires, à demi figuratives, à demi abstraites, et souvent traitées d'humour.

Musée des beaux-arts André-Matzen, 84 Kennedy, 33000. Tél : 36-42-33-67. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 juin.

Morlaix

Musées dogues

A partir de pièces venues de collections privées, l'exposition, de type ethnographique, présente un panorama de la culture dogue et de ses mythes.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29210. Tél : 36-55-55-55. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 15 juin.

Nantes

Martin Barré

Martin Barré, abstrait, presque géométrique, peintre du dédoublement, reçoit la consécration d'une rétrospective de son œuvre et d'une œuvre. De quel se convaincre de la rigueur de cet artiste discret.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures, dimanche de 11 heures à 17 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 4 juin.

Voisins-la-Romaine

Antoine Bourdelle

A l'occasion des Chorales internationales, il a paru intéressant de rappeler que Bourdelle ne fut pas seulement un modèle de grands chevaux, d'archers et d'athlètes, mais qu'il a aussi traité nombre de sujets se rapportant au domaine musical.

Ferme des arts, rue Bernard-Moïse, 84110. Tél : 90-38-06-25. De 9h30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Breuville, Philippe Dagen, Frédéric Edelmann, Patrick Rogniez et Emmanuel de Roux.

PRIX JACQUES GAUTIER

L'Association des Amis de Jacques Gautier et Andrée Gautier

organisent un concours ouvert aux jeunes créateurs de bijoux contemporains.

Date limite de dépôt : 31 mai 1989

à la Galerie Jacques Gautier,

36, rue Jacob, 75006 Paris - 42-60-84-33.

NEW YORK STORIES

Mamma

« Mamma » est une œuvre de l'artiste américain Robert Rauschenberg. Elle est une œuvre de l'art abstrait, plus précisément de l'art « color field ». Rauschenberg est connu pour ses œuvres à base de pigments et de couleurs vives, souvent réalisées à l'aide de techniques de transfert de couleur.



« Mamma » est une œuvre de l'artiste américain Robert Rauschenberg. Elle est une œuvre de l'art abstrait, plus précisément de l'art « color field ». Rauschenberg est connu pour ses œuvres à base de pigments et de couleurs vives, souvent réalisées à l'aide de techniques de transfert de couleur.

Avec humour, avec fierté, elle a réhabilité les rondes dans « Bagdad Café ». Toujours fidèle à Percy Adlon, Marianne Sägebrecht fait cette fois ses courses à Stuttgart. L'action ne se passe pas en Allemagne.



« Enfin quelqu'un d'humain sur un écran ! »

SI, dans *Sugarbaby et Bagdad Café*, les personnages que lui a confiés Percy Adlon sont éminemment silencieux, dans la vie cette sôlde Bavaroise qu'est Mariamne Stäbebrecht se rattrape. Son anglais est approximatif — « mal lavé », dit-elle, — mais elle s'en moque ; elle parle à une allure de mitraillette, ses réponses n'ont parfois qu'un rapport diffus avec la question posée, elle vous emmène où elle veut, elle est irrésistible. Un fleuve en crue.

Pour venir présenter à Cannes le dernier Percy Adlon, *Rosalie fait ses courses*, Marianne Sägobrecht interrompra deux jours le tournage de *War of the Roses*, de Danny DeVito, qui la place entre Kathleen Turner et Michael Douglas à Beverly Hills, capitale mondiale de la chirurgie esthétique, le dernier endroit au monde où l'on s'attendrait à trouver ce Rubens de quarante-deux ans.

« C'est vrai ! C'est une énorme surprise de voir l'impact qu'a eu Bagdad Café ! Dans la rue, les magasins, les cafés, les gens m'abordent, les gens m'embrassent — ma traductrice me dit que c'est très rare, ils sont généralement blasés : il y a des acteurs à tous les coins de rue. « Marieanne, merci ! Enfin quelqu'un d'humain sur un écran ! Vous m'avez reconciliée avec moi-même ! » Parce qu'ici, apparemment, une femme comme moi ne trouverait même pas un job de femme de ménage ! Il faut avoir vingt ans et un prix de beauté pour ça ! »

On imagine en effet le choc produit à Bel-Air par cette femme qui a le poids qu'elle a, le nez et les dents qu'elle a toujours eus. « Les jeunes, ça ne leur pose aucun problème. Quinze, vingt, trente ans, ce sont eux qui m'ont attirée en premier. Ont suivi ceux qui sont jeunes dans la tête. Ceux qui croient au futur, qui font le pont vers un monde humain. Toute une aventure. Il paraît que j'en fais partie. »

» J'étais une enfant... normale, c'est pour ça que je suis assez stable : personne ne m'a harcelée quand j'étais gamine, je n'étais pas « différente ». Cette forme m'est venue lorsque j'ai eu ma fille. Depuis, j'assume, je suis restée enceinte. Enceinte d'un projet, enceinte d'une envie de créer, au théâtre, dans le domaine artistique.

» Je vois ici des femmes au bord de la mort à force de jeûner pour

Aucun de ceux qui l'ont vue dans Sugarbairt danser un bo-bop séduisant n'oserait suggérer à Mariannne Sägebrecht de rendre son physique plus conforme aux canons de beauté des magazines. « C'est sur scène que Percy Adlon m'a vue pour la première fois et il m'a dit la même chose : « Tu danses comme une ballerine ». Mais je vais vous dire, il y a une différence colossale entre être ronde et être grosse. Je vois, ici, ils mangent n'importe quoi, ils pèsent à peine 50 kilos. Moi, je suis ronde ! C'est une très vieille forme, c'est une très belle forme. Chez moi, tout est rond, le corps, les épaules, les joues, la tête, le cœur. Je suis un globe !

malgrir ! Elles ne parlent que de ça. C'est triste ! Quelle perte d'énergie, quelle perte de qualité de la vie ! Il y a tant de choses à faire ! Dans dix ans, j'aurais peut-être une autre forme, je resterais une personne globale. »

Rien de tel qu'un laboratoire pour tuer le fantasme. C'est pourtant comme laborantine que Mariannne Sägebrecht a débüté. Elle devient ensuite pendant trois ans l'assistante d'un psychanalyste, en bientôt assez du malafid détaillé au scalpel, rêve de grands coups de pinceaux sur de grandes toiles. Elle décide de plonger.

Elle devient une sorte d'imprésario de l'underground culturel minimalchois. Au début des années 70, elle

fondée avec son mari un café-théâtre-cabaret et, après son divorce, crée une revue. « Je faisais de tout, du théâtre, des imitations, je louais des locaux, je faisais les décors, je réunissais des gens de tous horizons, il y avait des musiciens — je faisais la cuisine, des choses inhabituelles... — des punk qui dormaient dans les embrasures de fenêtres, des ouvriers nus, des étudiants. C'était bien. » Son allure, son allant, son énergie et son audace lui valent, dit-on, les surnoms de « Mère Courage de l'avant-garde » et de « Madame de la Subculture ».

L'entrée de Percy Adlon dans sa vie professionnelle la fait passer à l'échelon planétaire. *Rosalie fait ses courses* est le troisième volet du triptyque amorcé par *Sugarbary* et *Bagdad Café*. Rosalie y est une Bavaroise mariée à un ancien pilote américain qui la ramène dans l'Arkansas. « Nous avons tourné dans une petite ville nommée... Snatgari ! Comme en Allemagne ! On a formé les mêmes amitiés sur le plan local que pendant le tournage de Bagdad Café. Percy Adlon a réalisé beaucoup de documentaires, il a une sensibilité aiguë à l'environnement humain. »

« Quand j'ai lu le scénario de Rosalie pour la première fois, je n'en ai pas dormi pendant trois jours. J'ai fini par appeler Percy Adlon et lui ai dit : « Je ne peux pas le faire, je déteste cette femme, je ne vois pas comment la prendre, elle n'est pas faite pour moi, elle est faite pour Betty Midler ! »
 « Non, non, disait Percy, tu verras... On a beaucoup parlé et elle me suis retrouvée mariée à Brad Davis ! Rosalie fait des choses pas communes, c'est une bonne voleuse, débordante d'astuce. Je ne dirais jamais que la loi créée – ce serait d'une ironie absurde, – mais je suis contente de lui avoir presté un peu, mon corps et tout le reste... »

H. B.



A un jeune homme qui lui disait avoir rêvé d'elle toute la nuit, Max West (à gauche en haut) répondit : *Vous devez être très fatigué.* « L'exemple de Josiane Balasko et de Marianne Sägebrecht le montre : impossible d'assumer un physique singulier sans un humour exceptionnel, voire une certaine disposition à la « déviance » caractérielle. A vingt ans, Bette Davis (à gauche, au milieu) n'avait jamais été si ingénue ni jeune. Ses pouspoues lourdes, son regard de rapace, son menton anguleux allaient traduire un type physique et moral, une féminité mâtinée de froide énergie. Conformément à son corps élancé et vigoureux, Katharine Hepburn (à gauche, en bas) allait elle aussi jouer toute sa vie les femmes rebelles, traitant d'égal à égal avec les hommes, soit plus ou moins en lutte avec eux.

Une instabilité quasi pathologique se lit en revanche sur le visage de Judy Garland (à droite, en haut), à laquelle seraient réservés du même coup les rôles de grande instinctive, d'angoisse viscérale. En 1939, exceptionnellement, on vit Greta Garbo (à droite, au milieu) rire dans un film (*Nicotchka*, de Lubitch). Elle resterait l'« Inaccessible ». Épanies trop larges, bouche trop grande, yeux dévorant le visage, Joan Crawford (ci-dessus) s'était créé un type en soulagant certains de ses défauts. Avec l'âge, ils allaient naturellement s'accroître pour composer le symbole même de la voracité féminine, l'idole des homosexuels.

DE « NEW YORK STORIES »

Mamma

courtes. Mon producteur, Roger Greenhut, préférait un long métrage, mais certains sujets supporteraient d'être traités en quarante minutes, et pas en une heure et demie. Greenhut a alors suggéré de demander le concours de deux autres réalisateurs. Nous avons porté le projet à Orion, avec qui je suis sous contrat. Orion pensait que cela donnerait un film cher, que des dépassements étaient à craindre, que les films à sketches n'ont pas bonne réputation, mais si un autre studio se déclarait prêt à financer... Nous nous sommes donc adressés à



vrai film

Disney, firme en ce moment autrement plus opulente.

• A l'origine, les trois réalisateurs devaient être Scorsese, Spielberg et moi. Mais les finitions de Roger Rabbit étaient si dévorantes que Steve s'est retiré en troisième milieu. Greenhut a donc cherché un dixième homme dont le style soit radicalement différent de celui de Marty et du mien – Francis a indéniablement un style bien à lui. Au départ, New-York n'apparaissait pas dans le paysage. Le film aurait pu s'appeler « Trois réalisateurs » ou « Trois variations » sur l'amour. C'est par les journaux que j'ai appris que le titre définitif serait New York Stories. J'ai donc supposé que les deux autres auteurs traitaient le sujet. Mais je n'ai toujours pas vu le résultat en entier. Je n'ai même pas lu les scénarios de Francis et de Marty. Je tournais mon sketch, puis j'ai enchaîné sur un autre film... J'attends que le brouhaha autour de la sortie s'apaise, je le verrai dans le calme de ma salle de projection.

« Je joue à nouveau dans le Complot d'Œdipe. J'ai écrit le rôle pour moi. Je n'avais pas joué dans un de mes films depuis Hannah et ses sœurs. Je suis aussi dans le prochain. Avec Mia (1), Anjelica Huston, Alan Alda, Martin Landau, Claire Bloom, Darryl Hannah pour quelques secondes... J'en oublie. C'est un film-tapisserie, avec beaucoup d'his-

toires emmêlées. Nous allons commencer à le tourner à l'automne. Et j'ai déjà écrit le suivant.

« Je vous en prie, ne parlez pas de mon rythme frénétique. Cela me paraît un mythe qui ne résiste pas au raisonnement. C'est long, un an, vous savez. Une grande partie du temps passé à la confection d'un film consiste à en trouver le financement. Or j'ai l'énorme avantage d'avoir un contrat de longue durée avec Orion, voilà déjà six mois de gagnés : le budget est en place avant même que j'écrive ; je peux le scénario sort de la machine à écrire, je peux, le lendemain, entrer en préproduction. Je travaille vite, mes mises en scène sont relativement simples, je monte au fur et à mesure, le montage n'est pas compliqué. Le film terminé, j'ai tout le temps pour entamer le suivant.

- » *Et Cannes ? Quoi Cannes... J'y suis déjà allé à Cannes. Quand ? Hors saison. Pendant le Festival, je serai en plein tournage. De toute façon, la qualité de la vie en période de Festival ne me semble pas excellente, ce sont des manifestations tellement extraverties.*
- » *Cela dit, Milla y est allée, elle, au Festival de Cannes, et elle s'est retrouvée entre Chaplin et Bunuel. Je ne sais plus si elle a rencontré Chaplin en remettant un prix à Bunuel ou l'inverse. Mais elle était très contente.*

H. B.

(1) Son épouse, Mia Farrow.

Q.8.

VALUATION

SSE

e. les
e et,
resse,
adio-
ueille
sintes
avail-
terna-
roteo-
York,
l'ari-
resse
is de
ation
jour-
ional
seau
ays.
blier
as le
: qui
e. Il
esta-
3 et
e au
obser-
veur
s et
stré
aire
e la
our-
tion
esse
elle

au
er-
ue
es
ce
nt
ts
re
n

8
2
+
-
5
1
7
-
+

HISTOIRE-MÉMOIRE



L'absence de réactions face aux nazis.

« LA TOILE D'ARAIGNÉE », DE BERNHARD WICKI

Allemagne, années 20

Piller fondateur de la nouvelle vague d'outre-Rhin, Bernhard Wicki s'inspire d'un roman de Joseph Roth. Le rôle du carriériste exemplaire, dans l'Allemagne prénazée des années 20, est tenu par Ulrich Mühle, aux côtés de Karl-Maria Brandauer.

CITOYEN suisse, Bernhard Wicki est né en Autriche, mais il a toujours mené sa carrière de comédien et de metteur en scène en Allemagne fédérale, où il est « *le grand vieil homme du cinéma* ».

Pendant les années 50, Wicki était comédien et travaillait beaucoup. Il a réalisé en 1958 son premier film, moitié documentaire, moitié fiction : *Pourquoi sont-ils contre nous* ; un an plus tard, c'est *le Pont*, qui, dans un style réaliste très dur, dénonce les atrocités de la guerre vues du côté allemand et la façon dont les enfants, pendant les derniers jours du IIIe Reich, ont été mobilisés, utilisés. C'est un choc, et l'impact du film dépasse les frontières.

Hollywood appelle Bernhard Wicki. Il fait partie de l'équipe des réalisateurs du *Jour le plus long*, tourne la *Visite* d'après Dürrenmatt, *Morturi*, une histoire de résistance avec Yul Brynner et Marlon Brando. Puis il retourne en Allemagne. Là, il puise dans la littérature pour réaliser ses films.

A plus de soixante-quinze ans, Bernhard Wicki, bien qu'il relève de maladie, est grand, massif, impressionnant, sans plus rien de commun avec le jeune premier charmant qu'il fut. Il a échangé ses fines moustaches contre une barbe blanche de patriarche. Il parle lentement et doucement, sans effets de vocabulaire ou de gestes. Il est dit heureux d'avoir enfin terminé cette *Taule d'araignée* adaptée d'un roman de Joseph Roth pour laquelle il s'est bagaréné pendant douze ans, allant d'un producteur à l'autre, jusqu'à ce que Jürgen Haase et Provis-Film s'engagent. Si, dit-il, s'est acheminé de cette façon, c'est que l'époque, dit-il, l'intéressait.

« Dans ces années-là, tout a commencé. Bien sûr, le fascisme était déjà en gestation au début du siècle, mais c'est après la première guerre mondiale qu'il est devenu militant. Les dernières pages du roman ont été publiées dans l'*Arbeiter Zeitung* trois jours avant la marche de Hitler dans la Feldernhalle à Munich. Elles sont prophétiques. Roth a tout décrit, tout deviné, je n'obéis pas rigoureusement au plan du roman, qui après les soixante premières pages, se perd un peu dans les détails. Le scénario devait être plus cohérent. D'autre part, chez Roth, le baron Ratschek, qui est juif, s'enfuit en Amérique avec la caisse. Je trouve que ça allait un peu loin, même si, c'est vrai, certains juifs de la haute finance se sont d'abord montrés favorables aux nazis. Dans le film, le baron fait appel aux contacts juifs pour fuir, mais il n'emporte pas l'argent.

» Le personnage central du carriériste est simplement un homme qui vient d'un milieu conservateur. Il est officier et fait son devoir. Après la guerre, il est perdu, ne comprend plus rien, ne sait plus où aller. Il se laisse entraîner dans une expérience homosexuelle qui lui donne sa première chance. A partir de là, il va jusqu'au bout, il veut aller jusqu'en haut de l'échelle. Il a perdu le sens du bien et du mal.

» L'interprétation d'Ulrich Mühle fait que l'on peut comprendre l'évaluation du personnage. L'éprouve en tout cas une sympathie pour celui de Lenz, pourtant ambigu. A la fin, il est tué par les nazis, en pleine gare, devant un vieux balayeur qui ne dit rien, tourne la tête, continue à balayer... Balayer dans tous les sens du terme. La scène annonce l'absence de réactions des Allemands face aux nazis, et je ne l'ai pas inventée, elle est dans le roman.

« Ce qui m'intéresse au premier chef, c'est comment, dans ce type de circonstances, les gens se débrouillent pour vivre et justifier leurs bassesses. »

CARLA RHODE

★ Bernhard Wicki a été l'un des membres fondateurs de Film Verlag, association qui a permis l'existence de la nouvelle vague allemande. Il a produit les premiers films de Van Ackeren, Fassbinder, Schroeter, Wim Wenders, etc.

Le Japon sans révolte

Un film majestueux, noir comme les retombées d'Hiroshima, blanc comme la pudeur de ses sentiments. Un cinéaste de soixante-trois ans ne philosophe pas sur l'horreur mais s'interroge sur le destin de ses humbles survivants.

DU très beau roman de Masuji Iwase, *Plinie* (no 1), le cinéaste Shohei Imamura a tiré un film sobre, émouvant, où l'on sent, même si l'auteur s'en défend, l'influence de ce grand maître du cinéma japonais que fut Yasujiro Ozu, avec qui il travailla à ses débuts. *Plinie* nous est l'histoire d'une famille de gens simples dont la vie a été brutalement bouleversée par la catastrophe de Hiroshima, le 6 août 1945.

Victimes des radiations - la « plume noire », - les habitants d'un petit village des environs de Hiroshima vivent l'incroyable progression du mal qui est en eux, endurant l'attente du moment fatal où il se déclarera et rappelés à l'ordre de leur destin par la soudaine discrimination dont ils sont l'objet de la part des voisins. « La vie ne s'est pas faite pour attendre la mort », écrit Ihsue. Et pourtant, tel est leur destin, à commencer par celui de la jeune Yasuko (jouée par l'actrice Yoshiko Tanaka), que les prétendants fuient lorsqu'ils apprennent qu'elle a été exposée à la plume noire.

On retrouve dans ce film en noir et blanc, au cours lent, aux plans longs, comportant quelques images très réalistes des heures qui suivirent le bombardement atomique, le message tout en subtilité d'Ibuse : l'humour teinté de mélancolie, la tendresse et la pudeur de sentiments des personnages de cet auteur, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-dix ans, dont le nom fut plusieurs fois évoqué pour le prix Nobel.

Politiquement, certains reprocheront peut-être à Imamura d'avoir fait un nouveau film sur le « Japon victime de la bombe » ou esquivant les responsabilités de celui-ci dans la guerre. Ce serait méconnaître l'intention profonde du cinéaste.

« Mon intention n'était pas de perpétuer l'image du Japon victime. J'ai voulu faire un film qui soit au-delà

de la question des responsabilités et montrer comment la guerre bouleverse le cours de la vie de gens qui, sans elle, auraient vécu un destin anonyme et sans histoire. Les personnages ont en commun leur rencontre avec l'horreur. Ils ont survécu, mais leur vie a irrémédiablement changé. Je ne retiens rien du message politique que véhiculent certains de mes films précédents. Le bombardement atomique est ici ma prétexte pour montrer des individus confrontés à la mort, à la peur d'une mort qui, progressivement, les gagne. En cela, je crois que j'ai fidèlement suivi la pensée d'Ibsen, qui a minutieusement relu mon scénario avant de l'accepter. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles il aura fallu cinq ans pour réaliser ce film.

— Il reste qu'on voit le Japon victime de la bombe mais qu'aucune référence n'est faite à l'origine de la guerre, précisément à un moment où se développe au Japon un mouvement tendant à éluder ses responsabilités dans le conflit.

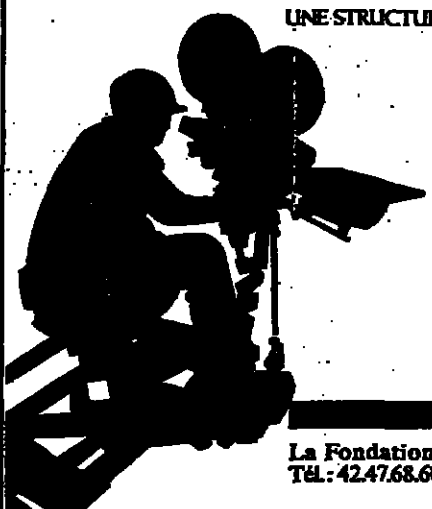
— C'est exact. Mais c'est moins le Japon qui m'intéresse ici que des Japonais. Le Japon est victime de la première bombe atomique mais il fut l'agresseur. Il ne s'agit pas de nier les faits. Mais les personnages d'Inoue sont, eux, victimes d'une Histoire, victimes d'un destin dont ils ne sont pas responsables. Il y a eu un bombardement, une dévastation totale, des milliers et des milliers de morts. Le film, comme le roman, se déroule cinq ans après. Indépendamment de la question de savoir qui a lancé la bombe, qui a déclenché les hostilités, il y a l'honneur de la guerre, d'une forme de guerre qui condamne même ceux qu'elle a épargnés : des individus, des petites gens qui ont eu la chance de s'échapper au bombardement et qui, pourtant, sont condamnés à vivre les jours comptés de la mort lente, cette mort des corps contaminés par les radiations. C'est leur vie qui est le sujet du film, entre la quête de l'oubli et l'effroi lorsque apparaissent les premiers symptômes.

• Quand je tournais mon film précédent, *Zegen*, en Asie du Sud-Est, j'ai parlé avec des intellectuels

SOUVENT
LA VIE DU
CINEMA
NE TIENT
QU'A
UN FILM

**FONDATION GAN
POUR LE CINEMA**

LA FONDATION GAN POUR LE CINEMA A UNE VOCATION, SOUTENIR LE 7^e ART, DANS TROIS ACTIVITES COMPLEMENTAIRES : LA RESTAURATION DE FILMS ANCIENS, LA CREATION CINEMATOGRAPHIQUE ET LA DIFFUSION DU CINEMA. ■ LA SAUVEGARDE DES CHEFS-D'OEUVRE DE LA CINEMATIQUE FRANÇAISE : EN 1989, LA FONDATION GAN S'ASSOCIE AU MUSEE DU LOUVRE POUR PERMETTRE LA RESTAURATION ET LA DIFFUSION DE "BELPHÉGOR" DE HENRI DESFONTAINES (1924). ■ LAIDE AU 2^e FILM : DEPUIS SA CREATION EN 1987, PLUS DE 10 FILMS ONT BENEFICIE D'UNE SUBVENTION DE LA FONDATION GAN. EN 1989, LE SOUTIEN AU 2^e LONG METRAGE EST MAINTENU ET RENFORCE PAR UNE AIDE A LA DISTRIBUTION. ■ LA PARTICIPATION AUX PROJECTIONS EXCEPTIONNELLES DE GRANDS FILMS MUETS : "OCTOBRE" D'EISENSTEIN (1924), EST PROGRAMME LES 25, 26, 27 JUILLET, AU FESTIVAL D'AVIGNON, DANS LA COUR D'HONNEUR DU PALAIS DES PAPES, IL SERA PROJETE AVEC UNE MUSIQUE ORIGINALE D'EDMUND MESELDRE, INTERPRETEE PAR LE NORTHERN SINFONIA OF ENGLAND. ■ "LA MAÏSSELAISE" DE JEAN RENOIR (1937) : LA FONDATION GAN APPORTE SON SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS DE PRESTIGE QUI PRESENTENT LE FILM A PARIS ET EN PROVINCE. ■ "LES ETERNELS DU CINEMA FRANÇAIS" : CETTE MANIFESTATION COPRODUITE EN 1988 PAR LA FONDATION GAN ET LES ACACIAS CINE-AUDIENCE, A PERMIS DE PRESENTER A PARIS 30 GRANDS CLASSIQUES EN COPIES NEUVES. EN 1989, 10 DE CES CHEFS-D'OEUVRE FONT LE TOUR DE FRANCE. ■ LA PARTICIPATION AUX FESTIVALS DE CINEMA : LA FONDATION GAN EST A ANGERS, ROUEN, QUIMPER, LA ROCHELLE, CHATEAUVILLON, MONTPELLIER, DUNKERQUE, BELFORT, ETC. ■ LA FONDATION GAN, BAIKRENAIRE DU MAX LINDEK PANORAMA : CE CINEMA PARISIEN, ENTIEREMENT RENOVE, EQUIPE D'UN ECRAN GEANT DE 300 M², OFFRE DES CONDITIONS DE PROJECTION, UNE PROGRAMMATION ET UNE STRUCTURE D'ACCUEIL, PROCHES D'UN PUBLIC DEVENU PLUS EXIGENT.



La Fondation GAN pour le Cinéma. 2, rue Pillet - Will 75009 PARIS.
Tél.: 42.47.68.60/67.53. Avec ses partenaires : Agfa-Gevaert, Renault et Télérama.

Pari Films
COLLECTION AUTOMNE HIVER

ADIEU
AU PAYS PARADIS
ABSCHIED VOM FALSCHEN PARADIES

Un film de Teyfik Baser

avec
Zuhal Olcay - Brigitte Janner
Ruth Olafsdottir

GRAND PRIX DU 17^e FESTIVAL DU FILM DE STRASBOURG - MARS 1989

et sans espoir

WOODY A

SORTIE
17 MAI

THE INTREPID MAY HAVE RETURNED A
LIVE WRECK AT CHANG-GUOON THE SHIP
CRASHED INTO THE WATER AND THE

HISTOIRE-MÉMOIRE

DE SHOHEI IMAMURA

et sans espoir

locaux de mon projet. Tous m'ont dit : « Ne faites pas un nouveau film sur le Japon victime. » J'étais d'accord. J'ai beaucoup travaillé au scénario, surtout avec l'idée de montrer que les victimes ne furent pas seulement japonaises. J'avais notamment pensé faire intervenir le personnage d'une Chinoise, dont le grand-père et le père auraient été tués au moment de l'agression japonaise, qui se serait rendue dans l'île de Shikoku. Elle serait passée devant la tombe de Yasuko et aurait été incitée à lire le journal de celle-ci. Le film aurait commencé par cette séquence, liant dans le même malheur les victimes de la bombe et celles de l'agression japonaise. Mais le film était déjà trop long, et j'ai dû renoncer à cette séquence. Pour des raisons de longueur également, le film s'arrête lorsque Yasuko est emmenée à l'hôpital. Dans le scénario initial, elle vivait encore une dizaine d'années.

» S'il y a un message politique dans ce film, c'est un message anti-guerre, mais encore une fois, ce n'est pas le thème principal : c'est, de ce point de vue, un film plus psychologique que politique.

— Qu'est-ce qui vous a poussé à faire un tel film, par bien des aspects différent de vos œuvres précédentes ?

— D'abord mon intérêt pour l'œuvre d'Ibuse. Dans tous mes films, il y a des personnages à la fois simples et humains qui manifestent une distance ironique par rapport à la vie. Sur ce plan, je me sens très proche d'Ibuse, dont l'œuvre m'a beaucoup influencé. C'est pour être plus proche de sa sensibilité que j'ai voulu faire un film en noir et blanc. Ensuite, je pense, en tant que Japonais, que le problème de Hiroshima et de Nagasaki est inévitable : chacun doit, un jour ou l'autre, y réfléchir.

— On sent dans cette œuvre l'influence d'Ozu, mais vous semblez avoir une relation compliquée avec ce cinéaste pour lequel vous avez travaillé autrefois ?

— Je n'aime pas être comparé à Ozu. J'ai travaillé avec lui quand j'avais vingt-quatre ans. Je débuteais comme acteur. Et j'ai critiqué ce qu'il faisait avec l'emportement de cet âge. Mais j'ai aimé *le Voyage à Tokyo* et j'ai osé lui dire : ce film-là me plaît. Sans

doute y a-t-il dans *Pluie noire* une sourde inquiétude qui est proche de celle qui imprègne toute l'œuvre d'Ozu. L'histoire pourrait constituer le thème d'un de ses films, et les acteurs que j'ai choisis pourraient être remplacés par ceux qu'il aimait. C'est vrai. Précisément pour éviter de « faire de l'Ozu », j'ai choisi comme cameraman Takashi Kawamata, qui fut son assistant et avec qui j'avais travaillé à l'époque. Lorsque le film a été terminé, nous avons été tous deux nous recueillir sur la tombe de notre maître.

— Avez-vous le sentiment que ce film est différent dans sa conception de ceux que vous avez faits précédemment ?

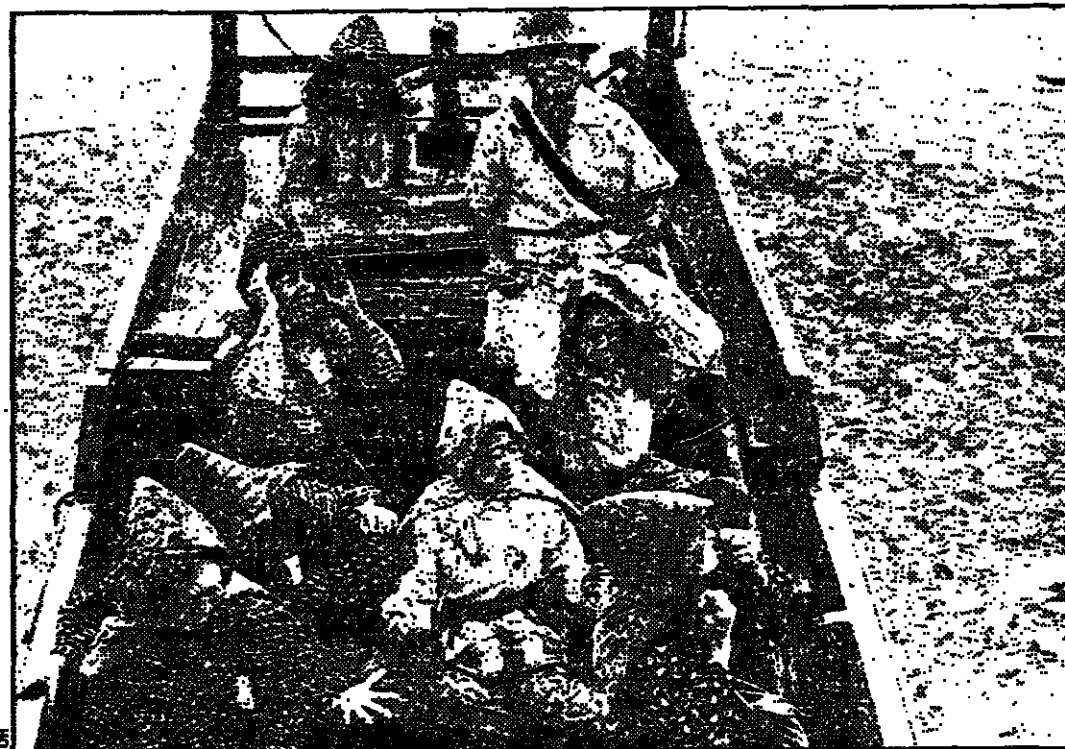
— Il m'a appris à me calmer : j'ai toujours eu peur de faire des plans trop longs, et souvent je tends à les terminer de manière précipitée. Cette fois, je me suis appliqué à faire de longues séquences.

— La *Ballade de Narayama* était un film sur l'endurance. Celui-ci a pour thème le destin. Les personnages ne se révoltent pas. Seul l'un d'eux s'interroge : « Pourquoi avoir jeté la bombe sur Hiroshima et non sur Tokyo ? Je ne veux pas mourir comme un singe, sans savoir. »

— Au Japon, les deux sont liés. Les Japonais ne se révoltent pas contre ce qu'ils perçoivent comme une fatalité. Accepter son destin, comme le personnage de la mère dans *la Ballade de Narayama*, demande parfois plus d'efforts que de révolte. Accepter n'est en rien une lâcheté. Les Japonais ont tendance à se plier à leur destin, et c'est dans cette acceptation que se joue leur drame. Beaucoup de victimes de Hiroshima que j'ai interrogées m'ont répondu avec réticence. Mêmes celles qui m'ont aidé ne voyaient pas l'utilité de faire un tel film. Elles ont intériorisé leur malheur et le vivent en le cachant, sans révolte et sans espoir, telle une fatalité, comme les personnages de *Pluie noire*.

Propos recueillis par
PHILIPPE PONS.

(1) Publié en français chez Gallimard.



La mort gagne, progressivement.

WOODY ALLEN · FRANCIS COPPOLA · MARTIN SCORSESE

NEW YORK STORIES

SÉLECTION
OFFICIELLE
CANNES
1989

SORTIE
17 MAI

WOODY
ALLEN
LE COMPLICITÉ
D'ÉPIQUE

FRANCIS
COPPOLA
LA VIE
SANS ZOE

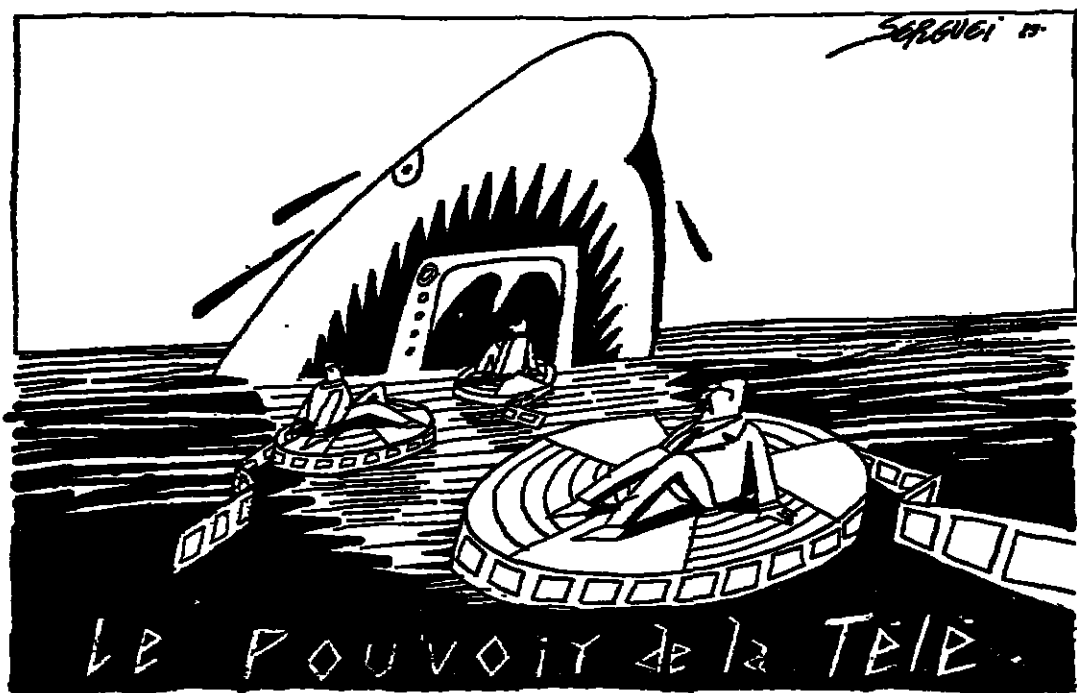
MARTIN
SCORSESE
APPRENTISSAGES

TOUCHSTONE PICTURES présente les films de JACK ROLLINS · CHARLES H. JOHE "NEW YORK STORIES" de ROBERT GREENHUT
"THE LESSONS" NICK NOLTE ROSANNA ARQUETTE de THELMA SCHONMAKER · KRISTI ZEA de NESTOR ALMENDROS, A.S.C. de BARBARA DEENA · RICHARD PRICE de MARTIN SCORSESE
"THE WITHOUT ZOE" GIANCARLO GIANNINI TALIA SHIRE de BARRY MALKIN · DEAN TAVOULARIS · VITTORIO STORARO, A.I.C. de FRED ROOS · FRED FUCHS de FRANCIS COPPOLA & SORIA COPPOLA de FRANCIS COPPOLA
"ODINUS WRECKS" WOODY ALLEN MIA FARROW JULIE KAYNER de SUSAN E. MORSE, A.C.E. de SANTO LOQUASTO · SVEN NYKVIST, A.S.C. de ROBERT GREENHUT de WOODY ALLEN
DANCE ORIGINALE DU FILM
SUR VOIES ET CASSETTES ELEKTRA
TOUCHSTONE PICTURES

CRISE / REPRISE

LES CHIFFRES DU CENTRE NATIONAL

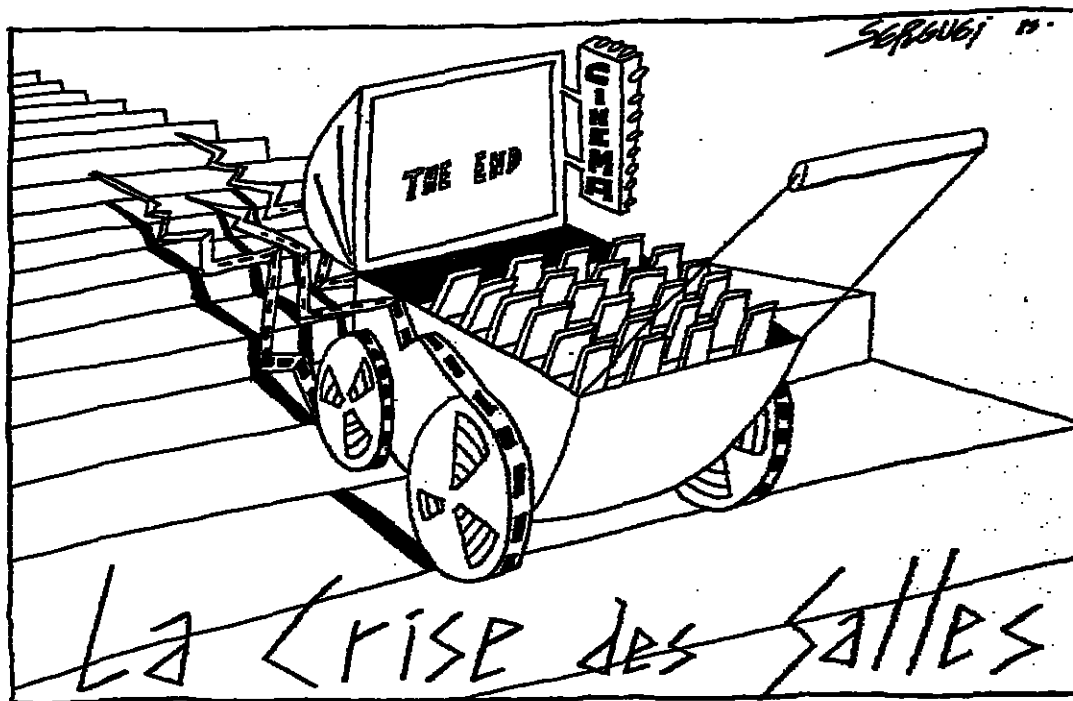
Noir, pas si noir



Les six chaînes de télévision ont diffusé l'an dernier 1 330 films (dont 709 en français). Un marché qui, à l'inverse de celui des salles, continue d'exploser au rythme de 40 % d'augmentation par an.

Sous l'effet de la concurrence, les droits d'achat peuvent atteindre 10 millions de francs pour un long métrage prestigieux, mais le prix moyen d'un film récent est estimé à 2 millions de

francs. La recette totale est montée en 1988 à 1,4 milliard. Client privilégié, la télévision est aussi le premier investisseur, après les producteurs, dans le cinéma français : 543 millions de francs en 1988, soit 21,5 % du financement. Mais l'essentiel de ces sommes (72 %) est désormais investi sous forme de pré-achat. Canal Plus est toujours en tête de ce club des financiers avec plus de 40 % de l'investissement global de la télévision.



122 millions de spectateurs : les salles de cinéma ont encore perdu 7 % de leurs clients en 1988. La chute est continue depuis 1982, année où la fréquentation caracolait à 200 millions d'entrées.

La profession, pourtant, est optimiste : si le début de l'année dernière a été catastrophique, le quatrième trimestre a enregistré une hausse de 14 % des spectateurs et, sur les trois premiers mois de 1989, la fré-

quantitation fait un joli bond de 5 %. Est-ce le sensant tant espéré ? Pour l'exploitation, l'année a été noire : 307 fermetures pour seulement 92 créations. C'est la première fois que la France voit disparaître autant d'écrans. Certes, on restructure. On ferme des petites salles pour en ouvrir de grandes et le nombre de fauteuils reste constant autour de 1,1 million. Mais il y en avait 400 000 de plus il y a dix ans.



L'Ours (sept millions de spectateurs), le *Grand Bleu* (six millions d'entrées) trônent en tête du palmarès de l'année 1988. Les films-spectacles, à gros budget, ont ramené le public vers les salles et les producteurs français espèrent avoir enfin trouvé la recette du succès. Ils ont mis beaucoup d'argent dans *I want to go home*, d'Alain Resnais, *Valmont*, de Milos Forman ou les deux films sur la Révolution française de Robert

Enrico. Les devis explosent : en 1987, seuls vingt-cinq films dépassaient les 20 millions de francs ; on en dénombrait quarante et un l'an dernier.

Le coût moyen d'un long métrage français qui oscillait autour de 3 millions de francs, il y a dix ans, a atteint l'an dernier 15 millions de francs. Les coproductions sont les premières responsables de cette inflation, puisque leur coût moyen passe en un an, de 14 à 24 millions de francs.

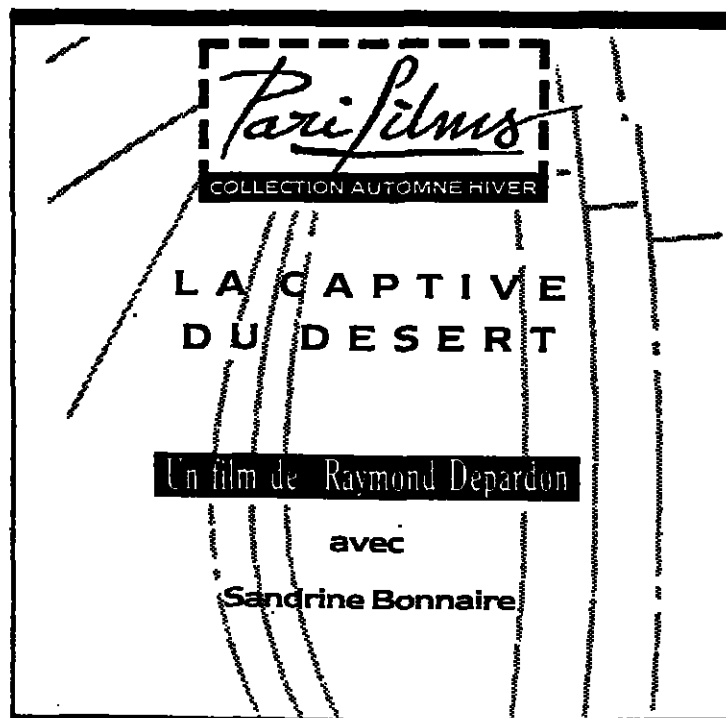


Est-ce l'approche de 1993 ou le désir de faire de grands films à dimension internationale ? Les coproductions tiennent en 1988 le haut du pavé. Partenaires privilégiés : la Suisse, l'Italie et le Canada. Quarante-quatre coproductions ont ainsi vu le jour l'an dernier, pour un investissement total de 1 milliard de francs, soit près de la moitié du financement global de la production (2,5 milliards de francs). La progression est spectaculaire

puisque en 1987 le montant total des coproductions ne dépassait pas 526 millions de francs.

La France donne toujours plus d'argent aux cinéastes étrangers qu'elle n'en reçoit de l'extérieur. Mais le financement venu d'au-delà des frontières a fait un bond de 86 % pour atteindre une somme de 479 millions.

J.F.L.



L'ÉTAT DE LA LIBERTÉ DE CRÉATION
DANS LE MONDE. De la Roumanie à la
Chine et de l'Afrique du Sud à l'Argentine, l'état
des lieux sur les cinq continents en 1989.

L'APPEL DES CINÉASTES. Les témoignages de plus de trente créateurs parmi les plus illustres, de Wim Wenders à Martin Scorsese, en passant par Milos Forman, Youssef Chahine...

CENSURE MORALE ET CENSURE POLITIQUE. Les censurés célèbres de l'histoire du cinéma : Eisenstein, Tarkovski, Bunuel, Resnais, Godard, Pasolini...

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE VUE PAR LE CINÉMA : quel regard les cinéastes ont-ils porté sur notre histoire ?

EXCLUSIF

LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CINÉASTE

par Jean-Denis BREDIN

25 F - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الأهل

CRISE / REPRISE

DE LA CINÉMATOGRAPHIE

L'optimisme raisonné de Dominique Wallon

Dominique Wallon préside le Centre national de la cinématographie depuis janvier dernier. Quatre mois après sa prise de fonctions, il dit ses espoirs pour la production nationale, dans la perspective du grand marché de 1993.

« Ces six derniers mois, les spectateurs sont venus plus nombreux dans les salles de cinéma. Est-ce la fin de la crise de la fréquentation ?

Restons prudents. Il est certain que l'hémorragie de spectateurs a tendance à se résorber, et la stabilisation des entrées concerne les spectateurs les plus assidus, dont le nombre avait le plus diminué jusqu'à présent. Avons-nous atteint un palier ? Est-ce le début d'une relance ? Il est trop tôt pour le dire. En Grande-Bretagne et en Allemagne, on note une même tendance à la reprise, ce qui est encourageant.

Je crois que les Français ont digéré l'explosion de la télévision. L'effet de nouveauté passé, ils arbitrent mieux entre une soirée devant le petit écran et une sortie au cinéma. Mais il faut compter aussi avec un facteur plus conjoncturel : à la fin de l'année dernière, des films prestigieux, traitant de sujets originaux à gros budget, comme *l'Ours*, *le Grand Bleu*, *Roger Rabbit* et *Camille Claudel* ont su redonner le goût du spectacle en salle. J'espère que les œuvres annoncées pour les mois à venir auront le même effet.

Les conséquences de la crise ont été sévères pour les salles : deux cents fermés de moins en un an...

Le chiffre est impressionnant mais peu significatif, car le nombre de fauteuils, lui, est relativement stable. Il s'agit surtout d'une restructuration du parc de salles qui devrait pousser à la disparition des petits écrans des complexes mal adaptés à la demande du public.

La mise en place rapide du Plan cinéma amorcée par Jack Lang, il y a trois mois, a permis à de nombreux exploitants d'éviter la fermeture et à des municipalités de reprendre certaines salles en péril. Ce dernier phénomène n'est pas nouveau en France,

où 13 % des salles sont déjà municipales. Mais, aujourd'hui, les collectivités locales multiplient les projets de festivals, participent activement à l'opération « Collèges au cinéma » et font du septième art un axe privilégié de leur politique culturelle. Cet engagement est d'autant plus intéressant qu'il ne s'agit pas d'un engagement sans lendemain, mais d'une initiative mûrement réfléchie.

Le CNC va encore renforcer son action dans ce sens : par une convention sur l'ensemble de la politique de soutien au cinéma avec les collectivités locales et par un montage avec le Crédit local de France de prêts pour la rénovation des salles. Enfin, nous attendons des groupes de réflexion, réunis depuis deux mois sur le film et la salle de cinéma, des propositions concrètes pour améliorer la prestation offerte au public. A la fin de l'année, nous lancerons une grande campagne de promotion qui viendra épauler les efforts de rénovation entrepris par les exploitants.

Comment expliquez-vous la suprématie du cinéma américain sur les films français au box-office ?

Ces films arrivent en France déjà rodés, déjà sélectionnés par leur carrière nationale, avec une sorte de label qui joue comme une garantie pour le spectateur. Face à eux, les films français ont un positionnement plus difficile, dû en partie au fort renouvellement du cinéma national : sur cent trente productions qui sortent chaque année, il y a trente-cinq premiers films. C'est un élément de fragilité, mais c'est surtout la preuve de la diversité et de la vitalité de la production française. La sélection de Cannes illustre bien différentes générations de ce mouvement en profondeur.

En outre, la production nationale évolue vite. Ainsi, pour les grands comme pour les petits films, on voit se développer la volonté d'une carrière, et donc d'un financement sur les salles relativement important, gérant d'une certaine indépendance à l'égard du système télévisuel.

La guerre avec la télévision serait-elle terminée ?

Les rapports sont inévitablement difficiles. Si chacun a besoin de l'autre, les chaînes pour leurs pro-

grammes, les films pour leur financement, il reste des tensions, liées souvent à la différence des critères de choix des chaînes par rapport aux auteurs et producteurs des films. Les rapports entre télévision et cinéma sont cependant plus sains. Les chaînes ont tenu leurs engagements en matière de coproduction et de pré-achat. Leur politique de programmation devient plus raisonnable.

Quelques idées devraient faciliter cette évolution. Les chaînes ont pris une responsabilité trop forte à l'égard du cinéma pour ne pas inscrire leur choix dans une vue d'ensemble de la diversité de la production française. Le pluralisme des décideurs à l'égard du financement des films doit être maintenu. Enfin, les chaînes doivent respecter l'autonomie artistique et financière des réalisateurs et des producteurs. Cette règle du jeu impérative concerne d'ailleurs les autres acteurs financiers de la production.

Vous faites allusion aux Soficas et aux sociétés de gestion de droits ?

L'interpénétration du cinéma et de l'audiovisuel et de ces deux secteurs avec le système financier est une tendance déjà très marquée. Il ne s'agit pas de lutter, d'autant que ce phénomène est lié aux perspectives européennes et à l'internationalisation de la production. Mais nous sommes très attachés aux risques de dépendance excessive du cinéma envers les établissements financiers. La réglementation doit protéger les droits des producteurs et des réalisateurs sur leurs négatifs. Les Soficas doivent rester de simples investisseurs sans vocation à commercialiser les droits des films. Quant aux sociétés de gestion de droits, elles ne peuvent avoir une stratégie de développement purement patrimoniale sans participer au renouvellement de la production.

La crise a aussi fortement touché les entreprises de distribution...

La distribution a pratiquement perdu son rôle dans le financement du cinéma. D'importantes entreprises sont en difficulté, contraintes de fermer leurs agences régionales au risque de réduire leur capacité à diffuser les films en profondeur. Aujourd'hui des producteurs distribuent eux-mêmes leurs films, quitte

à sous-traiter les fonctions techniques à des prestataires de services. Cet éclatement et cet affaiblissement de la distribution sont particulièrement inquiétants, d'autant que les entreprises américaines, elles, se renforcent.

Ce n'est, je l'espère, qu'une phase transitoire. Nous devrions assister au regroupement d'entreprises indépendantes coopérant avec quelques pôles majeurs. Je reste particulièrement préoccupé par la faiblesse des entreprises spécialisées dans la diffusion d'un certain cinéma d'auteur. Il faut sans doute revoir les aides publiques, améliorer les réseaux existants pour que ces distributeurs et ces exploitants puissent continuer à proposer au public toute la diversité de la production française et mondiale.

Pensez-vous que le système d'aides françaises puisse résister à l'ouverture du grand marché de 1993 ?

Dans ce domaine, la France est moins isolée que sur le problème des quotas. Nos voisins européens ont compris l'efficacité d'un système comme le compte d'aide et l'ont souvent imité. Cela ne doit pas nous dispenser d'une réflexion en profondeur. Nous avons trois ans devant nous pour clarifier les modalités des aides publiques, les ajuster aux mutations de l'économie du cinéma, et par là même renforcer leur efficacité.

A l'heure où la production d'internationalisme, n'est-il pas paradoxal de limiter les aides aux seuls films de langue française ?

La France reste un pays très internationaliste du point de vue de la création cinématographique. Elle investit plus d'argent sur des films étrangers qu'elle n'en reçoit de l'extérieur. On peut tourner en France des films de langue anglaise, coproduire avec des producteurs étrangers et bénéficier des aides publiques avec, il est vrai, dans certains cas, un abaissement sur les droits au soutien. Seule l'aide sélective est limitée aux œuvres de langue française. La langue est au cœur de la création et de l'identité culturelle. Si nous y renoncions, le système d'aides publiques n'aurait plus aucune justification.

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LACAN.

GLACES GERVAIS PRESENTENT

LA PLUS CROQUANTE DES EMISSIONS FESTIVALIERES PAR YSABELLE LACAMP



CINE CANNES SUR FR3 DU 17 AU 23 MAI 1989



J'en veux !

LE TEMPS DE DÉGUSTER UNE CRÈME GLACÉE, YSABELLE LACAMP
VOUS CHANGE LE GOÛT DE CANNES SUR FR3 DU 17 AU 23 MAI A 20H30.



PARTICIPEZ AU CONCOURS GLACES GERVAIS SUR 3615 FR3

